

L'épilogue de l'affaire Godounov

WASHINGTON ESTIME
QUE Mme VLASSOVA
EST RENTRÉE LIBREMENT
EN U.R.S.S.

LIBRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,20 F; Arabie, 1,20 F; Tunisie, 1,20 F; Autriche, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 2,00 F; Cote d'Ivoire, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; France, 2,00 F; Grèce, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 2,00 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 2,00 F; Suède, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; U.S.A., 2,00 F; Yougoslavie, 1,20 F.

Le terrorisme irlandais

Les meurtres de lord Mountbatten et de 18 soldats britanniques sont revendiqués par l'IRA

Sanglant anniversaire

Les nationalistes d'Irlande du Nord ont marqué de la façon la plus spectaculaire et la plus sanglante le dixième anniversaire des premiers affrontements entre catholiques et protestants d'Ulster, le meurtre de Lord Mountbatten et de trois de ses proches et l'attentat qui a coûté la vie à dix-huit soldats britanniques faisant du 27 août un véritable « lundi noir » dans l'histoire tourmentée des relations entre Londres et Belfast. Le choix de cette période pour l'organisation terroriste n'a sans doute pas été seulement dicté par cet anniversaire, mais aussi par deux autres facteurs.

Le premier est que le gouvernement anglais avait tout récemment marqué son intention de rechercher une solution au conflit dans le seul champ de la politique intérieure britannique. Alors que les États-Unis suggèrent d'organiser un sommet à trois sur la question, à New-York, avec le Royaume-Uni et la République d'Irlande, et que le ministre britannique chargé de l'Ulster, M. Atkins, semblait sur le point de se laisser tenter, Mme Thatcher avait opposé à cette proposition un refus courtis mais ferme. Or l'IRA a toujours misé sur l'internationalisation d'un conflit qui, selon sa logique, n'est pas seulement britannique.

En second lieu, on prêtait à Londres l'intention de lancer, avant la fin de l'année, un plan de règlement de la question irlandaise permettant aux deux communautés de trouver, au sein de structures politiques nouvelles, les moyens d'une coexistence enfin pacifique. L'IRA ne pouvait s'accommoder d'un tel compromis, dont le but est évidemment la « pacification » de l'Ulster sous l'œil britannique, et non sa partition.

En jouant délibérément le durcissement du conflit, en particulier à travers le meurtre d'un membre de la famille royale, les extrémistes irlandais accomplissent qu'un raidissement de Londres répondra un renforcement de leur audience dans la population.

Les premières réactions eurent en Grande-Bretagne, où l'indignation et la réprobation sont unanimes, peuvent alléger ces espérances. Les milieux conservateurs, en dehors de quelques personnalités modérées, seront probablement tentés de faire leur mise en garde que publie ce matin le « Daily Telegraph », qui écrit : « Sans doute l'IRA serait-elle satisfaite si la Grande-Bretagne se lançait dans une vendetta sauvage contre la population catholique. Mais elle serait encore plus satisfaite si rien n'était fait. »

Il faut donc s'attendre, dans les jours qui viennent, à de vives pressions de la part de tous ceux qui, bien avant l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher, ont réclamé pour l'Irlande du Nord une politique de fermeté et le renforcement des mesures de sécurité.

Londres peut au moins espérer que ces deux séries de meurtres porteront probablement un coup sévère au prestige et aux amitiés dont jouit l'IRA hors des frontières de l'Ulster, en particulier aux États-Unis (où la communauté irlandaise est nombreuse) et en République d'Irlande. Le gouvernement de Dublin a d'ailleurs condamné ce double coup de main avec une sévérité et une rapidité remarquables. Quant à la population de l'Éire, elle paraît lassée et même exaspérée, dans sa majorité, par les violences de l'IRA. Mais, en Ulster même, les unionistes protestants les plus actifs, ceux qui ont constitué des groupes para-militaires, ne vont pas manquer cette occasion de réagir.

Toutefois la difficulté, pour le gouvernement britannique, va maintenant être de faire front contre l'IRA sans donner raison aux partisans d'une réplique très musclée.

Le premier attentat a causé la mort de dix-huit soldats britanniques et sept autres étant grièvement blessés. Il s'agit d'une bombe de très forte puissance, qui a fait explosion à 50 kilomètres au sud de Belfast au passage d'un convoi militaire.

De très nombreux chefs d'État et de gouvernement étrangers, ainsi que différentes personnalités politiques et ecclésiastiques irlandaises, ont adressé des messages de condoléances à la reine Elizabeth, dont lord Mountbatten était l'oncle, et condamné en termes particulièrement sévères ces nouvelles violences.

Celles-ci vont relancer à Londres le débat sur la question irlandaise. Plusieurs journaux britanniques, insistent dans les commentaires qu'ils publient ce mardi, sur l'urgence, pour le gouvernement de Mme Thatcher, de trouver une solution politique au conflit.

(Lire nos informations page 3.)

L'inflation et le soutien à l'économie

- 2 milliards de francs pour les familles et les personnes âgées; 2,5 autres milliards pour la construction et les travaux publics
- M. Michel Debré annonce qu'il ne votera pas le budget de 1980

Les mesures de soutien à l'économie, annoncées il y a quelques semaines par M. Barre, devaient être rendues publiques mercredi 29 août, à l'issue du conseil des ministres. Elles représenteront au total 4,5 milliards de francs et bénéficieront, d'une part, aux personnes les plus touchées par le renchérissement des prix (familles et personnes âgées), d'autre part, à la construction et aux travaux publics.

L'aide aux familles (de l'ordre de 200 F par enfant scolarisé) s'ajoutera à la prime de rentrée qui existe déjà (190 F); elle sera accordée dans le cadre d'un plafond de revenus pour les familles bénéficiaires. L'aide à la construction concernera à la fois la rénovation et les H.L.M. Des incitations financières seront en outre accordées aux particuliers qui entreprendront des travaux pour économiser le chauffage.

En revanche, le relèvement du SMIC, rendu indispensable par la forte hausse des prix en juillet (1,3 %, soit un rythme annuel proche de 14 % durant les trois derniers mois : lire page 18), ne devrait faire l'objet d'aucun « coup

de pouce » de la part du gouvernement. La hausse de 2,1 % du salaire minimum devait le porter à 12,39 F ou 12,40 F par heure à partir du 1^{er} septembre (au lieu de 12,15 F actuellement), soit un salaire mensuel de 2.149 F ou 2.157 F (pour 40 heures de travail par semaine), au lieu de 2.114 F actuellement.

M. Michel Debré, qui a présenté mardi matin, au cours d'une conférence de presse, un véritable plan économique et social d'ensemble visant à placer la France « dans le camp des vainqueurs », plan qui porte aussi bien sur la fiscalité, le budget et l'investissement que sur l'industrie, l'agriculture, la sécurité sociale et la politique familiale, — a annoncé qu'il ne voterait pas la loi de finances pour 1980. « Il y a des moments où il faut montrer que l'on ne suit pas », a-t-il déclaré, après avoir comparé le gouvernement à un ministre de la IV^e République (lire page 18).

Sur les marchés des changes, la baisse du franc, qui avait commencé lundi, s'est poursuivie mardi matin.

Le gouvernement a finalement choisi de faire connaître des mesures de soutien qu'il va prendre pour compenser — partiellement — les effets déflationnistes sur l'économie française du renchérissement des prix pétroliers. Ces mesures qui auront un effet sur le dernier trimestre de cette année concernent les familles et les personnes âgées d'une part (2 milliards de francs), le bâtiment et les travaux publics d'autre part (2,5 milliards de francs) si les crédits d'État sont comptabilisés en autorisations de programmes (c'est-à-dire en promesses de travaux), mais seulement 1 milliard de francs si l'on compte les crédits de paiements correspondant aux factures qui seront effectivement réglées.

Les mesures à caractère social viseront à atténuer le renchérissement du coût de la vie et notamment celui des charges de chauffage. Ainsi que nous l'avons annoncé (1), une

allocation exceptionnelle de rentrée scolaire d'environ 200 francs sera attribuée aux familles. Cette « prime cartable » s'ajoutera à l'allocation habituelle qui aurait été cette année de 190 francs. Plusieurs millions de familles (4,7 millions en 1978 et probablement un peu plus cette année) toucheront donc 390 francs à la rentrée.

Les personnes âgées recevront, elles aussi, début octobre une allocation exceptionnelle au titre du minimum-vieillesse.

Le bâtiment et les travaux publics bénéficieront d'un « coup de pouce » de l'État : prêts locaux pour l'acquisition de la propriété, primes pour la rénovation de l'habitat ancien. Les travaux économisant l'énergie seront financièrement encouragés dans la construction publique aussi bien que privée. Enfin des crédits seront alloués pour les routes et les travaux urbains.

Le gouvernement a choisi les secteurs qui bénéficieront de ces mesures de soutien en fonction de la rapidité avec laquelle les crédits publics pourront être dépensés (le climat des affaires sera mauvais au début de 1980 et il convient dès maintenant de soutenir l'activité), mais aussi dans la mesure où les importations ne seront pas accrues et la hausse des prix atténuée.

D'une façon générale, les pouvoirs publics estiment que les 2,5 milliards de francs de crédits ouverts par l'État dans le bâtiment et les travaux publics « généreront » quelque 8 milliards de francs de travaux (effet multiplicateur), qui seront effectivement engagés fin 1979 et au cours des trois premiers trimestres de 1980.

Ainsi, avec les mesures sociales qui soutiendront la consommation des ménages et des personnes âgées, le gouvernement table-t-il sur un taux de croissance économique de 2,5 % en 1980, au lieu de 2 % si ce petit plan de soutien n'avait pas été retenu.

On saura la semaine prochaine, lorsque le projet du budget pour 1980 sera connu, si M. Barre poursuit et amplifie cette politique de lutte contre la dépression.

(1) Le Monde des 18 et 28 août.

EFFRÈMENT DU FRANC

Amorcé lundi, après l'annonce de la forte hausse des prix de détail en juillet, le mouvement d'effrètement du franc s'est poursuivi mardi 29 août dans la matinée sur les marchés des changes. Le livre sterling valait ainsi 5,59 F contre 5,51 F la veille, et le deutschemark 2,33 F contre 2,325 F.

Dans la matinée, on apprenait en outre que la Caisse des dépôts avait augmenté ses taux de prêts à six mois d'environ 3/16 de point, à 11 5/8 %.

A l'inverse du franc, le dollar s'est effrété en hausse à Paris (4,275 F contre 4,257 F), mais aussi à Tokyo et à Londres. Cette nouvelle a entraîné de la devise américaine n'a pas empêché l'or de progresser de nouveau, le prix de l'once de métal précieux s'inscrivant à Londres à 316,20 dollars, contre 312 dollars à Zurich la veille.

GUINÉE-ÉQUATORIALE : la fin d'un délire

Trois semaines après le coup d'État qui a renversé Francisco Macías Nguema, « président à vie » de la Guinée-Équatoriale, le lieutenant-colonel Teodoro Obiang Nguema, président du conseil militaire suprême (C.M.S.), vient de rendre publique la composition de son nouveau gouvernement. Celui-ci comprend deux vice-présidents et dix ministères (ministères). Les deux vice-présidents sont le capitaine Salvador Elia, qui était en prison au moment du coup d'État, et le lieutenant de vaisseau Maye Elia, l'un des principaux animateurs de la rébellion dans la partie continentale du

pays. Les « commissions » sont toutes dirigées par des militaires. La tâche du nouveau gouvernement est gigantesque, le pays sortant exsangue de onze années de terreur. L'économie est dévastée et un tiers des habitants se sont enfuis à l'étranger.

L'instruction du procès de Macías Nguema, détenu à la prison de Bata depuis le 18 août, a commencé. Elle a été confiée à un lieutenant membre du C.M.S., qui pourrait déposer ses conclusions dans environ trois semaines.

I. — Sur la « route de la liberté »

Bata. — L'ancienne « perle de l'Afrique équatoriale » qui s'étend le long d'une plage de sable fin, n'est plus qu'une ville à l'abandon, d'où toute vie semble avoir été bannie par onze ans de dictature. Les larges rues lisses au carrousel, le « paseo » andalou pavé de noir et blanc, sur lequel l'herbe folle a envahi les bacs à fleurs, sont déserts en cette fin d'après-midi.

Le lieutenant José Moro Mba commandant la place — officier discret qui préfère le polo à l'unionisme — fait ouvrir un hôtel pour accueillir la presse tout en s'excusant de ne « rien pouvoir nous offrir d'autre qu'une chambre ». Moderne et déjà désaffecté, l'établissement a été fermé à peine construit à la suite d'une turlupine du président déchu, soucieux que les « espions étrangers » ne trouvent pas de logement. Il ne manque pourtant pas d'alure, avec sa salle à manger

De notre envoyée spéciale
FRANÇOISE CHIPEAUX

qui ouvre directement sur une terrasse dominant la mer et ses grandes chambres à balcons. Le propriétaire met en marche un groupe électrogène qui rendra l'âme la nuit suivante. Il parvient à grand peine à composer un maigre repas : du riz, un peu de viande, que vient d'offrir le Cameroun, et de la bière chinoise à 40 F la bouteille. L'eau, coule, chichement, le matin et le soir seulement. Des rats ont pris possession de ce qui fut autrefois des cuisines, chambres froides et réserves. C'est pourtant le seul hôtel de Bata. Un autre, construit par les Espagnols, en est resté à gros œuvre. Tout près de l'hôtel, le stade désert est envahi par les herbes. Sur un tableau noir, les dernières rencontres sont encore inscrites.

« Il n'y a plus eu de matches de boxe ou de football depuis huit mois » nous dit avec nostalgie un jeune garçon.

Bata, pourtant, tente de vivre. A 10 heures, le marché s'anime. Assises en tailleur, des femmes proposent des piments, de l'huile de palme dans de petites bouteilles de coca-cola, du manioc sous toutes ses formes, boules de farine durcie, bâtons cuits, fennel, caca à sucre, goyaves, tout ce qui pousse tout seul ici et aurait pu nourrir cette population de 300 000 habitants si une folle dictature n'avait réduit la prosaïque de l'affaire. Sur des étals de bois, des poissons, du riz, du sel et même des cigaretttes, sont offerts à des prix exorbitants. Cinq poissons achetés valent 200 écuéles (1) une petite bouteille d'huile de palme, 50 F. Le salaire mensuel moyen — d'ailleurs rarement payé — est d'environ 2 500 écuéles.

Témoignant d'une belle volonté de se distraire, dans cette ville plongée dans une obscurité presque totale dès la tombée de la nuit, une cinquantaine de jeunes gens, des garçons pour la plupart, ont transformé en dancing un grand herminette et se pressent sur la piste au son d'un orchestre afro-lébanais, dont la musique est amplifiée par une puissante sono branchée sur un petit groupe électrogène.

(Lire la suite page 4.)

(1) 1 franc = 12,5 écuéles.

Un voyage vers l'Asie

Macao : adieu, petits Blancs

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

(Lire page 2.)

La controverse sur la dissuasion

La politique de défense est exposée par le chef de l'État et le gouvernement

souligne l'Élysée

Le porte-parole de la présidence de la République, M. Pierre Hunt, a fait, mardi 28 août, une mise au point qui concerne le débat sur l'organisation de la défense ouvert par les déclarations de M. Alexandre Sanguinetti et l'éventualité d'une intégration militaire franco-allemande.

M. Pierre Hunt a déclaré : « Dans un pays de liberté, de réflexion et d'expression, il est naturel que des personnalités exerçant pas de fonctions publiques et dont on connaît les affinités politiques fassent savoir, sous leur propre responsabilité, leur opinion sur les problèmes de notre défense. Il va de soi que ces propos n'affectent pas la politique de la France. Cette politique s'exprime par les déclarations du président de la République et du gouvernement. »

« Elle fait l'objet de débats publics au Parlement, qui ont eu lieu à plusieurs reprises. »

« On rappelle, d'autre part, la constante attention et l'importance des moyens que le président de la République et le gouvernement mettent au service du développement de la défense indépendante de la France. »

(Lire nos informations page 1.)

AU JOUR LE JOUR

LES CARABINIERS

Grâce aux mesures de conservation du littoral français annoncées par M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement, il sera désormais interdit de construire de grandes routes à moins de 2 kilomètres du rivage.

Voilà une excellente décision, mais peut-être est-elle essentiellement symbolique, car, le massacre des côtes françaises étant un fait accompli dans 60 % des cas, c'est un peu comme si on annonçait qu'à partir de maintenant, pour conserver à la ville de New-York son caractère campagnard, il serait interdit d'y bâtir de nouveaux gratte-ciel. Cela dit sans vouloir décourager les louables efforts des carabiniers de l'environnement.

BERNARD CHAPUIS.

UNE EXPOSITION DE L'INVENTAIRE DE FRANCE

Aubigny mise à nu

Dernière étroite et mystérieuse porte D du Grand Palais, se poursuit tranquillement l'exposition « Cadix : Aspect connus et inconnus d'un canton ». Du côté de la porte A, plus séduisant, repérable puisque c'est l'entrée principale du grand bâtiment, on pourra découvrir cette autre exposition de l'inventaire qu'est « Aubigny architectures ». D'autres photographies qui ne concèdent rien au flou artistique (bien que, pour marquer les effets du temps sur la ville, ces photos soient souvent contraindées aux agrandissements de cartes postales anciennes), plusieurs croquis et plans des articulations de la ville, ou les assemblages des pans de bois, pas de musique ni

d'audio-visuel, simplement des explications rigoureuses, pleines de sagesse scientifique (peut-être un peu trop ?).

Aubigny donc, Aubigny-sur-Nère aux confins de la Sologne et du Pays-Fort, cinquième ville du département du Cher. Et pourquoi Aubigny qui pour séduire que soit cette vieille cité, n'a rien de bien spectaculaire par rapport à beaucoup de villes françaises ? Parce que, après plusieurs autres, l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France s'est attelé à ce canton, parmi les quelques milliers que compte le pays.

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 11.)

Le Monde

étranger

LE TERRORISME EN IRLANDE DU NORD ET L'ASSASSINAT DE LORD MOUNTBATTEN

Le double attentat commis par l'IRA provisoire lundi 27 août — et en particulier l'assassinat de Lord Mountbatten — a suscité une vive émotion en Grande-Bretagne et dans de nombreux pays. La reine Elizabeth s'est déclarée « profondément bouleversée » par ce meurtre, et Mme Thatcher, premier ministre britannique, a rendu hommage au rôle qu'avait joué Lord Mountbatten dans la vie publique du Royaume-Uni. « Sa vie, son inspiration, sa carrière ont eu, dans l'histoire de notre pays, au cours de ce siècle, l'éclat le plus brillant », a-t-elle déclaré. M. Callaghan, leader de l'opposition travailliste, a estimé, pour sa part, que l'attentat était « une action barbare ».

A Dublin, le premier ministre de la République d'Irlande, M. Jack Lynch, a vigoureusement condamné l'attentat et, d'une manière générale, l'action de l'IRA provisoire, « qui apporte la honte à tout le peuple irlandais, sur place et à l'étranger ».

De très nombreux messages de condoléances ont été adressés à la reine Elizabeth par des chefs d'Etat et de gouvernement étrangers. A Washington, le président Carter s'est déclaré « affligé et bouleversé » par l'assassinat de Lord Mountbatten, qui disposait d'« éminentes qualités d'homme d'Etat ».

En Inde — dont Lord Mountbatten avait

été le dernier vice-roi avant l'accession du sous-continent à l'indépendance, — un deuil national de sept jours a été décrété. Le président de la République, M. Neelam Sanjiva Reddy, a souligné dans son message de condoléances que la victime était particulièrement respectée dans son pays « pour sa stature d'homme d'Etat, sa sagesse et sa sagacité ».

La presse britannique condamne très sévèrement l'attentat ce mardi matin. Le « Guardian » (libéral) demande aux responsables de Grande-Bretagne et d'Irlande « de se rencontrer au plus haut niveau, toutes récriminations anciennes et actuelles oubliées afin d'affronter à nouveau les dilemmes laissés sans solution

par leurs prédécesseurs ». Pour le « Financial Times », quotidien des milieux d'affaires, « l'aspect politique du problème irlandais mérite plus d'attention que celle qui lui a été jusqu'ici donnée par le gouvernement depuis qu'il a été formé il y a quelques mois (...). La violence de l'IRA rend beaucoup plus difficiles des progrès politiques, parce qu'en face de la violence l'immobilité peut ressembler à de la résolution ».

Les obsèques de Lord Mountbatten auront lieu mercredi ou jeudi, à la cathédrale de Westminster, en présence de tous les membres de la famille royale, a-t-on annoncé lundi soir à Buckingham.

Colère, embarras et inquiétude à Dublin

Dublin. — L'Irlande a connu lundi 27 août une des journées de violence les plus graves depuis le début des troubles en Ulster, il y a dix ans.

Dans la région située près de la frontière entre le nord et le sud de l'Irlande, dix-huit soldats britanniques ont été tués et six autres grièvement blessés par l'explosion d'une bombe dont le détonateur avait été, paraît-il, actionné par des terroristes de l'autre côté de la frontière, dans la République d'Irlande. C'est le nombre de morts le plus élevé parmi les forces de l'ordre au cours d'un seul attentat depuis 1969.

Quelques heures plus tôt, Lord Mountbatten, qui avait été trouvé la mort au cours d'un attentat terroriste, son bateau ayant explosé au large de la côte nord-ouest de la République d'Irlande, alors qu'il était parti avec sa famille pour une journée de pêche (nos dernières éditions datées du 28 août). Son petit-fils,

De notre correspondant

Par un coup de téléphone à un quotidien d'Irlande, l'IRA provisoire, une autre organisation terroriste (l'IRA), a annoncé le 30 mars dernier, au Parlement de Westminster, d'un député conservateur, spécialiste de la question d'Irlande, M. Airey Neave, a déclaré qu'elle était responsable de cet attentat. Cette thèse n'a cependant pas été retenue, un porte-parole de cette organisation ayant ensuite démenti à Dublin que son mouvement fût l'auteur du triple meurtre.

Des condoléances officielles

Le président de la République d'Irlande, M. Hillery, le gouverneur de l'Ulster, le leader principal du parti d'opposition ont adressé des télégrammes de condoléances à la reine Elizabeth. Le premier ministre, M. Jack Lynch, en vacances au Portugal, lui a envoyé un message dans lequel il exprime son horreur et sa profonde tristesse devant ce crime commis, dit-il, « par un groupe subversif qui a déjà fait un millier de victimes ». L'action de l'IRA provisoire, ajoute le premier ministre, « continue à prouver qu'elle est véritablement ennemie de l'Irlande ». Le vice-premier ministre, M. Colley, a condamné l'attentat comme étant « un acte lâche et cruel ». Le leader du parti travailliste, M. Cluskey, a déclaré : « Ce crime couvre l'Irlande de honte ». Le ministre de la Justice, M. Collins, s'est rendu sur les lieux de l'attentat, tandis que d'autres ministres de sécurité étaient prises à l'hôpital où se trouvent les blessés.

La police cherche maintenant à déterminer les circonstances exactes des événements qui ont pu être perpétrés. Outre l'effet de telles violences sur l'industrie touristique, il est certain que la mort de Lord Mountbatten a mis le gouvernement de Dublin dans une situation embarrassante. Bien que l'oncle de la famille royale britannique ait jadis indiqué qu'il ne souhaitait pas que des mesures de sécurité soient prises à son égard, il était régulièrement ac-

compagné jusqu'à son bateau par deux policiers qui surveillaient son départ. Il s'agit maintenant de savoir si, particulièrement depuis l'assassinat de M. Ewart-Bynes et de M. Neave, ces mesures étaient suffisantes.

Mais surtout, il est presque inévitable que l'attentat jette un froid au moins temporaire sur les relations habituellement cordiales entre les deux pays, et rende la vie difficile pour les milliers de ressortissants irlandais qui travaillent en Grande-Bretagne. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Mme Thatcher, il existe en fait des rapports étroits et amicaux entre le ministre des affaires étrangères d'Irlande, M. O'Kennedy, et le secrétaire d'Etat pour les affaires d'Irlande, M. Humphrey Atkins.

Dublin s'attend d'ailleurs que le nouveau gouvernement britannique publie, avant la fin de l'année, un plan pour réviser la vie politique actuellement ébranlée de l'Ulster et y créer des structures politiques stables, auxquelles participeraient les deux communautés, loyalistes et nationalistes. L'intensification de la violence de la part des « provocateurs », qui s'opposent à toute solution intermédiaire, pourrait faire écarter cette possibilité. Dès lundi soir, une nouvelle organisation paramilitaire loyaliste s'est fait connaître à Belfast, déclarant qu'elle était prête à faire face à la campagne de violence actuelle de l'IRA.

En outre, la mort de Lord Mountbatten a été perçue subtilement par l'armée britannique pour influencer sur l'itinéraire de Jean-Paul II, qui doit, d'ici à un mois, se rendre en Irlande, avant de passer New-York. L'épiscopat irlandais, en particulier le primat de toute l'Irlande, lui-même résident, le cardinal O'Riada, membre de l'Assemblée européenne et leader du parti unioniste le plus marqué à droite, le parti démocrate unioniste (UDF), a déclaré qu'il organisait de nombreuses manifestations de protestation importantes si le pape se rendait en Ulster.

JOE MULHOLLAND.

Le dernier des grands féodaux

« Mes funérailles seront très amusantes... J'espère bien que vous viendrez. Malheureusement, je ne pourrai y assister moi-même... », déclarait-il y a quelques semaines Lord Louis Mountbatten à un journaliste. Mais ce sens de l'humour qu'il manifestait dans les plus circonstancées a contribué à donner une image inexacte, en tout cas incomplète, du personnage.

Lord Louis n'était pas seulement l'aristocrate favorisé par la naissance (il était l'arrière-petit-fils de la reine Victoria et le neveu du tsar Nicolas II) mais par la fortune que lui apportait la riche héritière Edwina Ashley. Il n'était pas seulement ce jeune homme léger, possesseur de voitures et de canots automobiles, joueur de polo émérite, camarade de « brigue » du prince de Galles, devenu Edouard VIII, puis duc de Windsor, un play-boy lié d'amitié avec de nombreuses personnalités, y compris Charlie Chaplin ; né en 1900, Lord Louis était en fait l'homme de son siècle au sens le plus large du terme, fasciné par la technologie et très intéressé par les problèmes politiques de son temps.

Mais, pour des millions de ses compatriotes, il restera essentiellement « Mountbatten of Burma », le type même du héros britannique, magnifique d'ailleurs, portant avec distinction tous les uniformes, toujours très à l'aise, aussi bien pour les grands qu'avec les humbles. Pour certains il a été le « Patton » des mers. D'autres l'ont associé à Mac Arthur. Mais, à l'exception du panache et d'un certain sens du théâtre, la comparaison n'est pas possible. Ce grand homme de guerre lui-même pour la paix, manifestant un certain talent diplomatique qui faisait défaut aux chefs militaires américains.

Lord Louis a été d'abord un marin. Mais son goût, sa passion même de la mer, avaient été stimulés par un désir de revanche. Son père, le prince Louis de Battenberg, d'origine allemande, avait quitté le service naval pour échapper à la persécution de la presse, d'abandonner son poste de premier lord

de l'Amirauté. Lord Louis n'avait jamais l'instinct de son père, cette « indignité » selon ses propres paroles. Il attendait quarante-deux ans avant d'être promu lui-même par Churchill à ce poste suprême.

Sa carrière d'officier de marine commença en 1918 aux côtés de l'amiral Beatty, mais il eut quelque mal à surmonter les réserves et même les préjugés de ses camarades officiers à l'égard de ce jeune homme bien né, trop riche et trop beau. Néanmoins, il devint un spécialiste des transmissions et monta dans la hiérarchie. En 1939, au début de la guerre, il reçut son premier grand commandement, le destroyer Kelly, qui fut coulé par les bombardiers ennemis au large de la Crète, en 1941. Lord Louis restera sur la passerelle jusqu'au dernier moment, puis navigua avec des hommes dans les débris les exhortant, leur donnant courage, puis les invitait à orner : « Trois cheers pour le vieux bateau... » Il est décédé pour cette action d'écrit et on lui confie le commandement d'un porte-avions. Mais Churchill, qui a noté ses qualités, en fait son chef des opérations combinées en 1941.

A quarante-deux ans, Lord Louis se trouve ainsi à un haut poste de responsabilité. C'est lui qui organise le raid de Dieppe d'août 1942 qui se termine en désastre. Mais de l'échec il tire des leçons qu'il mettra à profit en participant activement aux opérations de débarquement en Normandie.

Premier lord de la mer

Sa carrière militaire atteint son sommet lorsqu'il est nommé commandant suprême des forces alliées du Sud-Est asiatique en septembre 1945. Il y manifesta ses qualités diplomatiques, en réussissant à rallier des éléments hétéroclites. Sous son commandement, la Birmanie est reconquise. Mais la campagne de Birmanie fut plus qu'un succès militaire. Avant prise conscience du développement des nationalités en Asie du Sud-Est, Lord Louis amorça une nouvelle politique visant à rallier les nationalistes, qu'il appliquera en Bir-

manie d'abord, puis à Singapour, enfin, en mars 1947, lorsque Attlee l'envoie en Inde comme vice-roi.

Mais il était convaincu que l'ère du colonialisme était terminée et, en 1945, il écrivait que ni les Français ni les Hollandais ne réussiraient à se maintenir en Indochine et en Indonésie. En Inde, il joue un rôle actif en faveur de l'accession à l'indépendance mais au prix d'un partage controversé qui lui est encore reproché par certains éléments estimant que sa précipitation provoqua de sanglantes bagarres entre hindous et musulmans. Néanmoins il quitta l'Inde en 1947.

Il revint ensuite à ses premières amours, la mer. Il reprit du service dans la « Navy » en 1948. « Cela me fera du bien de recevoir des coups de pied au derrière », déclarait-il. Et il devint commandant des forces navales de l'OTAN, avant d'accéder au poste de premier lord de la mer en 1955. De 1959 à 1965, date de sa retraite, il fut chef d'état-major général de la défense, président du comité des chefs d'état-major.

Il n'en resta pas moins très actif, et surtout au cours des dernières années, il s'acquitta scrupuleusement de ses obligations en participant à toutes les cérémonies aux côtés de la reine. L'oncle Dickie, comme il est appelé au palais Buckingham, est le mentor de toute la famille royale. Jusqu'à la fin, il resta un charmeur, mais malgré les innombrables lettres d'amour qu'il reçut après la mort de son épouse, il n'envisagea jamais de se remarquer.

La mort de Lord Mountbatten est bien la fin d'un beau livre d'images, glorieux épopées d'une époque où selon les paroles de « Rule Britannia », l'Angleterre « régnait sur les vagues ». Quelle fin inouïe pour ce vieil amiral de la flotte tué à bord d'un bateau de pêche par deux hommes de main réussissant là ce que la Kriegsmarine et la Luftwaffe n'avaient pu accomplir.

HENRI PIERRE.

LE PLUS QUE PARFAIT GENTLEMAN

Lord Louis Mountbatten a mis à offrir l'image du gentleman anglais le même soin que son père à effacer son nom de Battenberg en 1917.

Lord Louis était beau, mais de taille un peu courte, et il n'avait pas, et il le disait avec une modestie pleine de charme, de « ongles éblouissants ». N'est pas un play-boy qui veut, un grand soldat non plus. Il fut l'un et l'autre avec acharnement. Il eut la plus belle femme, et la plus riche et la plus brillante de Society des années 20. Excentrique, juste ce qu'il fallait. Sportif, avec minutie, il faisait filer ses parties de polo, et pendant des heures se faisait repasser les bandes pour améliorer son jeu. Marin, il choisit une spécialité hautement technique, les transmissions, et y passa ses nuits.

Héroïque, il était. Populaire, il le devint, avec le même sens du détail et de la préparation. Commandant suprême dans l'Asie du Sud-Est, il rendit visite au bâtiment de ligne français Strasbourg. Avec l'aide d'un officier français, il répéta longuement sa brève harangue à l'équipage et à préparer les moindres gestes. Ce fut un succès. Et lorsque, à son insu, il demanda : « Et de votre rue, on aperçoit toujours le clocher de Rouen ? », ce fut un triomphe.

Dernier, vice-roi des Indes, c'est de cette séduction soignée, cultivée qu'il usa, faute d'autres armes, pour tenter d'empêcher — au moment de la partition — l'un des plus grands massacres de l'histoire. Il n'y parvint pas. Mais son image de marin en sortit grandie. Et les récits de l'événement célébreront à juste titre son courage et son humanité. Il y veillera.

Pour être cas succés chèrement acquis également il a peu les Britanniques. Ils jugèrent Lord Louis Mountbatten un peu trop parfait. — J. P.

L'ÉPILOGUE DE L'INCIDENT AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE

Washington estime que la ballerine Lioudmila Vlassova est rentrée librement en U.R.S.S.

De notre correspondant

Washington. — Une affaire « heureusement terminée », une « victoire du principe de non-repatriement forcé », estime M. Christopher, secrétaire d'Etat adjoint. La satisfaction est générale ici après le dénouement de l'incident de l'aéroport Kennedy et le départ pour Moscou de l'avion de l'Aéroflot. Elle contraste avec la colère des Soviétiques, qui sont les seuls à protester alors que le dénouement est celui qu'ils avaient souhaité et qui leur donne raison : Mme Lioudmila Vlassova est bien rentrée à Moscou sans que sa volonté puisse être contestée.

Les Soviétiques avaient fait, il est vrai, une concession de taille en acceptant lundi matin 27 août une proposition que, selon les Américains, ils avaient refusée à deux reprises « non convaincus » que les officiels américains exigeaient d'avoir une Mme Vlassova avant lieu non pas dans un bâtiment de l'aéroport mais tout de même hors de l'avion de l'Aéroflot. Vers 3 heures, lundi après-midi, un « salon ambulant », sorte de gros autobus employé dans certains aéroports ici pour le transport des passagers, accosta l'Ilyouchine-32. M. McHenry, le diplomate chargé des négociations au nom des Etats-Unis, y pénétra, suivi d'autres personnalités. La nombre des Soviétiques accompagnant Mme Vlassova n'a pas été précisée, mais il avait été limité au cours des négociations de « choisir la liberté » aurait sans doute pu être évacuée facilement du côté américain « de la frontière invisible ».

Après vingt minutes de conversa-

tion environ, M. McHenry ressortit et déclarait à la presse que Mme Vlassova avait parlé « plutôt librement », qu'elle était « en bonne forme », et parlait de son plein gré, sans même demander à voir son mari, le danseur Alexandre Godounov. L'aveu de ce dernier, prisonnier lui aussi à l'aéroport, rejoignait cette conclusion : « Elle donnait certainement l'impression d'une personne qui, à ce moment, dans ces circonstances, etc., était prête à renoncer de sa propre volonté ». Quelques heures plus tard, et après un nouveau décollé causé par un orage, l'avion décolla vers Moscou, trois jours exactement après la date prévue.

Du côté américain, on reconnaît avoir commis une erreur, vendredi, en faisant crédit aux assurances, données par Moscou à trois reprises, qu'un entretien entre Mme Vlassova et des responsables américains ne susciterait aucune objection. On croyait donc, un peu naïvement, que la danseuse attendrait sagement dans l'aéroport les inspecteurs qui arrivaient de Washington. C'est pourquoi aucun ordre ne semble avoir été en fin de compte donné aux responsables sur place de la compagnie aérienne. Ce n'est qu'en apprenant que Mme Vlassova avait été conduite à bord d'un quelconque « jeunes gens » soviétiques que M. Christopher, remplaçant de M. Vance, donna l'ordre de stopper l'appareil. On espérait maintenant ici que Moscou n'exercera pas de représailles, déclarées à l'avance ici « sans fondement ».

MICHEL TATU.

Moscou célèbre l'échec de la provocation

De notre correspondant

Moscou. — Le dénouement est intervenu trop tard dans la nuit de lundi à mardi pour que les journaux soviétiques puissent faire état de la « victoire ». Mais l'agence Tass a réagi avec une rapidité inaccoutumée. M. Gromyko, à un quart d'heure après le décollage de l'Ilyouchine-32 de l'aéroport de New-York, elle célébra l'échec de la « provocation ». « Grâce aux mesures énergiques et rapides prises par le parti soviétique », écrit-elle, « un terme a été mis à une provocation grossière organisée par les services spéciaux des Etats-Unis. Ceux-ci ont utilisé tous les moyens pour contraindre Lioudmila Vlassova à ne pas rejoindre son pays. Toutefois, dans ces conditions difficiles, Vlassova a fait preuve de courage et d'un esprit élevé face aux menaces policières et au chantage (...). La retenue de l'avion de l'Aéroflot avec des citoyens soviétiques à bord n'est rien d'autre qu'un acte d'arbitraire flagrant nullement justifié. C'est un acte de barbarie envers les femmes et les enfants qui se trouvent à bord. Les promoteurs de cette action provocatrice et contraire aux notions élémentaires d'humanité se sont assurément assigné pour but de détériorer les relations soviéto-américaines ».

Comme dans ses informations précédentes, l'agence Tass omet de préciser que Mme Vlassova est la femme du danseur Alexandre Godounov, et que l'origine de l'affaire ne réside pas dans la volonté des autorités américaines de rétenir celle qui coûte la danseuse, mais dans la défection de son mari. L'agence n'indique pas non plus que les responsables soviétiques ont consenti — après plusieurs refus — à laisser Mme Vlassova sortir de l'appareil pour s'entretenir avec des représentants des autorités américaines, en pré-

sence, il est vrai, d'officiels soviétiques. La position de Moscou était délicate : en refusant systématiquement que Mme Vlassova sorte de l'avion, les Soviétiques faisaient planer un doute sur la sincérité de ses déclarations à bord de l'appareil ; en la laissant sortir, ils risquaient d'un autre côté de faire voler en éclats deux jours d'affirmations péremptives sur son désir de rentrer en Union soviétique. Le dénouement de l'affaire place dans une situation favorable, qu'ils ne vont sans doute pas manquer d'exploiter dans leur propagande.

S'il est vrai que le président Carter a utilisé le « téléphone rouge » pour communiquer avec les dirigeants du Kremlin, il est clair qu'une crise majeure entre Washington et Moscou a été évitée, mais l'affaire ne restera pas sans conséquences sur les relations soviéto-américaines. Dans l'immédiat les Soviétiques doivent faire attention à ne pas brusquer les sénateurs américains alors que la ratification de l'accord SALT 2 est encore en suspens ; mais ils sont convaincus que les Américains ont essayé une nouvelle fois de leur imposer leur conception des droits de l'homme.

DANIEL VERNET.

Deux réfugiés politiques roumains, Mme Petria Chitlic et M. Radu Cristian, se sont enchaînés, lundi après-midi 27 août, à la porte de l'office du tourisme roumain, avenue de l'Opéra, à Paris, où ils sont demeurés attachés environ une heure avant que la police ne les délivre et ne les emmène. Ils font partie du groupe d'émigrés roumains qui participent depuis le 1^{er} mars dernier à une « manifestation permanente » sur l'esplanade du Trocadéro pour obtenir que les membres de leurs familles puissent les rejoindre en France.

LES PRINCIPAUX ATTENTATS CONTRE DES PERSONNALITÉS BRITANNIQUES

Huit personnalités britanniques ont, depuis cinq ans, été l'objet d'attentats de la part des terroristes irlandais :

28 OCTOBRE 1974, une bombe

explose sous la voiture du ministre des sports, M. Denis Howell, sans faire de victimes.

22 DECEMBRE 1974, une bombe

est déposée devant la maison de l'ancien premier ministre conservateur M. Edward Heath, en son absence.

OCTOBRE 1975, une bombe

explose sous la voiture du député conservateur Hugh Fraser, tuant un passant.

NOVEMBRE 1975, une bombe est

découverte devant la maison de M. Heath ; elle est démantée.

MAI 1976, la police intercepte

sept paquets piégés envoyés par la poste à M. Sam Silkin, attorney général.

71 JUILLET 1976, l'ambassadeur

de Grande-Bretagne à Dublin, M. Christopher Ewart-Bynes, est tué par l'explosion d'une mine au passage de sa voiture à Dublin.

22 MARS 1978, meurtre de l'am-

bassadeur de Grande-Bretagne à La Haye, Sir Richard Sykes, attribué à l'IRA provisoire.

30 MARS 1979, le porte-parole

conservateur pour l'Irlande du Nord, M. Airey Neave, est tué par l'explosion d'une bombe dans sa voiture près du Parlement de Westminster.

Nicholas Brabourne. Agé de quatre ans, ainsi qu'un jeune garçon de la région âgé de quinze ans, ont été tués sur le coup. La belle-mère de sa fille, lady Brabourne, devait mourir ce mardi matin à l'hôpital des suites de ses blessures.

Trois autres membres de sa famille ont été grièvement blessés : sa fille, lady Patricia Brabourne, le mari de celle-ci, lord John Brabourne, et leurs fils, Timothy, frère jumeau de Nicholas.

Agé de soixante-neuf ans, l'ancien lord de l'Amirauté britannique et ancien vice-roi des Indes, arrière-petit-fils de la reine Victoria, oncle de la reine Elizabeth d'Angleterre, passait depuis trente-cinq ans ses vacances d'été dans le petit château de Classiebawn, à Mullaghmore, village de la côte de Sligo. Il venait de quitter le rivage, peu avant midi, avec sa famille, à bord de son voilier, lorsque retentit une violente explosion à travers la belle et paisible baie de Donegal. Les témoins ont alors vu l'embarcation se désintégrer.

Des bateaux de la région furent mis à l'eau immédiatement, et les corps horriblement mutilés de Lord Mountbatten et des deux garçons, ainsi que les blessés furent transportés sur le rivage. L'engin, qui contenait, paraît-il, 25 kilos d'explosif, avait été actionné du rivage. Selon le récit de ceux qui ont assisté à l'attentat, il est miraculeux qu'il y ait eu des survivants.

L'organisation nationaliste extrémiste irlandaise, l'IRA provisoire, a revendiqué, à Belfast, ce qu'elle a appelé l'« extinction » de Lord Mountbatten, déclarant que celle-ci avait pour but « d'affirmer l'attention du peuple britannique sur le fait que l'Ulster est toujours sous occupation ».

rogédie noire contin.

L'Asie Blanches !

OTC 27/11/79

DIPLOMATIE

L'affaiblissement de la Chine
irait « à l'encontre des intérêts américains »
déclare M. Mondale à Pékin

Le vice-président américain, M. Walter Mondale, poursuit ce mardi 28 août ses entretiens avec les dirigeants chinois. Il devait rencontrer pour la seconde fois M. Deng Xiaoping et être reçu par le premier ministre et chef du parti communiste, M. Hua Guofeng. Les conversations de lundi avec M. Deng avaient duré plus de deux heures et demi. Selon l'agence Chine nouvelle, elles avaient porté sur l'élargissement de la coopération bilatérale dans les domaines économique, commercial, scientifique, technologique et de l'éducation. Des officiels américains de haut rang ont qualifiés de « productives » affirmant qu'elles ont eu lieu dans une atmosphère très amicale. Ils ont, en revanche, démenti les bruits d'une éventuelle coopération militaire sino-américaine, rappelant que la politique des États-Unis était de ne pas vendre d'armements à ce pays.

Lundi, M. Mondale s'était entretenu avec des étudiants de l'université de Pékin — Beida — et son discours avait été télévisé. Dans cette « adresse au peuple chinois », la première prononcée par un dirigeant américain en Chine populaire, le vice-président avait déclaré : « Toute nation qui cherche à nous affaiblir ou à nous isoler dans les affaires mondiales assume une position allant à l'encontre des intérêts américains. C'est pourquoi les États-Unis ont normalisé leurs relations avec la Chine, et c'est pourquoi nous devons œuvrer pour élargir et renforcer notre nouvelle amitié ».

Après avoir évoqué les « nombreux intérêts stratégiques et bilatéraux particuliers », M. Mondale a fait allusion à la tension sino-soviétique, déclarant que « notre intérêt commun est de renforcer notre coopération dans tous les domaines, car cela aide à dissuader d'autres qui pourraient chercher à imposer à nos dépens. La normalisation de nos relations, s'il est poursuivi, indique que nous avons compris que la sécurité des États-Unis dans les années à venir sera obtenue, non en maintenant le statu quo, non par la collusion avec d'autres dans le but de dominer, mais en soutenant un monde libre et démocratique, en favorisant la formation de nations indépendantes avec lesquelles nous pourrions construire des relations positives ».

Enfin, Pékin, selon le biais de l'agence officielle Chine nouvelle, a exprimé lundi son pessimisme sur la capacité des États-Unis de résister à une attaque de bombardiers soviétiques. Backfire et a déploré implicitement l'insuffisance du budget militaire américain pour remédier à cette situation. — (A.F.P., U.P.I.)

A travers le monde

Mexique

DES INONDATIONS ont ravagé lundi 27 août, une partie de l'Etat de Veracruz (à l'est de Mexico), affectant plus de vingt mille familles. De fortes pluies ont fait déborder le rio Coatzacoalcas, provoquant sur le réseau routier des destructions estimées à plus de 2 millions de dollars (environ 8,6 millions de francs), qui ont isolé de nombreux habitants. La ville de Minatitlan, inondée à 50 %, est la plus touchée par les eaux, qui ont aussi détruit des routes et des ponts dans l'Etat voisin d'Oaxaca (sud-est de Mexico).

Pays-Bas

LES OFFICIERS GRECS du cargo libérien *San-John-Governor* n'ont pas jeté de passagers clandestins par-dessus bord en pleine mer, a conclu le conseil général de Grèce à Rotterdam, après enquête. Des membres de l'équipage du cargo libérien avaient déclaré la semaine dernière devant un représentant du syndicat international des transports (I.T.F.), que des passagers clandestins indonésiens et nigériens avaient été largués en mer sur ordre du capitaine ou du second (le *Monde* du 23 août). Un des techniciens de bord, un des seuls à déclarer, a déclaré sous serment au consul général grec qu'il ne s'était rien passé de tel. L'enquête sur l'affaire aux Pays-Bas est terminée. Le cargo a obtenu l'autorisation de quitter le port de Rotterdam, où il était ancré depuis la fin de la semaine dernière. — (Corresp.)

Turquie

LA VIOLENCE POLITIQUE a fait deux morts et vingt-trois blessés durant les trois jours de la fête faisant suite à la fin du Ramadan. Parmi les victimes figure un commissaire de la police. — (A.F.P.)

CADRES

appelés à des
FONCTIONS
MARKETING
 désireux de
REACTUALISER
 vos connaissances

JOURNÉES DE FORMATION GÉNÉRALE AU MARKETING

- la demande et le consommateur
- les motivations d'achat et la recherche qualitative
- les habitudes d'achat et la recherche quantitative
- le produit face à son marché
- segmentation, positionnement, lancement de produits nouveaux
- les prévisions
- le Marketing-Mix
- les objectifs et la stratégie
- les moyens
- le produit et le prix
- la distribution et le merchandising
- la force de vente, la publicité, la promotion des ventes.

3 JOURS

les 17-18-19 SEPTEMBRE 79

Inscriptions et renseignements :

INSTITUT DE FORMATION ET D'INFORMATION PERMANENTE

37 r. de Châteaudun 75009 Paris

Tél. 285.22.14 (lignes groupées)

AMÉRIQUES

Argentine

DES ORGANISATIONS FRANÇAISES PROTESTENT CONTRE LES PROJETS DE LOI SUR LES DISPARUS

L'Association des parents et amis des Français disparus ou détenus en Argentine et en Uruguay (I) a tenu une conférence de presse lundi 27 août à Paris pour protester contre les projets de loi préparés à Buenos-Aires et visant à considérer comme décedés les personnes disparues que ne répondront pas à la convocation d'un juge par voie de presse dans un délai de quatre-vingt-dix jours (le *Monde* du 24 août). M. Jacques Miquel, avocat au barreau de Paris, qui a effectué deux missions en Argentine, estime que « cinq cents à sept cents personnes sur les vingt mille qui ont disparu, sont encore vivantes ».

L'Association craint que les autorités argentines ne procèdent à leur élimination à l'approche de la visite de la commission d'enquête de l'O.E.A. sur les droits de l'homme qui doit arriver le 6 septembre à Buenos-Aires. Selon plusieurs témoignages recueillis par l'Association, trois Français, Mme Françoise Dauter et M. Yves Domergue et Jean-Marcel Soler, étaient encore en vie il y a quelques mois. L'Association, ainsi que le F.S. et la Ligue des droits de l'homme, invitent à renforcer le 30 août la manifestation qui a lieu chaque jeudi devant l'ambassade d'Argentine, 6, rue Cimarrona, le seizième arrondissement à Paris.

Des grèves de la faim doivent d'entre part avoir lieu ce mardi 28 et mercredi 29 août à Genève, Stockholm, Amsterdam, Bruxelles, Madrid, Barcelone, à l'occasion des débats à Genève de la sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme.

(1) 128, avenue de Paris, 93300 Vincennes.

APRÈS UNE VISITE À BELGRADE ET À VIENNE

M. Khieu Samphan veut se rendre à La Havane
pour représenter le Cambodge à la conférence des pays non alignés

Vienne. — Sorti de ses maquis le 22 août, M. Khieu Samphan a fait brusquement son apparition — la première à l'étranger depuis la chute de son régime, en janvier — lundi 27 août, sur les bords du Danube. Venu de Belgrade, où il avait séjourné incognito en compagnie de M. Ieng Sary, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, le président du Kampuchéa démocratique a été accueilli à l'aéroport de Vienne par un membre du protocole du ministère des affaires étrangères, en présence du chef de la délégation cambodgienne à la Conférence des Nations unies sur la science et la technique au service du développement, qui se tient actuellement dans la capitale autrichienne.

Quelques heures plus tôt, cette Conférence avait été le théâtre d'un éclat diplomatique : quand Mme Ieng Thirith, ministre des affaires sociales du Kampuchéa démocratique et épouse de M. Ieng Sary, était montée à la tribune, les délégations des pays de l'Est — à l'exception de la Roumanie, — celles du Vietnam, de Cuba, de l'Angola et du Mozambique, de l'Éthiopie du Yémen du Sud, avaient quitté ostensiblement la salle. Sur quoi, Mme Thirith avait lancé : « Je voudrais bien que les agressions se retirent aussi vite de mon pays que prétendent le faire ces délégués, et notamment les forcenés de l'expansionnisme ».

M. Khieu Samphan doit s'envoler jeudi pour La Havane afin d'assister à la conférence des chefs d'État non alignés. Souhaitant, mais quelque peu vieillissant, dans les maquis, il nous a affirmé : « La situation a grandement évolué en notre faveur ». Il n'envisage aucune négociation avec le régime pro-américain de Phnom-Penh : « Personne ne sait en Cambodge qui est Heng Samrin ; c'est un homme inventé par les Vietna- »

De notre correspondant

mien. (...) Il faut que les Vietnamiens partent du Cambodge. » Et le prince Sihanouk ? Le ton de M. Khieu Samphan change alors du tout au tout : « Notre gouvernement veut mobiliser toutes les forces nationales pour combattre l'agresseur vietnamien et libérer le Cambodge. Nous sommes toujours en des contacts avec le prince Sihanouk pour mettre en œuvre la grande unité nationale. Nous lui avons adressé deux lettres, le 15 juillet et le 21 août. Nous attendons sa réponse ».

Mais le prince ne cesse de critiquer les Khmers rouges. Dans ces conditions, un accord ne paraît-il pas improbable ? « L'homme n'est pas parfait, et il en est de même de tous les gouvernements. Nous acceptons toute critique constructive. Nous voulons retrouver notre indépendance, et actuellement le danger principal pour notre pays est la menace d'extermination ».

M. Khieu Samphan rejette les accusations de massacres : « Je peux vous assurer que notre gouvernement n'a tué ni trois, ni deux, ni un million de Khmers ; il n'a jamais tué personne. Ce sont des calomnies vietnamiennes (...) ».

L'incident diplomatique de lundi est-il un avant-goût de ce qui va se passer les jours pro-

chains à La Havane ? Les dirigeants khmers rouges sont restés discrets sur les garanties qu'auraient pu leur donner à Belgrade les Yougoslaves quant à leurs chances d'être reconnus comme représentants légitimes du Cambodge. Ils ont eu des entretiens avec des représentants du gouvernement, mais n'ont pas été reçus par le maréchal Tito, qui leur aurait donné rendez-vous dans la capitale cubaine. Ils n'en espèrent pas moins que « la grande majorité des pays non alignés considérera notre gouvernement comme le seul légal et légitime ».

« La lutte de notre peuple ou dans le sens du non-alignement », a ajouté M. Khieu Samphan, puisqu'elle se base sur les principes de l'indépendance, de la non-ingérence et de la non-agression ».

M. Ieng Sary, quant à lui, n'accompagnera pas son président à La Havane. Il part ce mardi pour Bucarest, où il s'entretiendra avec M. Andrei, son homologue roumain. La dernière rencontre entre les deux hommes date de juillet 1978, donc avant le renversement du régime Pol Pot. En reprenant langue avec les Khmers rouges, la Roumanie, qui avait exprimé sa « désapprobation » lors de l'intervention militaire vietnamienne de janvier, se démarque une fois de plus des positions soviétiques.

MANUEL LUCBERT.

Curiosité : citations d'auteurs.

Parmi les curiosités d'une langue : la manière dont les écrivains, les célébrités s'en servent. De Chrétien de Troyes à Simenon, de Larousse de la langue française vous offre le plus large éventail de citations.

C'est aussi, avec plus de 76.000 mots, le plus complet des dictionnaires de la langue en un seul volume.

Sa grande originalité : la construction des articles.

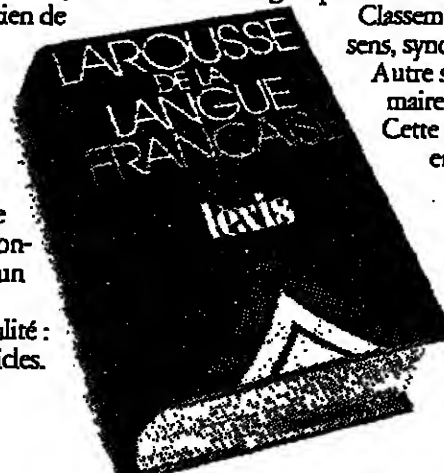
Avec dégroupement des homonymes, regroupement des dérivés et composés.

Classement systématique des sens, synonymes et contraires.

Autre spécificité : une grammaire. À part et complète.

Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique.

Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un minimum de place.



Larousse de la langue française :
 Le nouveau code de la langue.

Bienheureux les retardataires.

(ils paieront moins cher leur voyage vers l'Irlande).

De quelque façon qu'ils s'y prennent, ceux qui ont attendu pour partir tout le monde ou presque soit rentré seront récompensés.

Veuillent-ils laisser leur voiture en France écouter de belles histoires de bouchon ? À partir du 1^{er} septembre, ils auront s'ils sont au moins 2, un jet Aer Lingus et une voiture à kilométrage illimité pour explorer l'Irlande pendant 6 jours avec le volant à droite, histoire de changer un peu. Le tout pour 1.475 F par personne.

Veuillent-ils aller directement en Irlande avec leur voiture ? Tousjours à partir du 1^{er} septembre, il leur suffira

de partir à 4 pour qu'elle ne paye rien sur le Saint-Patrick et le Saint-Kilian, les bateaux qui partent tous les jours du Havre ou de Cherbourg vers l'Irlande (s'ils ne sont que 2 ou 3, elle paiera demi-tarif).

Bref, si on n'est pas parti, il n'y a vraiment aucune raison de rester. Et plein de raisons d'aller voir un Agent de Voyages et de lui parler de l'Irlande à cet homme.

J'aimerais recevoir votre documentation "Irlande pour les retardataires"

Nom _____

Adresse _____

Envoyez ce coupon au Tourisme Irlandais ou venez nous voir 9 Bd de la Madeleine 75001 Paris ou téléphonez au 261.84.26



Allez loin sans aller loin.

ASIE

Afghanistan

Une mise au point de l'ambassade de Kaboul

À la suite de la publication dans le *Monde* des 8, 9 et 10 août d'une série d'articles de référence envoyés par Jean de la Gué-rière, nous avons reçu de M. Habib Malik Asghar, chargé d'affaires de la République démocratique d'Afghanistan à Paris, une lettre dont nous publions ci-dessous les passages essentiels :

De trop nombreuses affirmations de M. de la Gué-rière s'appuient à blanchir le mouvement révolutionnaire fédéral qui combat les intérêts du peuple afghan. Ainsi :

1) S'ils massacrent des Soviétiques et des Khalkis, ils ne semblent pas tuer volontairement les civils innocents.

2) Il ne semble pas que les rebelles aient jugé opportun de s'opposer aux recenseurs par une opération lancée par les Nations unies.

Nombreux sont les témoignages qui révèlent pourtant les massacres quotidiens par les soldats rebelles d'enfants, de femmes et de vieillards sans défense. Des écoles sont brûlées, des maisons pillées. Peut-on attendre de ces rebelles qui ne manifestent même pas le plus élémentaire sentiment humanitaire qu'ils respectent une initiative des Nations unies ?

De même, l'attaque de Herat (mars 1979), attribuée aux paysans et à la rébellion de Kaboul aux militaires mécontents sont bel et bien le fait de miliciens pakistanais et iraniens, épaulés par leurs vassaux afghans, anciens féodaux déçus par la révolution. Leurs stocks d'armes modernes ainsi que leurs camps d'entraînement ont été visités par des journalistes de tout bord, comme ceux de l'A.F.P. Les aveux des prisonniers iraniens et pakistanais ont été diffusés par la radio et la télévision afghanes. (...)

Votre rédacteur désire apporter aux lecteurs du *Monde* quelques informations sur l'important problème de notre agriculture. Il est vrai, mais il en est — malheureusement — ainsi depuis toujours, que l'Afghanistan devra cette année encore importer une partie (300 000 tonnes) de ses besoins en céréales. Notre pays, l'un des plus pauvres du monde, où l'on meurt encore de faim, a connu avant le 27 avril 1978 une domination féodale impuissante à cultiver l'ensemble des terres fertiles. Cette féodalité pratiquait, au détriment des populations, l'assolement triennal. La révolution n'est en rien responsable de cette tradition millénaire qu'elle s'applique à faire disparaître. Ainsi, en juin 1979, date de la fin de la première phase de la réforme agraire, 565 535 hectares sur les 856 000 estimés distribuables avaient déjà été attribués à deux cent quarante-huit mille cent quatre-vingt-deux cent cinquante-

huit mille familles bénéficiaires prévues. — est donc clair que d'une série de réformes n'a pas été suspendue, contrairement aux affirmations du *Monde*.

En ce qui concerne la prétendue domination pashtoun en Afghanistan, nous rappellerons simplement que les pashtouns représentent 40 % de la population afghane, il est normal que leur nombre demeure élevé, tant chez les révolutionnaires que parmi les réactionnaires. Il est évident de prétendre que la totalité du gouvernement soit composé de Pashtouns. M. Shari Djoudjani, ministre de la justice, M. Missag aux finances, S. Alamyar au plan, M. Rashidi, ministre des eaux et de l'électricité, Q. Gorbandi au commerce, ne sont pas des Pashtouns.

Comment s'étonner dès lors que les chiffres publiés par vous ne correspondent à aucune réalité : environ mille cinq cents prisonniers politiques deviennent plusieurs dizaines de milliers ; le millier de conseillers soviétiques devient plusieurs milliers. Que devient l'insulte contre les gouverneurs « doublés par les Soviétiques », et des « aviateurs soviétiques participant aux opérations contre les réactionnaires » ? Quel impérialisme se cache derrière ce refus obstiné de reconnaître aux peuples la moindre souveraineté ? Quelle objectivité de l'information dans ces insultes à l'encontre de tout un peuple ? (...)

[Les « massacres quotidiens » dont fait état M. Malik Asghar ne semblent pas être seulement le fait des « soi-disant rebelles ». Si l'on en croit un témoignage publié dans l'*International Herald Tribune* (« le *Monde* » du 17 août), des milliers de réfugiés afghans ont, par exemple, été brûlés vifs non loin de Kaboul, et les photos de leurs cadavres ont été distribuées à la presse comme « preuves » des « atrocités des réactionnaires ». Usant d'un langage trop connu, M. Malik Asghar taxe par ailleurs « le *Monde* » d'« impérialisme » pour avoir, comme tous les médias, signalé la présence de conseillers soviétiques dans son pays. C'est là une curieuse conception des droits de l'information.]

Une cinquantaine de civils ont été tués le 25 août lors de l'attaque d'un autobus par les rebelles musulmans dans la région de Ghazni, à 150 kilomètres au sud de Kaboul, a-t-on annoncé de source officielle dans la capitale afghane. — (A.F.P.)

Le roi Birendra du Népal est arrivé à Pékin, dimanche 26 août, pour une « visite d'amitié » de deux jours. Il a été accueilli par M. Hua Guofeng.

Le Monde

régions

LA DIRECTIVE GOUVERNEMENTALE SUR LA PROTECTION DU LITTORAL

LE VOYAGE DE M. D'ORNANO SUR LES COTES BRETONNES

Reculer pour mieux construire ?

Quimper. — Comment protéger le littoral français tout en aménageant ce qui doit l'être ? Pour illustrer cette question de cours, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, avait préparé quelques études de cas à l'intention des élus du littoral, le plus « littoral » des départements français, avec 700 kilomètres de côtes. Les réunions organisées à Brest et à Quimper, le lundi 27 août, au lendemain de la parution de la directive, étaient les dernières d'un tour de France côtier entrepris depuis plusieurs mois.

La Bretagne n'est pas la Côte d'Azur. Il y reste suffisamment de dunes, de propriétés agricoles ou de zones naturelles en bord de mer pour que s'y applique effectivement la nouvelle politique du gouvernement. Mais le fameux équilibre entre les intérêts locaux et l'intérêt général n'est pas plus qu'ailleurs, facile à définir. Les communes qui n'ont pas eu l'occasion de se développer ou qui ont eu la sagesse de ne pas vendre leur vue sur la mer se sentent aujourd'hui frustrées. Envahies par des campeurs sauvages qui ne leur apportent que des ennuis, elles sont tentées de lotir leur territoire.

De notre envoyée spéciale

De l'édifice complexe et par moments contradictoire qu'est la directive du littoral, les élus sont tentés de ne retenir qu'une idée simple : le recul des constructions à 100 mètres du rivage. Ils oublient un peu vite le paragraphe précédent qui précise que les zones encore naturelles ou agricoles doivent le rester. Ils ne retiennent qu'une chose : reculer de 100 mètres et construire.

Mais où construire ? Doit-on, par exemple, accepter un village de vacances à Plovan, dans le sud du Finistère ? Une région assez plate, baignée par les vagues, des champs en retrait d'une côte rectiligne qui reçoit l'océan de plein fouet, des maisons blanches dispersées dans le paysage, des barreaux. Malgré ses dimensions modestes (deux cents maisons, 16 hectares), par rapport aux grands projets d'autrefois, le village des touristes sera plus gros que le bourg de Plovan. L'industriel Néerlandais prendra la commune une bande littorale de 100 mètres de large. L'architecture sera, promet-on, soignée. « C'est un joli projet », assure le

maire, M. Lebec, très satisfait que le ministre ait accepté un dossier littorallement controversé, mais soutenu par le député R.P.R., M. Guy Guernier.

« Plovan peut être sans se vendre », affirmait sur place les manifestants, il y a une semaine. « On ne peut pas tout refuser, estime au contraire M. Marc Becan, maire de Quimper et secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

M. d'Ornano s'interroge : « Peut-on dire aux gens : mettez-vous à l'extérieur, on va vous prêter des jumelles pour que vous voyiez comment c'est fait ? » Conclusion : malgré les étangs, malgré le caractère encore assez naturel et agricole de cette partie de la côte, le village de Plovan sera construit. A condition que les plans d'urbanisme assurent strictement la protection des terrains alentours et exigent le respect d'un plan pour les propriétaires malchanceux.

A Locmaria, en revanche, on tient bon. La côte nord du golfe de Brest, sur 7 kilomètres de long, doit être classée. Elle le sera, a affirmé M. d'Ornano. Le maire, lui, souhaitait que le site, admirable, reste constructible.

La responsabilité des élus est grande dans ces affaires. M. d'Ornano affirme qu'on ne peut laisser les trente-six mille communes s'auto-gérer comme bon leur semble. Il n'empêche que les directives générales s'appliquent plus facilement si les élus les comprennent et les acceptent. Exemple : l'aménagement quasi-exemplaire de Combric-Sainte-Marine, dans le sud du pays bigouden. Entre le bourg de Sainte-Marine et le village de Combric, construit sur la dune, une « poche » de champs et de marais a été miraculeusement protégée derrière une dune de 3 kilomètres de long.

Après l'échec d'importants projets immobiliers, vigoureusement combattus par les associations, et l'élection, en mars 1977, d'une nouvelle municipalité, la collectivité a entrepris de protéger le secteur. L'état a engagé une dizaine de millions de francs pour acheter des terrains, et le syndicat miste (communes et conseil général) en fait autant. Au total, 650 hectares environ seront laissés en l'état. Un village de vacances est prévu à 3 kilomètres en arrière de la plage.

Le vol à l'habitat aménagé en profondeur. Mais rares sont les municipalités qui, soutenues par l'opinion et aidées par les fonds publics, font preuve d'autant de sagesse.

MICHEL CHAMPENOIS.

Les bons sentiments

Le gouvernement vient de publier une directive nationale de protection et d'aménagement du littoral (« Le Monde » du 28 août). Elle est destinée à maîtriser l'urbanisation, à protéger les milieux naturels, à adapter les équipements au littoral, à améliorer la qualité architecturale des constructions.

Avant même qu'elle ne paraisse, qui n'est-on dit officiellement de cette directive ? Quelle était force de loi, quelle était opposable aux tiers, quelle aurait un effet rétroactif. On a souligné qu'elle plaçait sous surveillance mille cent trente-quatre communes (soit environ 15 000 kilomètres carrés) abritant 10 % de la population française.

Faisons d'abord justice de sa rétroactivité. La vérité est que le texte oblige les communes qui avaient un plan d'occupation des sols à le réviser s'il n'est pas conforme. Et celles qui n'en avaient pas à en doter dans les quatre ans à venir.

Force de loi ? S'il fallait vouloir, le gouvernement aurait pu faire voter une loi sur le littoral, ou prendre un décret. Il a opté pour une directive qui n'impose ni les mêmes droits ni les mêmes devoirs.

Ainsi lois et décrets sont opposables aux tiers, tout le monde doit les appliquer et, si ce n'est pas le cas, chacun peut en demander raison au tribunal administratif.

La directive se dit « opposable aux tiers ». En réalité, seul le chapitre 2, qui concerne l'urbanisation du littoral, est dans ce cas, et encore partiellement. Certes, il fournit à l'administration une base légale

pour refuser certains permis de construire. Mais les fonctionnaires restent libres d'accorder des dérogations. Dans ce cas, les associations, par exemple, ne pourront le leur reprocher devant les tribunaux. Le chapitre 2 de la directive n'est donc pas opposable à tous les tiers, mais à certains seulement, et cela au gré de la volonté administrative.

Quant aux dispositions touchant aux espaces naturels, aux ports, aux routes, aux plages et à la qualité architecturale, il s'agit de simples recommandations du gouvernement à ses fonctionnaires. Ceux-ci demeurent libres de ne pas les appliquer, et aucun particulier n'est juridiquement fondé à les y contraindre.

Secteurs protégés

Sévérité sans précédent ? C'est peut-être vrai, pour les mesures limitant l'urbanisation (interdiction de construire à moins de 100 mètres de la côte, obligation d'élaborer des plans d'occupation des sols...).

En revanche, pour les ports de plaisance, la directive est très en retrait par rapport au projet élaboré par les services de l'environnement. A l'occasion des arbitrages entre ministères, le groupe de pression des plaisanciers (appuyé par l'industrie) a réussi à faire sauter trois dispositions essentielles : la reconnaissance obligatoire des plages, des herbiers et des possibilités d'aquaculture supprimées par la création d'un port ; l'interdiction de lotir l'enceinte sur les fonds protégés (comme dans le parc marin de Port-Cros et la réserve de Banyuls) ; l'examen systématique, par le ministère de l'environnement, des

études d'impact concernant les ports et les zones industrielles. Si les pouvoirs publics ont pris conscience des dangers encourus par la partie visible du littoral, certains services ignorent encore d'ignorer que les fonds marins sont, eux aussi, soumis à une dégradation accélérée.

Applicable sur tout le littoral, la directive ? Cela n'est pas vrai non plus. Le texte précise dans son chapitre final que les mesures énumérées ne s'appliquent pas aux secteurs où opèrent les trois missions officielles d'aménagement du littoral : l'agriculture, la pêche et l'aquaculture. En d'autres termes, l'état réglemente pour tout le monde sauf pour lui-même.

Le problème s'était déjà posé après la circulaire sur la protection du littoral élaborée par M. Jacques Chirac, alors premier ministre, en août 1976. Elle menaçait de remettre en cause certains projets languedociens et aquitains. Immédiatement après le départ de M. Chirac, son successeur, M. Raymond Barre, avait rédigé un additif à la circulaire indiquant qu'elle ne toucherait ni le Languedoc ni l'Aquitaine. Cette fois ces précautions étonnantes sont notifiées dans la directive elle-même.

Ces multiples « faiblesses » entraînent beaucoup d'efficacité à un texte qui part d'un bon sentiment. La protection du littoral est un impératif national auquel doit satisfaire toute décision d'aménagement. Telle est la première phrase de la directive. Les élus, et surtout les fonctionnaires qui restent maîtres du jeu, s'inspirent-ils de ce noble propos dans leurs décisions quotidiennes ?

MARC AMBROISE-RENDU.

CORRESPONDANCE

Coup de frein à l'urbanisation le long des côtes vendéennes

Après la parution dans le Monde du 1^{er} août d'un article intitulé « La Vendée parle beaucoup sur le tourisme », nous remercions M. Michel Crucis, sénateur de la Vendée (Union des républicains et des indépendants), et président du conseil général, les précisions suivantes :

Classée second ou troisième département d'accueil touristique, la Vendée reçoit chaque année environ un million cinq cent mille visiteurs (...).

Fallait-il fermer les yeux, laisser aller et laisser faire, sous prétexte que le tourisme est une incontestable source de profits pour beaucoup ? De toute évidence, cette attitude se serait rapidement révélée catastrophique.

Aussi, le conseil général a-t-il décidé, dans le cadre de sa politique de développement économique, d'établir un programme décennal d'aménagement du littoral.

Le comité d'orientation chargé de cette mission, s'est fixé un double objectif : maîtriser ce phénomène touristique en limitant son ampleur, en protégeant et mettant en valeur les espaces naturels et en l'orientant vers

des formes plus positives pour l'économie locale.

Sait-on que les espaces naturels représentent encore 87 % de la superficie des communes côtières et 73 % d'une façade littorale de quelque 200 kilomètres ?

Ce précieux capital devait être préservé, au bénéfice du plus grand nombre. Aussi, aucune frange côtière ne sera plus livrée à l'urbanisation. L'hébergement nouveau et nécessaire sera aménagé en retrait du littoral. Les espaces naturels, appelés à recevoir la fréquentation du public, seront progressivement ouverts par le conseil général (grâce à la taxe d'espaces verts perçue sur l'ensemble du département) et par le Conservatoire du littoral.

Parallèlement à cette action de protection, il sera procédé à une orientation du développement touristique vers des formes plus positives pour l'économie vendéenne. On s'efforcera d'inciter une mesure valorisant du patrimoine existant, et, pour répondre aux nouveaux besoins d'hébergement, on réalisera des unités touristiques nouvelles, ayant valeur d'exemple et d'incitation.

La métropole lilloise, un immense chantier

De notre correspondant

Lille. — Le métro lillois, c'est parti, et même bien parti ! La capitale des Flandres a vu s'ouvrir cet été sans doute le plus grand chantier de son histoire. A proximité de la gare, au cœur de la ville, un énorme fossé est creusé sur plusieurs centaines de mètres ; il accueillera la « super-station » à plusieurs niveaux des transports métropolitains puisque s'y rejoindront les trains N.C., les tramways venant de Roubaix-Tourcoing et, bien sûr, les rames du nouveau métro qui défilent toutes les minutes aux heures de pointe.

A partir de ce centre nerveux, la première ligne se déploiera, d'un côté au nord-est vers Villeneuve-d'Ascq et la cité universitaire, de l'autre côté vers la gare d'Europe. Le chantier de quelque 125 kilomètres.

Ce chantier s'est ouvert de tous côtés simultanément et pose, on s'en doute, quelques problèmes aux habitants de même qu'il soulève la protestation de certains commerçants s'estimant lésés ou de propriétaires groupés en association. Car au métro, et singulièrement à Lille, s'ajoute en place d'un nouveau plan de circulation et un projet d'extension du secteur piétonnier. Autant d'opérations qui sont sources d'embouteillages en dépit de l'ouverture d'un nouveau parking en plein centre, à deux pas de la place de la Déesse (940 places), à l'emplacement du fameux trou du Diable, de triste mémoire.

Les mois de juillet et août ont été mis à profit pour accélérer les travaux au maximum, mais personne ne se fait d'illusion : le 3 septembre prochain, la grande braderie lilloise annuelle se déroulera certainement dans une indolente coture.

Le chantier du métro suit couramment le rythme habituel des spécialistes : il y a quelques mois l'atelier-garage était achevé, puis le gros-œuvre était lancé, puis la tranchée ouverte, puis la ligne uniforme souterraine. Ce travail s'effectue d'ailleurs selon des techniques très variées et pulvérisées par la métropole lilloise. Une ligne uniforme souterraine. Le parcours s'effectuera, en venant de Villeneuve-d'Ascq, tout d'abord en tranchée ouverte, puis sur viaduc, au sol, en tranchée couverte. C'est le souterrain pour la traversée de Lille qui sera le plus coûteux. Il faut en effet creuser en profondeur et, superposant, injecter dans le sol trop friable une solution faite d'argile et de sable pour solidifier la tranchée. Dans d'autres quartiers, à Fives-Hellemmes, par exemple, pour la tranchée ouverte, on pratique la formule dite du « chantier glissant », par tranches successives de 20 mètres.

Pour que les habitants ne soient pas surpris par l'apparition de ces multiples chantiers, afin qu'ils puissent suivre les opérations au jour le jour, de grands travaux d'information ont été mis en place par la communauté urbaine de Lille. Un bulletin est édité, qui explique l'avancement des travaux et les techniques employées. Une exposition itinérante parcourt les réunions de travail avec les riverains concernés. A Lille, la municipalité a aussi organisé des réunions publiques sur ces thèmes et par quartiers.

En dépit du bouleversement des habitudes, les Lillois font preuve de patience. La première ligne, qui comportera dix-sept stations, dont les plus importantes sur le territoire lillois (à la gare et place de la République), doit s'ouvrir en partie dès le printemps 1983, la totalité de la liaison Villeneuve-d'Ascq-C.H.R. étant assurée à la fin de la même année.

Le budget global de cette opéra-

tion, couvert par emprunts et par versements que les transports (acquittés par les entreprises), est de l'ordre de un milliard et demi de francs actuels, somme considérable en soi, mais relativement modérée. En effet, l'adoption du petit gabarit (le VAL, véhicule automatique léger), a été mise au point par la société M&P et les chercheurs de l'université des sciences et techniques de Lille a limité les gros travaux.

A la fin du mois de juillet, la première rame de deux wagons de couleur rouge et blanc (cent vingt-quatre places) a été livrée par la Compagnie Industrielle de Matériel de Traction (C.I.M.T.) de Marly-le-Vallée. Elle va être testée sur le polygone d'expérimentation spécialement aménagé ; les trente-huit autres rames seront livrées avant deux ans.

Le métro de Lille ne fait cependant pas l'unanimité. Beaucoup restent persuadés que sa construction se justifiait seulement dans le centre de Lille, « saturé », et certains affirment déjà que la liaison vers la cité universitaire sera défectueuse.

Mais une autre controverse s'est engagée à propos de la seconde ligne de métro : quelle ville privilégier ensuite, de Roubaix ou de Tourcoing par rapport à Lille ? Faudra-t-il imposer le VAL dans cette direction ou tout simplement rénover le tramway, appelé ici « trolley », qui a fait ses preuves ? Quel qu'il en soit, l'ensemble des réseaux de transports en commun de la métropole devra nécessairement s'organiser autour du premier axe en cours de construction et de la nouvelle station qui va bientôt apparaître dans la gare de Lille.

GEORGES SUEUR.

CIRCULATION

LES INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE VONT ÊTRE PLUS SÈVÈREMENT RÉPRIMÉES

M. Raymond Barre a présidé, le lundi après-midi 27 août, une réunion interministérielle consacrée aux questions de sécurité routière et notamment aux problèmes techniques et juridiques liés à la réglementation des infractions. Le conseil des ministres du 5 septembre devrait approuver une série de mesures sévères contre les automobilistes coupables d'infractions. Comme l'a récemment affirmé M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, il s'agit « d'être sans pitié pour les chefs d'accusation ». Le gouvernement s'apprête à augmenter les taux des amendes pour infraction au code de la route — celui-ci n'a pas été modifié depuis 1975 — et

à rendre plus facile le retrait du permis de conduire aux automobilistes coupables d'infractions. Pour permettre le recouvrement des amendes, dont la moitié sont restées impayées en 1978 (dernière année connue), les automobilistes seront invités à payer sur-le-champ l'amende au gendarme ou au policier qui aurait verbalisé. En cas de refus, et par mesure de dissuasion, l'amende serait augmentée dans de fortes proportions pouvant aller du simple au double. D'autre part, en cas de refus réitérés de paiement d'amendes ou d'infractions multiples, les automobilistes pourraient se voir retirer provisoirement leur permis.

Le Monde

Conflit entre la municipalité de Lille et la Maison des loisirs et de la culture

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Le conseil municipal de Lille a voté, le 27 août, une résolution qui vise à empêcher la Maison des loisirs et de la culture de s'installer dans la ville.

Conflit entre la municipalité de Briançon et la Maison des loisirs et de la culture

Le tribunal de grande instance de Gap (Hautes-Alpes), siégeant en audience de référé, rendra, jeudi 30 août, une ordonnance relative à l'expulsion de la Maison des loisirs et de la culture (M.L.C.) de Briançon des locaux municipaux qu'elle occupe, à la requête de M. Paul Dijoud, maire (P.R.) de cette ville et secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.

Cette action en justice est la dernière péripétie d'une affaire qui a connu de multiples rebondissements. Association régie par la loi de 1901, la M.L.C. dispose, à la différence de l'école de musique ou d'art dramatique de la ville, d'une certaine autonomie par rapport à la municipalité. Son conseil d'administration est issu pour l'essentiel, de l'assemblée générale des adhérents. Elle vit cependant grâce aux crédits municipaux. D'où une source de conflit.

Au cours des derniers mois, estime M. Dijoud, la M.L.C. « n'a pas progressé ». Son directeur ne donne pas satisfaction. En outre, souligne le maire, le développement de la politique culturelle de la ville exige l'harmonisation des activités de la M.L.C. avec celles proposées par l'école d'art dramatique, celles de musique et de danse et par le nouveau festival des beaux-arts que la municipalité veut faire installer dans l'un des étages des locaux vétustes qui occupent la Maison des loisirs et de la culture.

Le conflit avec la M.L.C. s'est envenimé le jour où M. Dijoud a décidé, contre l'avis du conseil d'administration de l'association, de ne pas titulariser le directeur embauché il y a deux mois pour une période d'essai d'un an. Le maire estime que la municipalité, qui subventionne à 90 % la M.L.C. et paie son directeur, doit avoir un droit de regard sur ses activités. Il entend mettre en place un système de censure et de contrôle, pour cela, que le conseil d'administration de la M.L.C. soit désormais composé pour moitié de personnes désignées par la municipalité.

Maïmisme

M. Dijoud entend nommer un nouveau directeur de son choix, dépendant pédagogiquement du conseil d'administration, mais placé administrativement sous l'autorité de l'office municipal de culture populaire, créé récemment afin de coordonner l'activité des différents organismes culturels de la ville et développer la politique municipale dans ce domaine. M. Dijoud a placé à la tête de l'office une personnalité contestée, Mme Maryse Sézanne, dont les adversaires mettent en cause les compétences. M. Dijoud réplique que Mme Sézanne apporte toute satisfaction, mais admet qu'elle a pris en main le secteur dont il l'a chargée avec « éner-

BERTRAND LE GENDRE.

LE DÉBAT SUR L'INTÉGRATION MILITAIRE FRANCO-ALLEMANDE

Participer à la défense de l'Europe est une des missions essentielles des forces armées françaises, affirme M. Yvon Bourges

A l'occasion de la journée d'ouverture du trente-deuxième congrès de la Confédération internationale des officiers de réserve (C.I.O.R.), réuni à Avignon, M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, a rappelé qu'il « n'est pas de la défense de l'Europe, mais de la défense de la France, et que les forces armées françaises ont pour mission essentielle de garantir la sécurité du territoire ».

L'allocution du ministre français de la Défense était particulièrement attendue dans la mesure où elle rebondit le débat sur une intégration militaire franco-allemande.

« Le destin de la France, a dit M. Bourges, ne peut être séparé de celui du continent. Il est clair que la souveraineté de la France serait, à tout le moins, gravement menacée par la perte de liberté de ses voisins d'une manière ou d'une autre. Qui pourrait soutenir

de bonne foi qu'un conflit se déroulant en Europe n'aurait pas des répercussions sur la France ? C'est pourquoi, a précisé le ministre, participer à la défense de l'Europe est une des missions essentielles des forces armées françaises. Elles ont pour mission essentielle de garantir la sécurité du territoire ».

L'allocution du ministre français de la Défense était particulièrement attendue dans la mesure où elle rebondit le débat sur une intégration militaire franco-allemande.

La rôle des réserves

Parlant de l'armement nucléaire stratégique français, qui ne peut répondre à toutes les formes d'agression, M. Bourges a déclaré : « Nous mesurons combien il serait dangereux de nous laisser enfermer dans le "tout ou rien". La sécurité de l'Europe occidentale, la défense de la France, ne peuvent être assurées que par la participation, supposant donc la possession de forces de combat classiques terrestres, navales et aériennes. »

DANS LA PRESSE PARISIENNE

● L'HUMANITÉ : « Une situation extrêmement dangereuse »

« Un élément majeur de la souveraineté, de l'indépendance nationale est proprement brisé du fait d'un congrès militaire qui se déroule en France et en R.F.A. pour une armée européenne intégrée et la coopération franco-allemande. La souveraineté de la France, la sécurité de l'Europe occidentale, la défense de la France, ne peuvent être assurées que par la participation, supposant donc la possession de forces de combat classiques terrestres, navales et aériennes. »

« C'est la voie ouverte vers l'armement nucléaire de l'Allemagne de Schmidt et de Strauss. Ce qui veut dire que des armes de destruction massive seraient accordées à des hommes qui ne font pas mystère de leurs visées territoriales à l'Est, sous couvert de « réintégration » allemande. »

Dans ces conditions, la France pourrait parfaitement se trouver engagée dans un conflit qui n'aurait rien à voir avec la sécurité de son territoire. Non seulement notre défense se trouve mise au service de forces et de moyens qui ne sont pas les nôtres, mais, de plus, cela place la France dans une situation extrêmement dangereuse en cas de conflit.

« Ainsi, de l'adoption de la stratégie de la bataille de l'avant jusqu'à la définition de cette mission essentielle, c'est la défense européenne, en passant par la fin de la notion de « sanctuaire national » et par la « standardisation des armements », toute la politique giscardienne est une escale vers l'intégration militaire européenne et l'abandon de l'indépendance nationale. M. Giscard d'Estaing avait fait lui-même la perspective le 1^{er} juin 1976 devant l'Institut des hautes études de défense nationale. »

Puisqu'il n'y aura qu'un seul espace, on n'aura plus, il faut qu'il n'y ait qu'un seul espace militaire sur cet espace. »

● L'AURORA : « Une transformation complète de la doctrine stratégique. »

« Si une évolution devait se faire dans le sens d'une défense européenne, ce serait une transformation complète de la doctrine stratégique française et la fin de notre sécurité. »

« L'éclosion en d'autres temps, d'une éventuelle « bataille de l'avant » par le général Guy Méry, chef d'état-major des armées, avait provoqué des réactions extrêmement brutales de la part des tenants d'une défense intégrée. Il est vrai que la question est d'importance. »

« Pourrait-on plus faire confiance à un parapluie nucléaire européen qu'à celui de l'Amérique qui se révèle, SALT après SALT, de plus en plus troué ? »

● L'emploi des maîtres auxiliaires en renfort. M. Jacques Brunhes, député des Hauts-de-Seine (P.C.), s'insurgeait, dans une question écrite au ministre de l'Éducation, de la situation dramatique des maîtres auxiliaires qui n'ont absolument aucune certitude de retrouver un emploi. Selon le député, six mille à huit mille d'entre eux sont « menacés de chômage » dès la rentrée scolaire. M. Brunhes demande à M. Beullac « de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent » pour permettre la réintégration à temps complet de tous les maîtres auxiliaires.

● Encore un incendie présumé arrêté dans la Var. — Dans les Alpes-Maritimes, les incendies de Lincet et de Roquebrune sont malheureusement devenus des foyers de réactivation. Un ancien dispositif de surveillance va être renforcé grâce à l'organisation de rondes de nuit et de survols par hélicoptère. Le préfet, M. Pierre Lambertini, a demandé à deux maires de faire interdire à toute circulation les pistes de « défense des forêts contre l'incendie » (D.F.C.I.) réservées aux manœuvres des pompiers. Un ancien pompier varois, M. René Knoff, vingt-sept ans, habitant à Sallèles, a été inculpé et écroué à Draguignan pour « incendie volontaire ». Déjà condamné pour les mêmes motifs en 1978, il est soupçonné d'avoir allumé l'incendie de Playos (Var).

JUSTICE

LES HOSPICES CIVILS DE LYON SONT CONdamnÉS A INDEMNISER UN JEUNE PARALÉTIQUE

Le tribunal administratif vient de condamner les Hospices civils de Lyon à verser une rente mensuelle de 8 000 francs et une indemnité de 65 000 francs à un enfant devenu paraplégique, Jean-Christophe Hambourger, pour « faute dans l'organisation et le fonctionnement du service public hospitalier et exécution défectueuse des actes médicaux ». Le 12 octobre 1978, une sage-femme de l'hôpital de la Croix-Rousse fit à la mère, âgée de dix-sept ans et habitant alors à l'île-d'Abeas (Isère), une injection d'une solution de chlorure de soude et de sérum glucose hypertonique dans le cordon ombilical. Depuis, Jean-Christophe est paraplégique. L'expertise du professeur Belier a conclu à une invalidité de 100 % et indique que la paraplégie a pour cause une lésion du cordon, dont le caractère d'une solution de chlorure de soude et de sérum glucose hypertonique dans le cordon ombilical. Depuis, Jean-Christophe est paraplégique. L'expertise du professeur Belier a conclu à une invalidité de 100 % et indique que la paraplégie a pour cause une lésion du cordon, dont le caractère d'une solution de chlorure de soude et de sérum glucose hypertonique dans le cordon ombilical.

La mort de David Karr

LE BANQUIER AMÉRICAIN N'A PAS ÉTÉ EMPOISONNÉ

Les résultats des analyses toxicologiques ordonnées par le parquet du tribunal de Paris après l'enquête du corps de David Karr, banquier américain mort subitement le 7 juillet à Paris (Le Monde du 24 juillet), a été rendu public, lundi 27 août. Selon le professeur Robert Le Breton, qui a procédé à ces analyses, aucune trace de substances toxiques n'a été découverte dans les viscères de M. David Karr.

C'est la veuve du banquier elle-même qui, dès son arrivée à Paris, après le décès de son mari, avait demandé qu'une information soit ouverte pour rechercher les causes de la mort de celui-ci. Mme Karr estimait, bien que le permis d'inhumer ait été délivré sans opposition des autres membres de la famille, que son mari avait pu être assassiné.

● Un surveillant de prison inculpé de « remise irrégulière d'objets à détenus ». — Michel Berland, trente-deux ans, surveillant au centre de détention de Mulhouse (Haut-Rhin), a été écroué pendant le dernier week-end et inculpé de « remise irrégulière d'objets à détenus ». M. Berland est soupçonné d'avoir, depuis plusieurs mois, procuré des lames de scie et du whisky à des détenus. Une commission rogatoire a été délivrée par le magistrat instructeur au S.R.P.J. de Mulhouse. Les enquêteurs devront déterminer à qui étaient destinées les deux lames de scie découvertes dans l'établissement.

● Encore un incendie présumé arrêté dans la Var. — Dans les Alpes-Maritimes, les incendies de Lincet et de Roquebrune sont malheureusement devenus des foyers de réactivation. Un ancien dispositif de surveillance va être renforcé grâce à l'organisation de rondes de nuit et de survols par hélicoptère. Le préfet, M. Pierre Lambertini, a demandé à deux maires de faire interdire à toute circulation les pistes de « défense des forêts contre l'incendie » (D.F.C.I.) réservées aux manœuvres des pompiers. Un ancien pompier varois, M. René Knoff, vingt-sept ans, habitant à Sallèles, a été inculpé et écroué à Draguignan pour « incendie volontaire ». Déjà condamné pour les mêmes motifs en 1978, il est soupçonné d'avoir allumé l'incendie de Playos (Var).

CARNET

Naissances

— M. Jean-Pierre TEISSIERE et Mme. née Danièle Estève, ont la joie d'annoncer la naissance, le 21 août, de Valentine.
3, quai des Baux, 13200 Cassis (Bélgique).

— M. et Mme Jean-Louis DUPONT ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille Maryse-Edwina le 27 août 1979, 43, avenue Paul-Doumer, 75015 Paris.

— Dominique et Catherine FER-RAND, Caroline, ont la joie d'annoncer la naissance de Thomas, le 12 août 1979, 44, rue de Courbron, 92410 Vanvroux.

Décès

— Mme Louis Basetoux, M. et Mme Robert Basetoux, MM. Thierry, Guillaume, Olivier Basetoux, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, beau-père, grand-père, M. Louis BAZETOUX, survenu le 24 août 1979, dans sa soixante-dixième année. Les obsèques ont été célébrées à Chabry et l'inhumation dans le cimetière de Futeaux (Hauts-de-Seine) dans l'intimité familiale, le 25 août 1979. Il n'y a pas eu d'envoi de faire-part.

— M. Henri BAZETOUX, 2, avenue Lesage, 75009 Paris-Lafayette.

— M. Henri BAZETOUX, M. et Mme Maurice Bernau et leurs enfants, M. Pierre Bernau, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri BERNEAU, né Julien Prost, les obsèques ont eu lieu le 22 août, à l'église de Touraine (André-et-Loire), 27, rue Gruze, 75118 Paris. L'inhumation a eu lieu à Touraine, 57140 Bourgueil.

— Mme Henri Davy, son épouse, M. et Mme Alain Davy, ses enfants, Orlinda Davy, son petit-fils, M. et Mme Francis Bernau et leurs enfants, M. Marguerite Davy, M. et Mme Jean Davy, leurs enfants et petits-enfants, M. Paul Samant, ses enfants et petits-enfants.

Le présent avis tient lieu de faire-part

M. Henri DAVY, sous-directeur honoraire au ministère de l'Éducation, officier de réserve interprète et du chiffre de la Marine nationale, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, survenu à Flasse-sur-Isère (Var), le 25 août 1979, à l'âge de soixante-dix ans. Ses obsèques ont été célébrées le 27 août 1979, en l'église de Flasse, suivies de l'inhumation dans la sépulture de famille. Cet avis tient lieu de faire-part. 60, rue de la Touraine, 92100 Boulogne.

— On nous prie de faire part du décès subit d'Émile FINGER-BOZON-VERDURAZ, professeur agrégé de philosophie, à l'âge de cinquante et un ans.

— Mme Michelle Gauthier et ses proches, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre GAUTHIER, survenu subitement le 24 août 1979. Le levé du corps aura lieu le mercredi 29 août, à 14 heures, à l'hôpital Boucicaut, à Paris-15. Les obsèques ont été célébrées à 15 heures, le mercredi 29 août, à Chabry-sur-Isère (Haut-Rhin). Cet avis tient lieu de faire-part. 28, rue des Cèvennes, 75015 Paris.

— Reims. Mme Léon Henriot, Mme Anne-Marie Henriot, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Paul Henriot et leurs enfants, M. et Mme Vincent Henriot et leurs enfants, M. et Mme Catherine Henriot, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Léon HENRIOT, chevalier de la Légion d'honneur et du Mérite agricole, croix de guerre 1914-1918, médaille Interalliée, survenu le 27 août 1979, muni des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Jacques de Reims, où l'on se réunira le jeudi 30 août 1979, à 10 h. 15. Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, à Paris, où l'on se réunira à 15 h. 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part

26, rue Voltaire, 91100 Beims.

— On nous prie de faire part du décès survenu à l'âge de soixante-quatre ans, de M. Roger LARDENOIS, commandeur de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre, rosette de la Résistance, croix du combattant volontaire, ancien administrateur et secrétaire général « Résistance », « Ce Matin-Le Pays » et « l'Aurore », membre du conseil de prud'hommes des Amis de Marc Sangnier. Ses obsèques ont été célébrées le mardi 28 août, à 10 h. 45, en la collégiale de Poissy (Yvelines).

— Son épouse, Mlle. Mme Rodolphe Conte, 47, cours du 14-Juillet, 75003 Paris.

— Mme Henri PEDONE, née Suzanne Mongin, s'est endormie dans la paix du Seigneur le 28 août 1979, à la veille de ses quatre-vingt ans. De la part de : Collette Pedone et Claude Bruley, Monique Pedone, Denis et Brigitte Pedone, Catherine et Edmond Delarocque, Jean-Marie et Chantal Pedone, ses enfants, ses vingt-deux petits-enfants, M. Emile Quenardel, M. et Mme André Mongin, Mme Paul Mongin, ses beau-frère, frère et belles-sœurs, Mlle Germaine Bouvier, son amie d'enfance, Des familles Mongin, Appert, Lagay, Barthe, Luyt.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 29 août, à 8 h. 30, en l'église Sainte-Cécile, sa paroisse. Cet avis tient lieu de faire-part. 14, cité Vaneau, 75008 Paris.

Remerciements

— Lyon. Mme Sivadé, par les nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de sa fille Isabelle SIVADÉ, adresse ses sincères remerciements aux personnes qui, par leur présence, leurs envois de fleurs et de messages, ont pris part à sa grande douleur.

Anniversaire

— Il y a un an disparaitrait à Paris M. Ed. DAN. Une pensée est dédiée à ceux qui l'ont connu.

— Une pensée pour le douzième anniversaire de la mort de Mlle SCHEIN.

Bienfaisance

— Le Secours populaire français lance un appel en faveur des enfants cambodgiens. Les dons sont à adresser au Secours populaire français, 8, rue Proust, 75003 Paris - C.C.P. 654-37 H Paris avec la mention : « Pour les enfants cambodgiens ».

Communications diverses

— Association française des amis des crèches de Noël. — Les adhérents et sympathisants sont informés qu'à l'occasion du X^e Congrès international des Amis des crèches, qui se tiendra à Nuremberg, un voyage est organisé du mardi 27 novembre au mardi 3 décembre, avec séjours à : Munich - Nuremberg - Bamberg. Au programme : musées, expositions, marchés de la Crèche, rencontres internationales prévues dans des brasseries bavaroises, soirée de gala dans le pavillon des Maîtres Chanteurs de Nuremberg, etc.

Prendre contact au plus tôt, car une réponse est indispensable avant le 15 septembre, en écrivant : Association des amis des crèches de Noël, 1, rue de la Fontaine, 06300 Nice, ou téléphoner au : (03) 81-45-06.

Visites et conférences

MERCREDI 29 AOUT VISITES GUIDÉES PROMENADES. — 15 h. 52, rue Saint-Antoine, Mme Alix : « Hôtel de Sully ». — 15 h. 52, rue de Valenciennes, portail gauche, Mme Saint-Geron : « Notre-Dame de Paris ». — 15 h. 52, rue de Valenciennes, portail gauche, Mme Vermeersch : « Le musée Rodin et l'hôtel Euro ». — 15 h. 30, entrée, hall gauche, côté part, Mme Hulot : « Le château de Malmaison-Lafayette (musée national des monuments historiques) ». — 15 h. 30, rue Malher : « Les symboles de la rue des Rodins. Le couvent des Blancs-Manieurs » (M. Teurlier).

Pour les amateurs de SCHWEPES il y a SCHWEPES et SCHWEPES. — 15 h. 30, rue Malher : « Les symboles de la rue des Rodins. Le couvent des Blancs-Manieurs » (M. Teurlier).

VENDEZ

LIVRES DISQUES

(33 tours parfait état)

Paiement comptant

en espèces ou C.B.

Si vous rachetez livres, papeterie ou disques, paiement en bons avec

20 %

en +

SACELP

2, rue de l'Ecole-de-Médecine,

angle 26, BOULEVARD Saint-Michel,

M^o : ODEON - R.E.R. : LUXEMBOURG.

329-21-41, poste 52.

*Autorisation écrite des parents pour les moins de 16 ans

RENTREE 1979-80

Les inscriptions sont reçues tous les jours de 9 h. à 19 h. (cf. ann.)

B. T. S.

● Comptabilité et Gestion des entreprises (Bac B, C, D, G).

● Gestion et exploitation de centres informatiques (Bac B, C, D, G, H).

● Secrétariat de direction (Bac B, C, D, G, H).

ECOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE FAX

(Enseignement privé fondé en 1960)

6, rue d'Amsterdam, PARIS (9^e)

Tél. : 674-05-61 - 674-05-62

POINT DE VUE

Recherche, syndicalisme et compétitivité

La rentrée qui s'annonce véritablement de grands changements dans l'organisation de la recherche française ? On peut en douter, vu le peu de débouchés qui s'offrent, en cas de reconversions importantes, aux chercheurs, tant dans l'industrie que dans les divers enseignements.

Le système français s'est doté depuis vingt ans d'un nombre appréciable d'instituts de recherche spécialisés, véritables « instituts de mission » : espace, exploitation des océans, informatique et automatique, énergie, etc. Parallèlement, aussi, les grands centres de recherche dépendants de la santé publique, de

Mathématiques, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VII), M. Pierre Lelong fut, dans les premières années de la V^e République, conseiller technique à l'Elysée, puis président du Comité consultatif de la recherche scientifique et technique.

L'agriculture, et surtout le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), ont connu dans les années 60 un développement privilégié en nombre de postes de chercheurs et de techniciens. Les deux types d'organismes posent aujourd'hui des problèmes différents, nés des modifications de la conjoncture, mais aussi de leur développement.

La création de plusieurs organismes scientifiques, comme la Direction des recherches et moyens d'essais (D.R.M.E.) au ministère de la Défense, ou l'Institut d'automatique et d'automatique (I.A.A.), il

apporte ici le point de vue d'un observateur de longue date sur quelques problèmes, que connaît la recherche française, problèmes que les mesures administratives actuellement en préparation tentent de résoudre.

Intéressés ne le pensent, cette dégradation dans l'évaluation de la recherche enverrait au C.N.R.S. sa réputation et sa compétitivité. De tels arguments, dont il reste des traces écrites, ne peuvent qu'attirer l'attention des contrôleurs et finiront par entraîner une modification du statut du C.N.R.S. et sans doute aussi des moyens qui lui sont confiés. A plus long terme, ce serait peut-être aller vers une fonctionnarisation de la carrière que certains souhaitent. Elle aurait beaucoup d'inconvénients et se ferait au profit d'un très petit nombre d'élus ; elle aboutirait probablement à une intégration à l'université alors que précédemment le C.N.R.S. offre à la recherche française d'autres possibilités que celle-ci.

Les réformes projetées amèneront-elles les commissions à mieux mesurer leurs responsabilités ? On le souhaite d'autant plus vivement qu'on juge le C.N.R.S. difficilement remplaçable au sein de la recherche française. Mais faut-il rappeler cette vérité qui se vérifie chaque jour et parfois cruellement : même avec l'aide des pouvoirs publics, il n'est plus possible de maintenir une activité dont la compétitivité n'est plus assurée. Il suffit de penser à la vivacité des concurrences internationales pour comprendre que la recherche ne fait pas exception à cette règle.

Instituts de mission et impatiences gouvernementales

Les instituts de mission, s'ils connaissent des problèmes concernant les chercheurs et leurs carrières (l'arrêt partiel des recrutements, la mobilité hautement souhaitable, qu'il s'agisse de départ vers l'industrie ou vers d'autres instituts), sont surtout menacés dans la mesure où le gouvernement repense ses interventions dans le domaine industriel.

Il n'est pas rare qu'on s'aperçoive, à l'usage, que la valeur d'entraînement d'un institut de recherche public vis-à-vis d'un groupe d'industries ait été escomptée avec trop d'optimisme. La valorisation des résultats qu'il obtient, leur adaptation à travers des centres techniques professionnels sont, trop souvent considérées comme allant de soi, et le manque d'opiniâtreté conduit parfois à des demi-échecs. Comment alors ne pas mettre en cause un institut qui semble échouer, sinon dans ses recherches,

du moins dans leur valorisation... quitte à recréer peu après d'autres administrations de mission qui se retrouveront devant les mêmes problèmes ? Est-il, par exemple, raisonnable d'envisager des maintenues de postes de l'institut de recherche informatique et automatique, alors que son laboratoire de recherches connaît des succès marqués et fait bénéficier des secteurs de la qualité de la recherche mathématique française ? Est-il raisonnable d'envisager en échange la création ou le maintien d'administrations diverses, dérogation, agence mission... dont, au départ, il est difficile de séparer les compétences ?

On peut penser que c'est à gaspiller des moyens qui seraient mieux utilisés à encourager auprès de l'Institut en fonction l'existence d'un marché de la recherche qui tend à s'y créer par les rencontres que sa réputation suscite.

Vitalité du C.N.R.S.

Les problèmes du C.N.R.S. sont différents. L'institution a traversé bien des crises ; elle a survécu à des changements de régime. Sa vitalité doit beaucoup à l'immense travail d'évaluation des recherches et d'examen des chercheurs fait par le Comité national au sein de ses commissions spécialisées (dont le nombre dépasse aujourd'hui quarante). Faut-il aussi rappeler tout ce que l'organisme doit à ses directeurs successifs, hommes de sciences du tout premier niveau ? Nommés à cette haute direction pour des durées assez longues, cinq ans en principe, ils ont restés des hommes de science, pensant qu'au C.N.R.S. comme dans leurs laboratoires le contact le plus étroit avec la recherche et les chercheurs précéderait toute évaluation de la recherche. Accompagnés des responsables de l'administration, ils assistaient aux séances des commissions, à ce grand défilé qui y était fait des travaux et des résultats, à ces discussions parfois longues, mais nécessaires, où sont passées en revue les activités de tous, du stagiaire au directeur de

recherche. Quis de choses on apprend, sur sa propre science, au cours de sessions de trois jours, véritables séjours « en loge », deux fois par an, où sont débattus non seulement les avancées des chercheurs, mais aussi les diverses actions de type coopératif et leur renouvellement, et où le souci de bien répartir des moyens limités oblige au classement des demandes !

Si on insista sur cette évaluation de la recherche faite à la base, c'est qu'elle est primordiale et n'est pas pratiquée avec une égale attention dans tous les organismes de recherche. C'est aussi qu'il nous paraît important que les avancées de la carrière des chercheurs d'une part, les problèmes de conjoncture et de développement de l'organisme d'autre part, procèdent d'une évaluation commune de la recherche, même s'il en résulte une très lourde charge pour les commissions. C'est enfin que le maintien de la qualité de ce travail qui a été bien fait dans le passé n'est pas sans poser aujourd'hui de nouveaux problèmes.

Qu'apportent les projets de réforme ?

Il semble que les réformes préparées par le ministre des universités apportent surtout au C.N.R.S. des changements commandés par le développement de cet organisme : décentralisation de certaines décisions administratives ; transformation de la direction administrative en secrétariat général ; plus grande autorité donnée aux directeurs ; la réforme des années 60 avait placé à côté du directeur général ; regroupements de secteurs en départements ayant une certaine indépendance (la répartition des décisions entre les commissions et les comités sectoriels ne sera pas sans poser quelques problèmes). On ne peut qu'approuver de telles modifications qui institutionnalisent des pratiques prudemment mises à l'essai déjà.

Est-ce pour aller au-devant de certaines critiques que doivent figurer au conseil du C.N.R.S. quatre personnalités du secteur de la recherche industrielle et appliquée ? Ce n'est guère à un niveau élevé que se font les contacts utiles à la recherche, et l'on regrettera l'époque où figuraient dans les commissions des membres désignés par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) en fonction des applications ; peut-être les retrouvera-t-on dans les comités sectoriels.

On peut déplorer toutefois que la recherche du C.N.R.S. dans sa variété, soit si peu représentée (au moins numériquement) au sein de

ce conseil d'administration. Aucun chercheur, fût-il choisi parmi les directeurs de laboratoires propres, aucun universitaire directeur d'un laboratoire ou d'une équipe associée n'y figure en qualité.

On peut regretter aussi l'absence d'autorités coordonnées de la recherche scientifique ; dans cette optique la participation au conseil du président du comité consultatif de la recherche est un peu étrange (je me souviens personnellement d'avoir cumulé cette charge avec une présence au conseil d'administration et au directeur du C.N.R.S. ; pareil cumul n'offrirait que des avantages en vue des responsabilités à prendre). Tel qu'il se présente, ce conseil du C.N.R.S. semble surtout destiné à enregistrer (sans à préparer) des arbitrages budgétaires (crédits et postes), en présence du directeur de la D.G.R.S.T. et de l'aide de la mission de recherche du ministère.

Dans tout ce qui précède, l'essentiel n'apparaît peut-être pas. N'y a-t-il pas à la longue une usure de l'institution ? Usure qu'aggraverait aujourd'hui les conditions difficiles de l'emploi et le petit nombre de postes offerts, au C.N.R.S. comme ailleurs, et les tensions qui en résultent.

On a vu combien est délicat le travail des commissions qui assurent l'engagement et la promotion des chercheurs et éventuellement leur non-renouvellement au C.N.R.S. Il met en jeu la compétence et la responsabilité de leurs membres.

par PIERRE LELONG

De quelle forme de responsabilité s'agit-il ? Par ses fonctions d'évaluation, par les classements qu'elle doit faire devant l'administration, la commission a essentiellement un

rôle de jury. C'est là souvent une tâche désolante ; s'il est excessif de dire qu'elle est répressive, on peut admettre que le bon cœur n'y trouve pas toujours son compte.

L'attitude syndicale

Depuis 1968, lentement, patiemment, les instances syndicales s'efforcent d'assimiler cette tâche à celle d'une commission partielle, protectrice farouche de l'emploi. Georges Pompidou, alors premier ministre, avait bien vu, dès les années 60, le danger. Il notait ironiquement que le C.N.R.S. était le seul organisme d'où l'on n'était en fait jamais officiellement remercié (on doit dire que, à l'époque, les directeurs de recherche travaient à recueillir d'eux-mêmes, dans l'industrie ou les enseignements, les chercheurs en difficulté), et c'est à son initiative qu'a été prise une mesure permettant au directeur de sanctionner les attachés après six ans de recherche sans résultat probant.

Les reclassements de chercheurs (en général titulaires d'un moins une maîtrise) sont aujourd'hui moins aisés. Les difficultés ne justifient toutefois pas des pratiques syndicales qu'on ne peut plus passer sous silence ; elles consistent au nom du maintien absolu de l'emploi à renouveler des chercheurs français ou étrangers malgré des rapports scientifiques extrêmement défavorables et, dans certains cas, sans tenir compte d'une totale absence de toute participation à une activité scientifique quelconque.

Ces pratiques syndicales vont avec d'autres qui transforment au sein des commissions des habitudes bien connues : prise de décision à l'échelon syndical avant la réunion de

la commission, ce qui, à la limite, permet d'enlever un vote à une minorité, pourvu que cette minorité soit la majorité de la majorité des membres que le syndicat a fait élire. A ces jeux, la recherche ne trouve pas son compte. Le plus grave est sans doute d'éliminer ainsi de jeunes chercheurs de grande valeur, qui ne peuvent entrer au C.N.R.S. tandis qu'on y maintient nombre des fustiers déjà en place.

Ce serait un erreur de parler, comme le font certains dans leur indignation, d'une politisation à propos de ces pratiques qui faussent le fonctionnement de l'institution dans ce qu'elle avait de plus remarquable. Si la politique est l'art du meilleur — ou du moins mauvais — possible, on ne voit guère de pensée politique dans ce syndicalisme à courte vue, et l'on évite de soupçonner les partis de gauche, qui auraient au moins les dévouements de la recherche, d'être d'accord avec ces pratiques et de les encourager.

La recherche, il faut le dire, ne s'est jamais bien accommodée du conservatisme, fût-il syndical. Très vite, beaucoup plus vite que les

UNE GRANDE PREMIÈRE ASTRONAUTIQUE

Une sonde spatiale va « rencontrer » Saturne après six ans et demi de voyage

Le 1^{er} septembre, pour la première fois dans l'histoire de l'astronautique, un engin automatique survolera Saturne, la plus grosse planète du système solaire après Jupiter. La sonde américaine Pioneer-11, qui voyage dans l'espace depuis près de six ans et demi et qui a parcouru plus de 3 milliards de kilomètres, s'apprête, en effet, à passer à moins de 2 000 kilomètres des fameux anneaux de Saturne et à survoler le sommet des nuages de la planète à une altitude de 22 000 kilomètres. Au cours de

Ce qui est remarquable dans la mission Pioneer-11, c'est qu'au-delà de la mission scientifique, dont l'importance n'échappe à personne, soixante-seize mois de vol dans l'espace n'ont pas eu raison du bon fonctionnement de la sonde américaine. Lancée le 8 avril 1973 depuis Cap-Kennedy (Floride) par une fusée Atlas-Centaur, la petite sonde Pioneer-11 (258 kilogrammes) a finalement bien résisté au temps et répondu sans retard aux sollicitations des contrôleurs au sol chargés de lui transmettre les quelques dix mille ordres nécessaires à la préparation de cette rencontre avec Saturne. Les constructeurs de Pioneer (R.N.V. Defense and Space Systems Group) peuvent se flatter de cette réussite que diverses manœuvres, faites après le survol de Jupiter en décembre 1974, et la remise en route en avril 1978 d'un instrument de l'engin — le détecteur de vent solaire — laissent pressentir. Depuis, quelques-uns des douze instruments embarqués à bord de la sonde ont été réactivés, et notamment, le 16 août dernier, le photomètre ultraviolet qui a entamé une série de mesures sur l'hydrogène et l'hélium — et commencé à analyser certaines des propriétés de la planète.

Au cours de sa brève mission d'une quinzaine de jours, Pioneer-11 prendra une série de clichés — entre 100 et 150 — dont les deux tiers auront bien évidemment une résolution plus fine que celle des instruments d'observation terrestres. Ainsi, dans le meilleur des cas, les caméras de la sonde permettront-elles de distinguer des détails de 80 kilomètres sur Saturne — soit plus de cinq fois mieux, selon la NASA, que ce que l'on fait depuis la Terre — et de 240 kilomètres pour son satellite Titan. En arrivant par le nord, Pioneer-11 doit découvrir Saturne dans sa totalité, avec son disque jaune vif et son système d'anneaux éclairés en ombre chinoise par les rayons du Soleil. Saturne, la seconde planète du système solaire — 120 000 kilomètres de diamètre — tellement éloignée du Soleil qu'elle effectue sa révolution autour de cet astre en vingt-neuf ans et cent soixante-sept jours ; Saturne, qui tourne

cette mission, à laquelle la sonde ne survivra peut-être pas, les contrôleurs du centre de recherche de la NASA d'Ames (Californie), chargés du bon déroulement du vol, auront à cœur d'obtenir pour les spécialistes de la planétologie nombre de photos et de renseignements sur Titan — le plus important des dix satellites de Saturne — dont l'atmosphère relativement importante abrite peut-être certaines formes de vie primitive. Quelques-uns l'espèrent.

Si tout se déroule bien, la sonde américaine passera donc au-dessus et au-dessous des anneaux avant de plonger de nouveau dans l'espace. Entre-temps, elle s'intéressera à quelques-unes des lunes de Saturne : Hyperion, Téthys, Dione, Rhéa, Enceladeus — et surtout à Titan. A la surface de ce satellite de Saturne, à peine moins gros que Mars, régnerait une pression équivalente à celle de la Terre. Son axe de rotation, comme celui de la Terre, est incliné de 27°, d'où l'existence de saisons. Enfin, son épaisse atmosphère contiendrait des quantités notables d'azote, de méthane, et d'hydrogène, d'azote ou de gaz rares, comme l'argon, que la planète aurait pu retenir. Cette présence de méthane favoriserait l'existence d'un effet de serre, peut-être propice à la présence de formes de vie primitives, d'autant que, selon certains experts, la composition de son atmosphère serait analogue à celle de la Terre aux tout premiers âges.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Le Monde

Service des Abonnements
A. rue des Filles
75437 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 4567-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
125 F 270 F 385 F 500 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
250 F 480 F 700 F 920 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

ÉTRANGERS
(par mandat)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
125 F 250 F 400 F 500 F

2. - SUISSE - TURQUIE
250 F 480 F 700 F 920 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse : indiquer l'ancien et le nouveau domicile (et s'il y a lieu, le nouveau numéro de téléphone).

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance de réclamation ou de demande de remboursement.

MÉDECINE

JUSQU'AU 30 AOUT, A LYON

L'Académie internationale de médecine légale réunit son congrès

Sous la présidence du professeur Spanu (R.F.A.), se réunit à Lyon, du 27 au 30 août, le congrès de l'Académie internationale de médecine légale et de médecine sociale.

De nombreux médecins et des magistrats venus du monde entier participent à ces travaux, consacrés notamment aux catastrophes et à l'identification des corps dans les morts collectives, aux droits de l'homme et à la médecine légale, à la torture, à la médicalisation de la peine de mort et à l'identification des causes de décès par les autopsies, notamment, et en cas d'intoxications ou lorsque la responsabilité des médecins est mise en cause.

Le professeur Louis Roche, qui dirige le service de médecine légale de Lyon et préside le comité d'organisation de ce congrès, commente ici l'intérêt des autopsies systématiques dans les cas de décès mal expliqués et le rôle des commissions hospitalières qu'il importe, selon lui, de créer.

Procès et autopsie

par le professeur
LOUIS ROCHE (*)

Les progrès de la médecine et, en particulier, les techniques d'anesthésie-réanimation, ont diminué de manière spectaculaire la mortalité des actes chirurgicaux. Mais il persiste, malgré tous les efforts effectués, une mortalité certaine, minime mais de l'ordre d'un pour cent mille dans une intervention banale ou un accouchement.

Le public, et en particulier les familles, comprennent mal que, dans une période où les progrès fulgurants de la médecine sont annoncés par les médias, on puisse mourir à la suite d'une opération aussi bénigne qu'une appendicectomie ou une ablation d'amygdales, ou à la suite d'un accouchement même difficile. A priori, une telle mort est suspecte au public, à l'entourage, et de plus en plus souvent des poursuites judiciaires sont engagées.

Etant d'un âge certain, médecin des hôpitaux, professeur de médecine légale, il est normal que je sois souvent désigné dans des expertises de cet ordre, et deux affirmations s'imposent :

● Ces poursuites ne sont pas habituellement réalisées dans un but d'intérêt matériel — pour tant justifié lorsque le sujet

décédé laisse sans ressource femme et enfants. Très souvent la famille n'a pas pu savoir ce qui s'est passé et le but de la plainte est de permettre une enquête qui la renseignera.

● L'instigateur des poursuites et le conseiller de la famille est souvent un médecin qui pour des raisons variables, certaines justifiées, conseille une action judiciaire.

L'augmentation continue de ces poursuites amène à réfléchir sur ce qui peut être fait pour diminuer la responsabilité des médecins, mais pour apporter plus de clarté sur les faits reprochés, pour faciliter entre le responsable éventuel (et en particulier l'hôpital public) et le demandeur les relations, en fournissant le plus possible de renseignements et éventuellement aboutissant à une entente sur réparation éventuelle.

Il n'est pas souhaitable, en effet, que, à longueur de journées, les poursuites contre tel ou tel médecin soient mentionnées dans la presse, ce qui entraîne une sensibilisation néfaste pour le bon fonctionnement de la médecine.

Une telle méthode est facilement applicable en France puis-

(*) Professeur de médecine légale, expert national, Lyon.

Deux propositions

Deux propositions peuvent être faites :

1) Un décès post-opératoire suspect par suite de son caractère imprévu devrait faire l'objet d'une autopsie systématique.

Rappelons que, en Grande-Bretagne, un magistrat, le « coroner », contrôle toute mort qui peut avoir un caractère suspect : mort violente, décès chez un sujet n'ayant pas été vu par un médecin depuis moins de quinze jours, et, en particulier, tout décès post-opératoire.

Ce coroner désigne un médecin légiste, qui réalise, dans des conditions d'objectivité et de garantie, une autopsie médico-légale.

L'avantage est triple :

● Pour le chirurgien, il est fondamental de connaître les causes d'un décès imprévu, et l'autopsie peut apporter des éléments de grande importance ;

● Pour l'entourage, connaître le pourquoi d'un tel décès est souvent une nécessité. Nous avons, à l'Institut médico-légal de Lyon, une expérience dans ce domaine : la municipalité de Lyon verse une vacation quotidienne à un médecin de l'Institut pour recevoir les familles et leur donner une explication objective sur les causes de tout décès subit ; cette disposition est évidemment prise avec l'accord complet des autorités judiciaires ; on est très frappé de l'importance, pour une famille, de connaître, de manière la plus précise possible, la cause d'un

UN VIDE JURIDIQUE

Le problème de l'autopsie, avec ou sans consentement, se trouve en France devant un vide juridique. Le décret du 20 octobre 1974, autorisant les autopsies sans le consentement des familles et sans délai, a, en effet, été abrogé par le décret du 31 mars 1978 relatif aux prélèvements d'organes. Afin de remédier à cette lacune, Mme Brigitte Gros, sénateur, a élaboré une proposition de loi, soumise actuellement à la commission des lois. Cette proposition vise à interdire les autopsies sur le corps des personnes ayant fait connaître,

qu'une information peut être ouverte pour toute mort suspecte sur réquisition du parquet, sans désignation obligatoire d'un juge d'instruction et évidemment sans incrimination.

Comme toute activité humaine, un tel processus est valable si l'on désigne des experts compétents et impartiaux.

2) Commission hospitalière. Il existe dans certains pays, en particulier en Suède, des commissions hospitalières ayant un caractère officieux qui sont chargées d'étudier les problèmes posés par la responsabilité médicale dans les hôpitaux et cherchent à fournir, au demandeur pensant victime d'une faute médicale, les renseignements nécessaires et à parvenir à une entente sur une réparation éventuelle s'il y a faute.

Mais il est bien évident que, si aucune transaction d'intervention, le demandeur a toujours la possibilité de s'adresser à la justice.

L'intérêt d'une telle commission comprend des représentants de l'administration, des médecins hospitaliers, mais aussi un conseil juridique, est de permettre une meilleure connaissance des fautes éventuelles qui sont plus souvent des fautes d'organisation de service que des fautes de médecins.

Ces réflexions n'ont pas pour but d'atténuer la responsabilité du médecin :

● Le médecin, devant les difficultés de son métier ne peut jouer son rôle qu'en engageant dans tout acte médical son entière responsabilité ; c'est ce qui fait la grandeur de notre métier et apporte l'autorité nécessaire aux décisions prises ;

● Les procès médicaux ont des conséquences positives sur l'activité médicale : c'est l'occasion d'une prise de conscience collective des médecins. Ils fournissent également une aide précieuse pour discuter avec des administrations responsables, la nécessité de tel ou tel appareil, la mise sur pied de telle ou telle technique.

BIBLIOGRAPHIE

■ L'ENFANT SORD, DEVELOPPEMENT PSYCHOLOGIQUE ET REEDUCATION, de Denise Buisson, médecin O.R.L., phoniatre attaché aux hôpitaux de Paris, et Christiane Motte, psychologue, chargée d'enseignement à l'université René-Descartes, Paris. Editions Ballière, 254 pages.

Voici un ouvrage fondamental pour tous ceux qui occupent d'enfants sords, particulièrement les orthophonistes.

La surdité, chez le jeune enfant, a pour conséquence l'absence d'acquisition et de développement du langage. Pour pallier ce handicap

majeur qu'est la privation d'une fonction sensorielle essentielle — l'audition — il est indispensable à l'orthophoniste d'avoir une connaissance toujours plus approfondie du développement psychologique de l'enfant sord afin de favoriser au mieux son adaptation au milieu environnant et de susciter son désir de communication avec l'entourage.

Après un historique des différentes conceptions concernant la surdité et un rappel des diverses méthodes éducatives successivement employées, C. Motte étudie les incidences de la déficience auditive sur le développement

de la motricité, de l'intelligence et de la personnalité de l'enfant malentendant, en s'appuyant sur les travaux, parfois divergents, qui s'y rapportent.

D. Buisson aborde ensuite la rééducation de l'enfant sord. Un dépistage rapide de la surdité, un appareillage précoce et une éducation auditive appropriée, dès le plus jeune âge, sont les éléments indispensables à l'acquisition d'un langage oral des déficients auditifs. Reste le choix d'une méthode : plusieurs techniques sont présentées par l'auteur, qui indique ses options personnelles.

MODES DU TEMPS

LES CHAUSSURES DE L'HIVER

Retour à l'« Art déco »

Les chaussures de l'hiver, d'un style sobre, et de tous sœurs, mettent en valeur une silhouette droite en jupe ou en pantalon resserré du bas. Les formes s'inspirent des « tennnis », voire des chaussures de danse. Les revues féminines et les catalogues de vente, par correspondance, présentent les surtouts « montés » sur des escarpins à talons aiguilles de 8 ou 10 centimètres.

Les fabricants se sont inspirés des documents des années 30 à 50. Cela nous vaut des découpes « Arts déco », des trous-trous et incrustations diverses, des bouts découpés, des effets mats et brillants, des talons métallisés. Les sandales du soir sont « habillées » de strass.

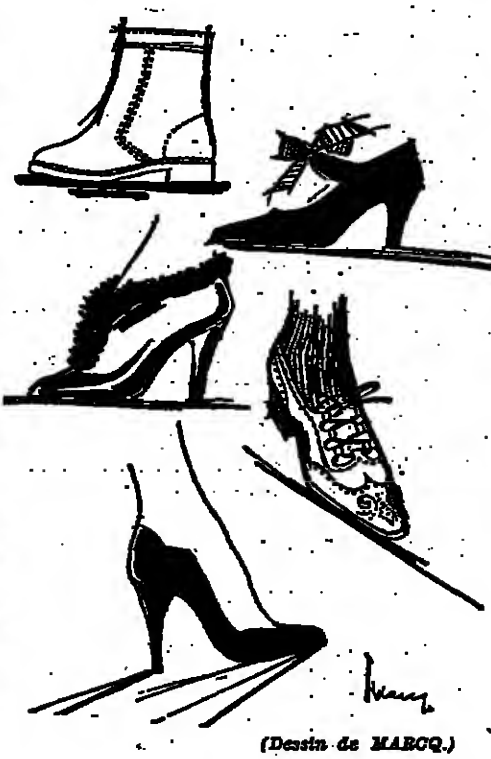
A côté de ces extravagances, les modèles à talons moyens montent sur le corps-de-pied. Les plus nouveaux sont conçus pour affiner la silhouette. Les chaussures de claquettes, à bride ou nouées d'un gros grain donnent de l'élan à la démarche. Les adeptes du moccasin en trouveront à différentes hauteurs allant du talon bas à une cambrure de 5 à 6 centimètres, notamment dans le haut de gamme.

Les bottes de cuir tendent à se faire devant les bottillons de ville, notamment à cause de la hausse des cours. Celle-ci serait due en partie aux très importants achats soviétiques, ainsi qu'à la baisse de production aux Etats-Unis et au Canada. En effet, font remarquer les spécialistes, les taureaux prennent une année sabbatique... tous les dix ou douze ans.

Avec deux millions de paires de chaussures Kickers vendues par an dans le monde entier, dont six cent mille en France, Daniel Raufast, P.-D.G. de la société, enregistre, pour le premier semestre 1979, une augmentation de 49 % de son chiffre d'affaires : 131 millions de francs, dont 43 % à l'exportation.

Les tailles les plus vendues (du 37 au 39) reflètent les courbes démographiques actuelles : priorité aux adolescentes et aux femmes. Daniel Raufast joue à la fois sur le prestige de sa marque et sur le libre-service. Les clientes de la région parisienne chaussent, pour la rentrée, leurs enfants « trise-fer » dans son dépôt du second choix, 5, rue du Mail, à Saint-Germain-l'Auxerrois.

Il compte étendre cette formule, notamment aux « tennnis ». Tous les chausseurs s'inquiètent



(Dessin de MABQ.)

KICKERS : boots pour enfants en plumes, fleurs, nappes à découper, etc. Du 27 au 30, à partir de 220 F.

BALLY : chaussures de dame noir à talon moyen rappelant le motif de claquettes, nouée sur le corps-de-pied par un ruban de gros grain. 370 F.

ANDRE : toujours l'escarpin, en bottillon rétro, bordé de fausse fourrure, en cuir bouillonné sur talon de 7 cm. 159 F.

MONCLER : ghillie en cuir gold ou bordeaux, à bout perforé pour accompagner le style écossais à l'automne, à talon de 6 cm. 325 F.

CHARLES FOUR-DAN : escarpin découpé sur talon de 8 cm. 425 F.

mentation de 49 % de son chiffre d'affaires : 131 millions de francs, dont 43 % à l'exportation.

Les tailles les plus vendues (du 37 au 39) reflètent les courbes démographiques actuelles : priorité aux adolescentes et aux femmes. Daniel Raufast joue à la fois sur le prestige de sa marque et sur le libre-service. Les clientes de la région parisienne chaussent, pour la rentrée, leurs enfants « trise-fer » dans son dépôt du second choix, 5, rue du Mail, à Saint-Germain-l'Auxerrois.

Il compte étendre cette formule, notamment aux « tennnis ». Tous les chausseurs s'inquiètent

de cette vogue, après celle des sabots. Hommes, femmes et enfants adoptent ce style avec leurs surtouts de sport et les achètent n'importe où, autour de 30 francs. Les « tennnis » sont évidemment confortables, mais sur l'asphalte échauffent les pieds à la longue.

NATHALIE MONT-SERVAN.

CATALOGUES CAMPAGNARDS

Sur les catalogues de vente par correspondance qui viennent de paraître, le mobilier en bois clair est en vedette. La Redoute, le nouveau style « campagnard » est représenté par des meubles en pin, dont les deux larges — 80 centimètres et 43 centimètres — permettent d'équiper tout un mur (p. 547). Les éléments du haut ont des étagères ou des niches, fermées par des portes pleines ou vitrées ; ceux du bas, débordant de 15 centimètres, sont des commodes ou des bahuts (chaque élément, de 250 francs à 725 francs).

Les Trois Sœurs ont également adopté le pin pour leur cuisine rustique (p. 619) d'un bahut à deux portes et deux tiroirs et d'une table rectangulaire dont le plateau mesure 1 mètre, 120 mètres ou 1,40 mètre de long (à partir de 615 francs le table en pin verni naturel).

« Coop. C'est en orme blond qu'est réalisé le mobilier d'une chambre de 11 gans sobres (p. 500). Le lit de 20 centimètres ou de 140 centimètres de large, a ses deux dossiers allongés par des découpes ; une coiffeuse d'angle, facile à placer dans une petite pièce, s'accompagne d'un pot cylindrique (1 450 francs le lit de 140 centimètres).

Habitat. Le catalogue 1980 sortira début septembre. Il sera vendu, cette année, chez les marchands de journaux des villes de plus de dix mille habitants. Des nouveaux sièges à dossier bas (canapés à deux places, fauteuils, chaises longues ou d'angle) sont recouverts de housses amovibles métalliques, en toile de coton beige (1 600 F. le canapé). Des meubles pour enfants très gais sont en plastique injecté, traité antistatique, rouge, jaune ou bleu. — J. A.

TROUVAILLES

TITES DE BOIS. Les amateurs de sculptures en bois seront séduits par ces chapeaux mignons, ces hauts-de-forme, ces « têtes » de cow-boy, taillées grandeur nature dans du frêne clair. Il y a, malgré tout, une ombre au tableau : ces pièces ont été conçues par le studio Castello, un groupe de trois architectes milanois, qui a fermé ses portes. Ces objets n'existent donc plus qu'en tirage limité mais à des prix réduits. Il reste dix chapeaux dans chaque catégorie (300 francs l'un) et aussi six petites valises qui peuvent servir de rangement (700 francs), une seule boîte de cow-boy (450 francs) et enfin, un des symboles de la France, la baguette (240 francs). Ce « modèle

unique, qui n'est pas du pain mais du bois, s'ouvre et peut être utilisé comme vide-poches.

* Dispo, 24, rue du Renard, 13004 Paris. Tél. : 87-51-92.

LE TEMPS DES CONFITURES

Voici venu le temps des confitures. Cet entourage en aluminium rend service aux ménagères. Il a un très large faux-col qui évite de verser la confiture en dehors du pot, ce qui arrive souvent. L'ustensile peut, bien entendu, servir pour mettre toutes sortes d'aliments dans des pots à large ouverture.

* 19 F. Kitchin, 11, av. de Maine, 75015 Paris. 27, rue Charles-Polisy, 83000 Toulon. 14, rue de la Barillerie, 64000 Nanterre.

Le Monde

Exposition

AUBIGNY MISSE A NU

Le musée de l'art moderne de la ville d'Aubigny-sur-Loire, inauguré en 1977, a pour directeur M. Jean-Louis Baudry. Il est installé dans un bâtiment moderne, conçu par l'architecte Jean Renaudie. Le musée expose des œuvres d'art moderne, notamment des sculptures et des peintures. L'exposition actuelle est intitulée « AUBIGNY MISSE A NU » et présente des œuvres de plusieurs artistes contemporains. Le musée est ouvert du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. Les billets sont à la vente à la billetterie du musée.

L'inventaire à travers la France

Le ministère de la Culture a lancé une grande opération d'inventaire des collections artistiques de France. Cette opération vise à recenser et classer les œuvres d'art appartenant aux collections publiques et privées. Les inventaires sont réalisés par des commissions locales, composées de représentants des collectivités territoriales et de spécialistes de l'art. Les résultats de ces inventaires seront publiés dans un grand ouvrage de référence.

lettres

MORT DE L'ECRIVAIN FINLANDAIS MIKA WALTARI

Mika Waltari, écrivain finlandais, est décédé le 28 août 1979, à l'âge de 82 ans. Il était né le 21 mai 1891 à Helsinki. Waltari est connu pour ses romans, notamment « Le feu » (1927) et « Les hommes de la montagne » (1931). Il a également écrit des nouvelles et des essais. Son œuvre a été traduite dans de nombreuses langues. Waltari était membre de l'Académie finlandaise des lettres et des sciences.



Le Monde

culture

Expositions

AUBIGNY MISE A NU

(Suite de la première page.)

Parce que l'inventaire, qui répertorie les monuments historiques ou grands bâtiments connus ou non, s'efforce de nous tenir au courant de ses longues recherches (le Monde du 6 et 13 août 7-8 janvier), et il y a fort à faire pour nous tenir en haleine devant ce travail méthodique, nous commençons à y aller d'un ou deux siècles en arrière. Parce que l'inventaire, enfin, par ce genre d'exposition, cherche à rendre sensible à son patrimoine la population des localités qu'il « visite ».

L'histoire de la ville, dont Charles VII fit don aux Stuarts en 1422, qui brûla trois fois jusqu'en 1512 et fut trois fois reconstruite, est précisément racontée dans la mesure où elle aide à comprendre la physiologie des rues et des bâtiments. Les architectes sont retracés, mesurés, comparés et mis en statistique. Sachons donc qu'on trouve à Aubigny 80 % d'habitations à deux niveaux ou encore que vingt-six d'entre elles ont la double caractéristique de dater du XVIII^e siècle et de présenter des façades à pans de bois en croix de Saint-André. Et découvrons, si ce n'est pas encore fait, que l'architecture à colombages n'est pas le fait des seules Normandies ou Alsaces.

Ainsi la ville est-elle désignée rue par rue, maison par maison, et presque pierre par pierre. On sent bien le poids et l'influence que peut avoir une telle exposition. Bien que cette mise en valeur, cette « révélation » de la ville par l'inventaire,

ne soit en rien l'équivalent d'un classement ou d'une protection, elle peut amener les citoyens à une meilleure compréhension de la parcelle de patrimoine dont ils sont les gardiens. La multiplication de ces expositions pourrait permettre d'éviter, par exemple, quelques-unes de ces dévastations dont on aperçoit d'étranges exemples dans les photographies du Grand Palais. Il en circule actuellement une vingtaine en France, outre Cadillac et Aubigny. Fougères, Guingamp, Sizun, Fougères, Belle-Ile, Nancy, etc. Malgré l'effort important que représentent ces manifestations, on reste pourtant en-dehors de ce qu'on dirait le grand pôle où se trouve toujours le patrimoine français : question de moyens. L'« Année du patrimoine » (1980) sera-t-elle l'occasion de développer comme il convient cette politique de préservation par l'exemple ?

Pour soutenir l'attention du public — car l'intérêt de ces expositions est parfois un peu trop local et leur aspect un peu répété — l'inventaire propose des formules aux thèmes plus larges et qui dépassent en tout cas l'étrange limite des cantons, des arrondissements ou des villes : les prieurs de la Sauve-Majeure en Aquitaine, l'habitat rural en Basse-Auvergne et en Bourbonnais, Viollet-le-Duc en Auvergne, le vitrail, la photogrammétrie, etc. Il faut enfin rappeler l'existence des catalogues, généralement assez bien faits et les précieux volumes qui marquent l'aboutissement du travail de l'inventaire sur les cantons inventoriés.

FREDERIC EDELMANN.

L'Inventaire à travers la France

AUBIGNY ARCHITECTURES. — Paris, Grand Palais, palais nationaux. Jusqu'au 24 septembre.

CADILLAC : ASPECTS CONUS ET INCONUS D'UN CANTON. — Paris, Grand Palais, porte D, hall du secrétariat général de l'inventaire. Jusqu'au 24 septembre.

LES PRIEURS DE LA SAUVE-MAJEURE EN AQUITAINE. — Abbaye de la Sauve-Majeure (Gironde). Jusqu'au 2 janvier 1980.

HABITAT RURAL EN BASSE-AUVERGNE ET EN BOURBONNAIS. — Biliom (Puy-de-Dôme). Du 15 septembre au 15 octobre.

VIOLLET-LE-DUC EN AUVERGNE. — Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), musée Daubigny. Du 15 octobre au 15 janvier 1980.

CHATEAUX ET MANOIRS DE L'ARRONDISSEMENT DE GUINGAMP. — Nantes (Loire-Atlantique), club Ais et Société, 18, rue de Bel-Air. Jusqu'au 31 août.

ARCHITECTURE ET MORLIERE AU CAP SIZUN. — Audierne (Finistère), salle des Halles. Jusqu'au 30 août.

RICHESSSES ARTISTIQUES DE BELLE-ILE-EN-MER. — Rennes (Ille-et-Vilaine), bibliothèque universitaire. Octobre-novembre.

HABITAT RURAL EN BRETAGNE ET EN FOUGERES. — Rennes (Ille-et-Vilaine), auberge de jeunesse. Jusqu'au 15 septembre. Paris, Grand Palais, porte D, hall du secrétariat général de l'inventaire. Du 30 septembre au 5 janvier 1980.

NANCY ARCHITECTURE 1900. — Gérardmer (Vosges), Maison des Jeunes. Jusqu'au 31 août.

ARCHITECTURE RURALE DANS LE CANTON DE BERNAY. — Bernay (Eure), hôtel de ville. Du 6 septembre au 23 septembre.

L'ART RELIGIEUX EN BURGONNE. — Bagneux-de-Burgogne (Côte-d'Or), musée Salles. Jusqu'au 30 août.

LA CREATIVITE INDUSTRIELLE EN LOIRENAISE (spectacle audiovisuel). — Paris, Centre Georges Pompidou, forum. Du 7 novembre au 30 décembre.

MADONES DU MONTMORILLONNAIS. — Montmorillon (Vienne), chapelle Saint-Laurent-de-la-Maison-Dieu. Jusqu'au 2 septembre.

FOUGERES (Vienne), Musée Sainte-Croix. ouvert tous les jours, sauf mardi. Du 15 septembre au 15 octobre.

L'INVENTAIRE GENERAL EN PAYS DE LA LOIRE : OBJETS RELIGIEUX DU CANTON DES HERBIERS. — Châssais du Puy-du-Fou (Vendée). Jusqu'au 15 septembre.

LES CONFREMERIES DE PENITENTS DANS LES ALPES-MARITIMES. — Nice (Alpes-Maritimes), palais Lascaris. Jusqu'au 28 septembre.

QUATRE DIMENSIONS POUR L'ARCHITECTURE. LA PHOTOGRAMMETRIE ET L'INVENTAIRE GENERAL. — Folders (Vienne), 182, Grande-Rue. Jusqu'au 3 septembre.

LE VITRAIL : ART ET TECHNIQUE. — Laval (Mayenne), musée du Vieux-Château.

MERCREDI



Théâtre

LA SAISON PROCHAINE AU THEATRE OBLIQUE

Pour cette nouvelle saison, le Théâtre Oblique fait, outre l'art dramatique, une large place à la danse, au mime et aux marionnettes. Henri Ronsse, son directeur, assurera lui-même la mise en scène des quatre créations annoncées : *Théâtre des monologues*, de Yannis Ritsos (du 8 au 17 novembre, avec reprise en janvier) ; *Exil*, de Racine, avec les chœurs Jean-Baptiste Moreau, sous la direction musicale de Jean-Claude Malgouère (du 12 au 18 décembre) ; *Les Miroirs d'Ortense*, de Paul Willms, en décembre et en janvier, et *La Danse de mort*, d'August Strindberg, en mai.

Le Théâtre Oblique présentera aussi la *Deviolée de Ferdinand* ou *Celine au miroir*, par Daniel Peeters, sur des textes de Céline (du 17 septembre au 4 octobre) et accueillera des spectacles locaux par d'autres troupes : *Fennemi public*, numéro 1, de Hammon Grata (du 9 octobre au 16 novembre), *Un garçon de chez Vercy* et *Emmerson-nous*, Folle-ville, de Lachère, par la Compagnie Hubert Jappelle (du 19 novembre au 30 décembre), et *Le Châssis de Warburton*, d'Année Zadek, par le Théâtre du Réfectoire (du 28 janvier au 24 février).

Deux spectacles de marionnettes sont prévus : la troupe togolaise de Kaniassé Danaye (les 5 et 6 octobre) et la Compagnie de la Compagnie avec la Belle et la Bête et *Torville*, de Lachère, par la Compagnie Hubert Jappelle (du 19 novembre au 30 décembre), et *Le Châssis de Warburton*, d'Année Zadek, par le Théâtre du Réfectoire (du 28 janvier au 24 février).

La danse sera illustrée par la compagnie québécoise Pointe-à-Pic, sur chorégraphie de Louise Lacroix et Magry Marin (du 15 octobre au 4 novembre), *Kaléidoscope* avec Page à page et *Aléatoire*, d'Alain de Ranocourt (du 7 au 16 novembre).

*-78, 2, de la Boquerie, 75011 Paris.

Festivals

Giovanna Marini, d'Alziprato à Paris

L'air de Minerva, des mains fortes propres à lâcher des colombes comme à manier la faux, les cheveux gris en désordre, les yeux de feu : Giovanna Marini a chanté de printemps à Saint-Denis, elle chante est automne à Paris. Invitée du Festival d'Alziprato, près de Calvi, on vient de l'entendre en Corse avec les filles de sa compagnie et celles des Sette Spade de Naples. Ce n'était pas pour elle une étape ordinaire que ce pays, où si subtilement interlèvent la France et l'Italie.

Aux chants violents de Giovanna Marini — complainte d'ouvrière du corail, cantate sur la mort de Pasolini, cantate des grèves et de la peur, — l'île a renvoyé des échos divers. A l'éclatant courant d'Alziprato, on s'est, comme à Paris, abandonné à la nostalgie des racines oubliées. Au village voisin de Casanovi, à peine sorti de deux jours d'incendie, les vieillards ont d'abord reçu un peu fraîchement cette visite musicale inattendue : ici le public aurait préféré qu'on parlât directement de lui. Mais à Corbara, illuminée pour une fête nocturne, entre le benjo américain du pressoir à huile et les Portugaises de Jean-François Paillard, à l'église baroque, les Corsees de tout âge et de toute origine ont reconnu à travers ces femmes du Mezzogiorno leurs propres chants, leurs cris profonds ; ici, les traductions étaient superflues, le peuple retrouvait, selon le mot de Plutarque, sa majesté naturelle, et le droit d'être entendu. C'est en Corse que des autonomistes se sont adressés à Giovanna Marini, qui les a bien compris : « Dites-leur bien à ces gens, depuis deux cents ans, on nous ferme la bouche, et que plus personne ne chante ! »

Mais Giovanna Marini est-elle l'expression spontanée de ce terroir des pays latins : Calabre, Sardaigne ou Corse ?

Il va de soi que je défends les droits de « canto radicato » du chant « à racines », dit-elle, mais je ne puis nier que la sève mûrit aussi dans les bourgades et filles de musiciens classiques, mort jeunes, demeurés, il est vrai, pour moi tantasia vague, un peu maudit, à travers la condamnation familière de sa musique non reconnue. Au-delà de mon enfance romaine très protégée, je crois que le me suis inventé une Calabre, celle de mon grand-père maternel, lui philosophe de vocation qui méprisait superbement le travail. Lorsque j'ai rencontré Roberto Leydi, éditeur des musiques populaires du groupe Belle Cio, j'ai compris que tout ce que j'avais inventé était déjà vrai.

Mais, jusqu'en 1963, le vrai, du Vivaldi ou du Palestrina avec l'Virtuali di Roma. Alors, aller dans les villages enregistrer la musique que très vaguement j'ai en orche-

trique et scandale. C'est au Festival de Spolète en 1964 — à peu près semblable à celui d'Alziprato aujourd'hui, — que j'ai senti, devant la méprise d'un public bourgeois qui s'attendait à des chansons napolitaines, combien pouvait être terrible la force d'un chant populaire engagé et moderne mais qui s'adresserait au peuple non seulement avec ses mots mais aussi avec sa voix, avec ses rythmes venus du fond de l'histoire, avec ses excès, ses stridences et même sa monotonie.

Plus de dix ans après 68, est-ce encore vrai ? Il arrive encore, parfois, que l'île dame partie d'obscénité devant les hurlements haurés de huit femmes, qu'elle reconnaisse comme expression directe et non voilée des classes subalternes, mais il est vrai que, de notre côté, l'action de rupture — est, depuis longtemps, révolue. Depuis 68, à l'école, que nous avons créée au Testaccio à Rome, nous voulons surtout étudier en profondeur la structure musicale en même temps que descendre du ghetto des marginalités. Ce n'est pas tant le texte même de tel chant fondre des fouilles qui m'intéresse, que de comprendre devant ce couple d'inspiration de vocales la raison de la répartition des rôles : pourquoi l'homme se contente de murmurer le mot ou le thème, pourquoi la femme, derrière la forte théâtralité de son rôle, n'est que l'écho amplifié, le vol d'une parole masculine secrète et suggestive.

Nous ne sommes plus seuls, heureusement ! C'est du moins un des avantages de l'île du désordre et de l'anarchie. L'absence de structures étatiques fortes (pas même un ministère de la culture) a permis une vraie prolifération d'écoles de musique populaire. Il est vrai que chez nous la culture bourgeoise est bien plus faiblement implantée qu'en France, qu'on n'a pas peur de chasser les « artistes », comme à cette fête du Sagro della Poesia, à Castel Porziano, où, devant huit mille jeunes, le plancher de la scène s'est effondré sous le poids des poètes interpellés par la foule et sommés, Ginzberg compris, de rendre compte du choix de leur expression.

Il me paraît naturel que, plus que les Parisiens, les Corsees se soient reconnus dans nos chants, mais le drame en Corse est que les Corsees ne paraissent pas minoritaires chez eux, et que, depuis si longtemps, ils sentent leur culture si méprisée. Tout près d'ici, en Sardaigne, les insultes savent se faire entendre très fort avec des gens comme à Cori di Tonofos ou Pappino Marotto.

N'est-ce pas, comme sainte Rita, se faire l'avocat des causes déses-

perées ? Il suffit de décider que les paladins des cultures perdantes deviendront ceux des cultures gagnantes. Et d'abord d'éviter cet autre snobisme qui serait celui du refus de compromis, ne pas avoir peur par exemple de se heurter aux commissions ministérielles, se battre comme les autres.

Le fameux discours « du contexte » est aussi dépassé, il faut jouer partout, aux fêtes de l'Unité comme dans les festivals chics. On a bien vu le mal qu'a fait aux jeunes réalisateurs le refus de Venise comme lieu : beaucoup ne savent plus où montrer leurs films. Une fois maîtrisé le plein et vrai usage de la voix, on s'aperçoit par exemple que le chant populaire peut très bien devenir jazz, qu'il n'est pas contre nature de mêler modes paysans et modes urbains. Partout, tous les publics doivent reconnaître des besoins essentiels, mais, pour ce jeu de miroir, il faudrait mieux avoir tout oublié.

Propos recueillis par BERNARD RAFFALLI.

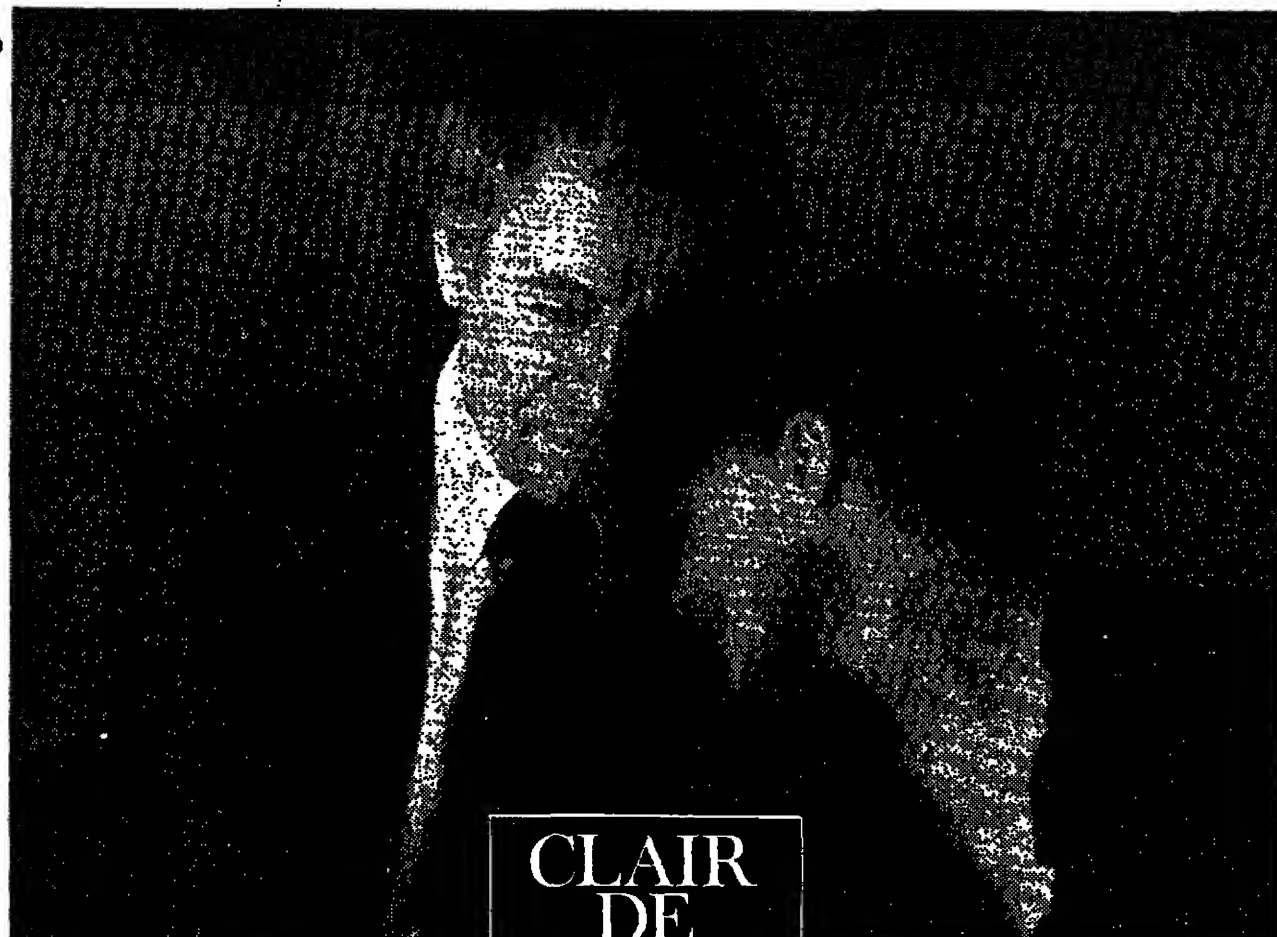
Cinéma

DOUBLE ANNIVERSAIRE A ANNECY

La Diœuvisme Congrès Indépendant du cinéma international aura lieu à Annecy, du 1^{er} au 8 septembre. Il va célébrer le cinquantième anniversaire de ce qui fut d'abord, à la Saïraz (Suisse) en 1929, le Congrès international du cinéma indépendant, pour la défense de l'« avant-garde ». Et l'a proposer — sur le thème : « Autour d'une année 1929, le champ du signe du muet — une trentaine de grands films choisis parmi ceux qui marqueront, à la cinquantaine ans, la fin du cinéma muet : la *Symphonie nuptiale*, de Stroheim ; la *Nouvelle Babylone*, de Kosintsev et Trauberg ; les *Hommes du dimanche*, de Siodmak ; *Solitude*, de Paul Féjos ; la *Chair et le Diable*, de Clarence Brown ; un chapeau de paille d'Italie, de René Clair ; le *Vent*, de Victor Sjöström ; *Brume d'automne*, de Dimitri Kirsanoff ; la *Foule*, de King Vidor. Des films récents, mais inédits en France, seront projetés à certaines séances du soir.

Cette manifestation est organisée avec le concours de la Cinémathèque suisse et du Ciné-Club d'Annecy. Les séances auront lieu au Théâtre d'Annecy, place de la Libération, Rens. 1. Cinéma en France, Boite Postale 3, 69009 Lyon Cedex 3.

A PARTIR DE DEMAIN AUX CINÉMAS MARGNAN PATHÉ - GAUMONT BERLITZ - GAUMONT RICHELIEU - WEPLER PATHÉ - MONTMARNASSE 83 - QUINTETTE 1 ET 2 - GAUMONT CONVENTION - FAUVETTE - VICTOR HUGO PATHÉ - GAUMONT GAMBETTA - VÉLIZY 2 - BELLE ÉPINE PATHÉ Thiais - MULTICINÉ PATHÉ Champigny - FRANÇAIS Enghien - ARIEL Rueil - AVIATIC Le Bourget - CYRANO Versailles - GAUMONT Evry - CLUB Maisons-Alfort - LES TROIS Vincennes



YVES MONTAND

CLAIR DE FEMME

ROMY SCHNEIDER

FILM DE COSTA-GAVRAS

Une production GEORGES-ALAIN VUILLE

D'après le roman de ROMAIN GARY

NOUVELLES

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

LE DÉBAT SUR LA RADIO LIBRE

«Radio Allobroges» pour les autonomistes savoysards

De notre correspondant

Grenoble. — Radio Allobroges a diffusé, dimanche 26 août, sa première émission. Une distribution de tracts, sur lesquels figurait le sigle du mouvement régionaliste, avait été effectuée la veille dans la ville de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie). Ils demandaient aux Mauriennais de se porter sur la fréquence 102,5 MHz à partir de 9 heures du matin. La station a émis vingt-cinq minutes; elle fut captée uniquement à l'intérieur de la ville savoysarde.

Diffusant, comme indiquait le chant des Allobroges, les animateurs de la station ont évoqué essentiellement les problèmes de la Savoie: ils réclament notamment une plus grande autonomie pour les deux départements savoysards et leur détachement, immédiat, de la région Rhône-Alpes.

Les mouvements autonomistes de Savoie et de Haute-Savoie se manifestent assez rarement. L'un d'eux, le Front nationaliste savoysard, avait revendiqué l'indépendance le 24 juillet 1978 contre le télégraphe de l'Allobroge. Le 24 août, le Front nationaliste savoysard a été réorganisé. Le 24 août, le Front nationaliste savoysard a été réorganisé. Le 24 août, le Front nationaliste savoysard a été réorganisé.

attitude au monopole de la radio-diffusion, le responsable de Radio Alpes, M. Dominique Bruyère, avait comparu le 30 novembre 1978 devant le tribunal correctionnel d'Albertville, où il fut relaxé (*Le Monde* du 22 novembre 1978). On ne peut toutefois établir un lien entre la récente initiative du mouvement régionaliste et les promoteurs de Radio Alpes.

CLAUDE FRANÇILLON.

Le directeur de l'Humanité a affirmé que «les communistes ont été les premiers à prendre une attitude positive à l'égard du développement de la technique audiovisuelle».

M. Jean Fabre, secrétaire (français) du parti radical (italien), a adressé à M. François Mitterrand, à la suite de l'inculpation

du premier secrétaire du P.S. pour l'annulation de Radio-Alpes, un télégramme de soutien, dans lequel il se déclare «disposé à examiner toutes les forces de soutien contre l'action judiciaire en cours et contre le mouvement anti-démocratique de l'Etat».

Plusieurs services d'émissions en langues étrangères de la R.B.C. pourraient, selon l'observateur, être supprimés, en raison d'économies décidées par le gouvernement. Les émissions en langues étrangères seraient menacées par les coupes budgétaires, arrêtées en commun par le ministère des affaires étrangères et la direction générale du World Service.

MARDI 28 AOUT

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 5. Vérité et histoire: le Neron de Racine; 19 h. 5. Feuilleton: Anne four après jour; 19 h. 10. Jeunes pratiques; 19 h. 45. Caméra au poing; 20 h. 30. Journal.

20 h. 35. Soirées d'ailleurs. L'Allemagne: La maison sans gardien, téléfilm de W. Segler et D. Christoff d'après Heinrich Böll.

22 h. 15. Documentaire: le Rhin. 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 30. C'est la vie; 18 h. 55. Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Les trois caméras de l'été; 20 h. 30. Journal.

20 h. 35. Les dossiers de l'écran. FILM: NAPOLEON II, L'AGLON, de C. Boissol (1981), avec B. Verley, J. Marais, G. Marchal, F. Maistre, D. Gaubert, L. Patrick. (Rediffusion.)

La vie brève de Napoléon II et de Marie-Louise d'Autriche qui, après la chute de Napoléon, fut déportée en exil à l'île de Saint-Hélène.

Inspiré d'un ouvrage d'André Castelot, une reconstitution historique soignée et parfois spectaculaire.

ANDRÉ CASTELOT

L'Aiglon

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

MERCREDI 29 AOUT

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30. Feuilleton: Doris Comédie; 13 h. 30. Journal; 13 h. 35. Série: Les mystères de l'Ouest; 14 h. 30. Vie le Viking; 15 h. Action et sa bande.

18 h. 5. L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau; 19 h. 5. Feuilleton: Anne four après jour; 19 h. 15. Jeunes pratiques; 19 h. 45. Caméra au poing; 19 h. 55. Tirage du Loto; 20 h. 30. Journal.

20 h. 30. L'histoire en jugement: le général Mac Arthur.

Que s'est-il passé en 1951 quand le président Truman a relégué le général MacArthur de son commandement en Extrême-Orient? Avec les témoignages, M. Maurice Schumann, ancien ministre, J. Chavet, ancien ambassadeur, R. Séguy, médecin, et les films, M. F. Guyon, N. Gue, B. Valéry, J. J. L. Kowalski, représentant japonais à l'ONU, et F. Lortie, docteur.

22 h. 45. Documentaire: Histoire d'un livre. II — Le destin. Réal. M. C. Schaeffer. Assur qu'un livre arrive entre les mains du lecteur, l'ouvrage est tout un processus de fabrication: de son aspect, d'ordre économique et sociologique, qui sont abordés.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 30. Quoi de neuf? 12 h. 45. Journal; 13 h. 25. Dessin animé; 13 h. 35. Feuilleton: Les arpentés verts; 14 h. Aujourd'hui, madame (Une vie, une femme, A. Tarriff); 15 h. Série: Drôles de dames (La vie de château); 15 h. 45. Sports; 19 h. Révélés A 2; 19 h. 30. C'est la vie; 19 h. 55. Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Les trois caméras de l'été; 20 h. 30. Journal.

20 h. 30. FILM: REMORQUES, de J. Grémillon (1939-1940), avec J. Gabin, M. Morcan, M. Renaud, F. Ledoux, J. Marchat, C. Blavette. (N. Rediffusion.)

En Bretagne, le capitaine d'un bateau de sauvetage doit répondre, malade, pourquoi qu'il renonce à son métier, renonce à une femme, renonce à la mer, qu'il se fait connaître sa passion amoureuse.

Le réalisateur québécois, l'humanisme de Jean Grémillon dans un drame psychologique d'une humanité profonde.

22 h. Série documentaire: Sept jours en Perse (II) — Un palimpseste. Histoires ou légendes, études ou religions, les traditions ont été défilées sur l'écran, archéologie

Vers 22 h. Débat: Un héritier gênant.

Avec MM. J. Taland et A. Castelot, historien, le E. F. Bérard de Saunoy, président de la Société d'histoire moderne et contemporaine, et M. D. Dufour, professeur à l'université de Caen.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 10. Journal; 19 h. 20. Emissions régionales; 19 h. 40. Pour les jeunes; 20 h. Documentaire: La vie qui nous entoure (La vie dans une forêt tropicale).

20 h. 30. FILM (cinéma pour tous): CARGASON DANGEREUSE, de M. Anderson (1939), avec G. Cooper, C. Heston, P. McKenna, M. Redgrave, E. Williams, R. Harris. (Rediffusion.)

Coffret en second d'un corps en détresse, abandonné par son équipage et sous le coup d'un projet de naufrage du bâtiment. Un bon film d'aventure, avec un élément de mystère de belle allure marine et la rencontre Gary Cooper-Charlton Heston.

FRANCE-CULTURE

19 h. 30. Feuilleton: «Mini-passeport» de Tybor; 19 h. 30. Dialogues avec M. Bernard, J. Paris et J. Marais: Shakespeare, notre contemporain; 21 h. 15. The Kitchen Center, for video, music and dance; 22 h. 30. Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Musique; 19 h. 5. Jazz; 20 h. Informations festival; 20 h. 30. Festival de Paris: en direct de la Sainte-Chapelle: Œuvres de Monteverdi, de Lully et P. Couperin, par les Chœurs de la Chapelle de Saint-Germain l'Auxerrois, dir. P. Bérlioz; 21 h. 30. Festival de Dyon: Ensemble Prima, Schoenberg, Stravinsky; 22 h. Ouvert la nuit: La musique sous la IV^e République (M. L. L. La Méditerranée).

MERCREDI 29 AOUT

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30. Feuilleton: Doris Comédie; 13 h. 30. Journal; 13 h. 35. Série: Les mystères de l'Ouest; 14 h. 30. Vie le Viking; 15 h. Action et sa bande.

18 h. 5. L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau; 19 h. 5. Feuilleton: Anne four après jour; 19 h. 15. Jeunes pratiques; 19 h. 45. Caméra au poing; 19 h. 55. Tirage du Loto; 20 h. 30. Journal.

20 h. 30. L'histoire en jugement: le général Mac Arthur.

Que s'est-il passé en 1951 quand le président Truman a relégué le général MacArthur de son commandement en Extrême-Orient? Avec les témoignages, M. Maurice Schumann, ancien ministre, J. Chavet, ancien ambassadeur, R. Séguy, médecin, et les films, M. F. Guyon, N. Gue, B. Valéry, J. J. L. Kowalski, représentant japonais à l'ONU, et F. Lortie, docteur.

22 h. 45. Documentaire: Histoire d'un livre. II — Le destin. Réal. M. C. Schaeffer. Assur qu'un livre arrive entre les mains du lecteur, l'ouvrage est tout un processus de fabrication: de son aspect, d'ordre économique et sociologique, qui sont abordés.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 30. Quoi de neuf? 12 h. 45. Journal; 13 h. 25. Dessin animé; 13 h. 35. Feuilleton: Les arpentés verts; 14 h. Aujourd'hui, madame (Une vie, une femme, A. Tarriff); 15 h. Série: Drôles de dames (La vie de château); 15 h. 45. Sports; 19 h. Révélés A 2; 19 h. 30. C'est la vie; 19 h. 55. Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Les trois caméras de l'été; 20 h. 30. Journal.

20 h. 30. FILM: REMORQUES, de J. Grémillon (1939-1940), avec J. Gabin, M. Morcan, M. Renaud, F. Ledoux, J. Marchat, C. Blavette. (N. Rediffusion.)

En Bretagne, le capitaine d'un bateau de sauvetage doit répondre, malade, pourquoi qu'il renonce à son métier, renonce à une femme, renonce à la mer, qu'il se fait connaître sa passion amoureuse.

Le réalisateur québécois, l'humanisme de Jean Grémillon dans un drame psychologique d'une humanité profonde.

22 h. Série documentaire: Sept jours en Perse (II) — Un palimpseste. Histoires ou légendes, études ou religions, les traditions ont été défilées sur l'écran, archéologie

et histoire, architectures et ruines de la Perse, cette seconde émission, d'une série de la série — réalisée sous la direction de la dynastie Pahlavi — est centrée autour des merveilles de l'empire achéménide.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 10. Journal; 19 h. 20. Emissions régionales; 19 h. 40. Pour les jeunes; 20 h. Cheval, mon ami (Les carabinières); 20 h. 30. FILM: UN CHATEAU EN ENFER, de P. Collac (1986), avec B. Lancaster, P. O'Neil, P. Aumont, P. Falk, A. Heeren, S. Wilson. (Rediffusion.)

Pendant l'hiver 1944, un major américain et ses hommes prennent leurs quartiers dans un château historique. Le propriétaire, qui souffre de ne pas avoir d'enfant, encourage la liaison de sa femme avec l'officier. Paroisse sur la guerre, aux frontières de l'histoire. Ce film déconstruit souvent. La bataille finale est superbement dramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance: Le sommeil et ses perturbations; 8 h. 30. Histoire de la musique; 8 h. 50. Récit de hasard; 9 h. 2. Matinales des sciences et des techniques; 11 h. 2. Evolution musicale; 12 h. 30. Bureaux de contact; 13 h. 30. Les tournées du royaume de la musique; 14 h. Un jour, des voix: «Nul conquérant n'arrive à temps», de Vera Fyodor; 14 h. 45. L'école des parents et des éducateurs; 14 h. 57. Point d'interrogation: la médecine de l'espace; 15 h. 10. Bureau de contact; 16 h. 50. Livre appel; 17 h. 30. Feuilleton: «Mini-passeport» de Tybor; 19 h. 30. Sciences: le darwinisme aujourd'hui; 20 h. Au Festival d'Avignon: «Le Cirque impérial», par le Centre dramatique de La Courneuve; 22 h. 30. Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien vacances; 9 h. 2. Matinales: Le Gewandhaus de Leipzig (Bach, Orig. Mendelssohn, Schumann); 12 h. Les vacances du musicien: Mozart, Beethoven; 13 h. 35. Jazz: Summer sequences; 13 h. 5. Devoir de vacances: Soudai; 14 h. 30. Matinales: Opéra: Porgy and Bess, de Gershwin; 17 h. 15. Les chemins de la terre; 18 h. 2. Musique; 19 h. 5. Jazz; 20 h. 4. Festival de Salzbourg: «Aida» (Verdi), par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. K. Rajan, avec M. Freni, M. Horne, J. Carreras; 22 h. 30. Ouvert la nuit: La musique sous la IV^e République (P. Schmitt); 23 h. La Méditerranée.

LA MONTE DE LA JUNGLE (Fr.) : Studio Bérard, 15 (332-42-42); U.O.C. Opéra, 15 (332-42-42).

LA MONTE DE LA JUNGLE (Fr.) : Studio Bérard, 15 (332-42-42); U.O.C. Opéra, 15 (332-42-42).

LA MONTE DE LA JUNGLE (Fr.) : Studio Bérard, 15 (332-42-42); U.O.C. Opéra, 15 (332-42-42).

LES FILMS NOUVEAUX

LE DIVORCEMENT, film français de Pierre Baruch: Bérard, 15 (332-42-42); U.O.C. Opéra, 15 (332-42-42).

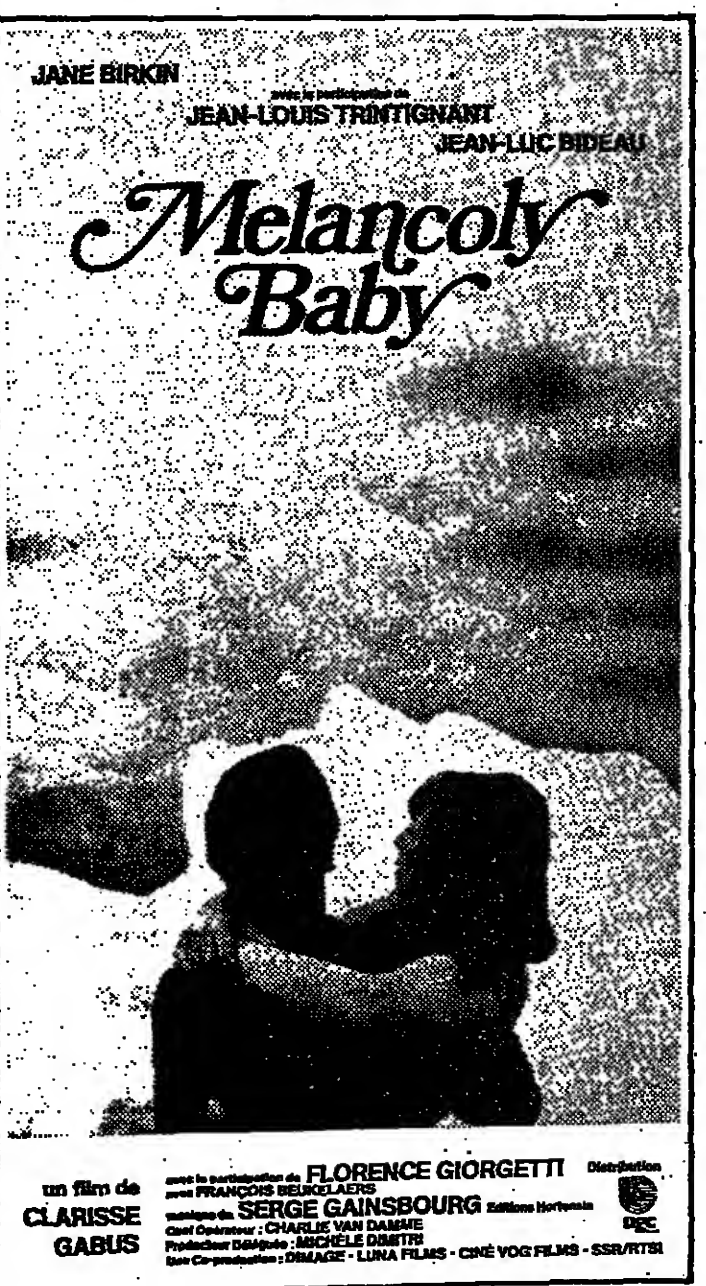
LA MONTE DE LA JUNGLE (Fr.) : Studio Bérard, 15 (332-42-42); U.O.C. Opéra, 15 (332-42-42).

LA MONTE DE LA JUNGLE (Fr.) : Studio Bérard, 15 (332-42-42); U.O.C. Opéra, 15 (332-42-42).

MERCREDI



MERCREDI



un film de CLARISSE GABUS

OTC 1071 KAP

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

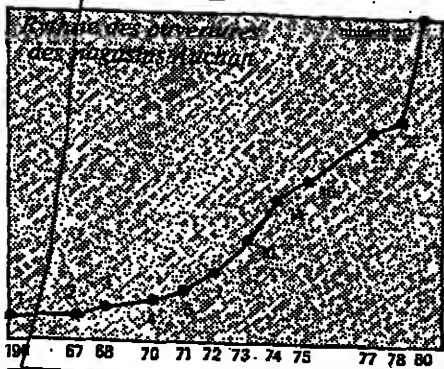
offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

AUCHAN

Du tempérament, des diplômes universitaires, E.S.C.,



des valeurs sûres pour réussir chez Auchan.

Auchan est une des entreprises les plus performantes dans le secteur de la distribution grâce à sa structure très décentralisée.

Auchan compte aujourd'hui 24 hypermarchés en France, soit 2 fois plus qu'il y a 5 ans. Il y en aura plus de 30 en 1981. Cette expansion permet à chacun de satisfaire sa volonté de réussir.

Chacun des directeurs d'hypermarchés recrute actuellement des responsables de rayons pour lui-même et pour l'expansion.

Cette fonction de responsabilité est un passage obligatoire dans notre métier vers des postes de Chef de Secteur, de Contrôleur de Gestion, et tous nos Directeurs de Magasins l'ont exercée.

Nos objectifs de développement nécessitent de faire appel à des hommes qui possèdent, outre une formation universitaire (commerce ou technique de gestion), un tempérament jeune, fonceur et accrocheur.

Pour répondre à cette annonce, envoyez C.V. manuscrit et photo à l'un de nos Directeurs qui centralise les candidatures pour les magasins mentionnés ici et précisez sur votre réponse la référence indiquée.

La fonction est passionnante car nos responsables de rayons sont à la fois :

Commerçants : ils définissent leur politique commerciale (choix de la gamme de produits, fixation des prix de vente), fixent leurs objectifs de C.A. et de rentabilité, décident et mettent en œuvre les moyens pour les atteindre.

Meneurs d'hommes : ils embauchent, forment et animent leurs équipes.

Gestionnaires : ils mesurent et améliorent leurs résultats en utilisant les outils informatiques et de contrôle de gestion.

Il est offert :

- un travail passionnant dans des équipes jeunes et dynamiques,
- une formation complète au métier de la distribution,
- de réelles possibilités de promotion.

- une rémunération en rapport avec les responsabilités de la fonction, complétée par un 13^e mois, une prime d'intéressement aux résultats du magasin, une participation aux bénéfices de la société, un partage des plus-values par l'actionariat et de nombreux avantages sociaux.

AUCHAN - 13100
Rue de la République, 13100
Rue de la République, 13100
Rue de la République, 13100

AUCHAN - 13100
Rue de la République, 13100
Rue de la République, 13100
Rue de la République, 13100

AUCHAN - 13100
Rue de la République, 13100
Rue de la République, 13100
Rue de la République, 13100

CONTROLEUR DE GESTION
100.000 F.

Biens d'équipement
PARIS

Une société européenne (5.000 p.), filiale d'un groupe industriel français (25.000 p.), et spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement pour le « bâtiment », recherche un contrôleur de gestion. Sous l'autorité du Directeur Financier, il aidera la Direction Générale à définir les lignes d'une politique globale en matière de gestion. Il élaborera différents tableaux de bord et il contrôlera les écarts en termes de prix de revient et de marge pour chaque ligne de produit. Pour différentes sociétés du groupe, il analysera mensuellement les écarts réalisations/prévisions au niveau de l'exploitation, de l'évolution des besoins de fonds de roulement, de la trésorerie et du financement et il proposera des mesures de redressement. Il aidera ces sociétés à mettre en place un système de contrôle budgétaire et il veillera à ce que les prévisions ainsi définies soient correctement suivies. Le candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans, de formation BEC, BESEC, BEC, option finance-comptabilité, parfaitement bilingue français/allemand, possédant une expérience professionnelle de quelques années, acquies en tant que contrôleur de gestion dans une société industrielle. Ecr. s/réf. 278 M &

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 Paris.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TERTIAIRE
recherche pour ses activités industrielles dans la région parisienne

Un Ingénieur Arts et Métiers

5 ans d'expérience en fabrication mécanique dans le secteur aéronautique
● Anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et prétentions sous réf. HOND mentionnée sur enveloppe

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Chaîne de Magasins spécialisée dans le prêt-à-porter pour Femmes, Hommes et Enfants

recherche

DIRECTEURS DE MAGASIN

en prévision de l'ouverture de nouveaux points de vente.

Les candidats doivent être âgés d'au moins 25 ans, avoir une formation supérieure (économique, commerciale ou gestion de personnel) et, si possible, déjà une expérience de vente dans le commerce de détail. Ils devront avoir une réelle motivation pour la coordination, l'animation et le contrôle d'équipes de personnel de vente et de personnel administratif.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
C & A DIRECTION GÉNÉRALE R&M DM
CEDEX 12 - 92081 PARIS LA DÉFENSE

SOPRA Ingénierie des systèmes d'information
(PARIS, GRENOBLE, LYON, STRASBOURG)

jeune ingénieur

GRANDE ÉCOLE (OPTION INFORMATIQUE)

Notre expérience de 10 ans dans un secteur en expansion constante, notre stabilité et nos références, nous permettent d'être présents sur les marchés importants des systèmes d'information, en France et à l'étranger, qui utilisent des techniques de pointe (mini, télétraitement, base de données), ainsi que dans des secteurs particuliers tels que Banque, Industrie, Assurance, Hôtellerie, Médical, Administration de biens, etc.

nos méthodes et vous permettra d'acquies une expérience diversifiée.

Vous évoluerez ainsi vers des responsabilités, d'abord dans la réalisation, puis dans la conception et l'encadrement de projets, ou bien vers des activités technico-commerciales.

Pour prendre contact, écrivez avec C.V. et photo, sous réf. 4630, à Mme Schreier, SOPRA, 90, rue de Flandre, 75019 Paris.

SOPRA

Chaîne de Magasins spécialisée dans le prêt-à-porter pour Femmes, Hommes et Enfants

recherche

CADRES COMMERCIAUX

Les candidats âgés d'au moins 23 ans, libérés des obligations militaires, ayant quelques années d'expérience commerciale ou cherchant une première situation devront être intéressés et motivés par les fonctions que peut offrir à court ou moyen terme une société de distribution moderne et en pleine expansion.

Les candidats devront avoir une formation supérieure (commerciale ou économique), une culture générale solide, parler et écrire couramment l'anglais et l'allemand, ou du moins l'une de ces deux langues.

La formation des candidats retenus sera assurée par des stages à l'issue desquels des fonctions à responsabilité progressive pourront leur être confiées.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
C & A DIRECTION GÉNÉRALE R&M CC
CEDEX 12 - 92081 PARIS LA DÉFENSE



emploi régionaux

SOCIÉTÉ A VOCATION NATIONALE
recherche pour mission longue durée

INGÉNIEUR QUALIFIÉ SÉCURITÉ PÉTROCHIMIE BATIMENT T.P.

capable de secondier Chef d'Entreprise, secrétaires C.S.P.S., etc.
Première zone d'activité Ouest-France
Base juridique : MARSEILLE
Age indifférent mais bonne constitution physique. Le candidat devra apporter la preuve de sa qualification.

Tél. urgent (91) 39-41-53 pour rendez-vous ou écrire au n° T 15023 M REGIE-PRESSE 65 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Etablissement privé de formation à distance recherche

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

capable d'assurer le développement de ses contacts avec les plus grandes entreprises et les organismes professionnels.

Le candidat, dynamique, possédant une formation supérieure, une expérience des contacts, devra effectuer de nombreux déplacements. Base de travail : ROUEN.

Env. C.V. dét. à CERFOD, 123, av. J.-Jaures Paris 19^e

DANTO ROGAT
Génie climatique
Energies nouvelles
recherche pour son service
PROTECTION INCENDIE
TECHNICO-COMMERCIAL
Expérience du matériel et des installations de protection incendie est indispensable. Ce poste est à pourvoir du 1^{er} septembre à Lyon.
Envoyer C.V. détaillé + photo + prétentions, au Service du Recrutement, S.P. 725 6235 LYON CEDEX 02

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES

296-15-01

GRUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN, leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation, propose à un

CADRE FINANCIER

une CARRIÈRE INTERNATIONALE, lui permettant d'accéder par des responsabilités croissantes à des fonctions de haut niveau.

Il lui sera proposé, dans un premier temps, une formation d'environ 2 ans grâce à des missions variées dans la filiale française qui est la plus importante du Groupe.

Le candidat retenu aura 30 ans minimum, et

● une formation supérieure avancée ;
● 5 ans d'expérience des problèmes financiers de l'entreprise (comptabilité, contrôle de gestion, budgets, etc.) ;
● une parfaite connaissance de l'anglais et si possible une troisième langue.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous réf. HURO (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Pour renforcer son équipe informatique, pour participer à la mise en place de nouveaux matériels et logiciels et pour assurer l'évolution des systèmes en place,

Les services organisation et informatique du

Groupe BEL

recherchent UN OU UNE

Programmeur Système

- formation supérieure (Institut de programmation ou équivalent).
- 1 ou 2 ans d'expérience en système souhaités.
- forte motivation pour mise en œuvre de l'informatique distribuée (grande variété de systèmes, réseau de mini-ordinateurs, ...).

Prière d'adresser C.V. et prétentions au Service du Recrutement - Sociétés des Fromageries BEL, 9, rue d'Anjou - 75008 PARIS.



THOMSON-CSF

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

(TOULOUSE, GRENOBLE, ENSI...)

LA DIVISION AVIONIQUE

recherche pour ses laboratoires de

MALAKOFF

des Electroniciens débutants

pour leur confier des travaux de :
- Conception et réalisation de prototypes d'équipement aérospatial dans le domaine des circuits de puissance.
Possibilité ultérieure d'évolution vers d'autres technologies.

Envoyer C.V. et photo au Service du Personnel, Division Avionique, 68, avenue Pierre-Brossolette, 92240 MALAKOFF.

AIR FRANCE

recherche

Cartographe

diplômé de l'école nationale des sciences géographiques (I.T.G.C.E.), de l'école supérieure de géographie cartographique ou de formation équivalente.

Ayant plusieurs années d'expérience (cartographie-typographie-topographie-édition)

Il doit posséder une bonne connaissance de l'anglais (parlé et écrit) et des qualités de commandement.

Il devra acquies dans le cadre de l'entreprise une formation aéronautique répondant aux activités du service.

Age souhaité 35 ans maximum.

Salair brut annuel après intégration : 60 000 F

Adresser votre C.V. au Service Personnel de la Direction des Opérations Aériennes

AIR FRANCE

Orly Sud 114

94396 ORLY Aéroport cédex

T. R. T.

TELECOMMUNICATIONS - RADIOÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES

Ayant de bonnes connaissances en hyperfréquences et intéressés par des travaux de recherche et de conception de systèmes nouveaux dans le domaine Détection - Traitement de Signal - Antennes en vue d'applications aéronautiques.

Adresser C.V. à T.R.T., 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

051 271 1649

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

TEKELSA TA AIRTRONIC
22 SEVRES
recherche pour son service organisation

UN INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

Chargé :
— de l'analyse des procédures et des fonctions ;
— de la synthèse, puis de la mise en œuvre des modifications à apporter.

Il doit avoir de bonnes connaissances d'informatique et une expérience de plusieurs années dans un service ou dans un cabinet d'organisation.

Poste évolutif pour élément de valeur

Cantine - avantages sociaux - 13^e mois
Envoyer C.V. détaillé et prétentions au réf. 1431 à
TEKELSA AIRTRONIC
Service du Personnel, 1, rue Carlo-Vernat
92110 SEVRES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE - PARIS
recherche pour son service ELECTRICITE

INGENIEUR ELECTRICIEN DIPLOME

possédant quelques années d'expérience en conception et suivi de réalisations de réseaux électriques de distribution industriels et d'automatisation de processus de fabrication.

Bonne connaissance de l'Anglais.

Le poste pourra impliquer des séjours de longue durée à l'étranger.

Adresser C.V. et photo s/réf. 3222 à Adal Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

CABINET D'AUDIT

recherche RAPIDEMENT
COLLABORATEURS EXPERIMENTES

possédant :
— expérience de 2 ou 3 ans en matière de révision ;
— formation supérieure et au moins le DECS ;
— bonne connaissance d'une des langues suivantes : Anglais, Allemand, Espagnol et Italien.

NOUS PROPOSONS :
— l'accès à des techniques avancées ;
— des missions variées ;
— une formation interne continue et approfondie ;
— une situation d'avenir pour des candidats compétents et dynamiques.

Adresser curriculum vitae, photo et prêt. à G.D.V. 114, avenue Charles-de-Gaulle 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

LA Caisse Nationale de

CRÉDIT AGRICOLE
Recherche pour Saint-Quentin-en-Yvelines (78) (I.B.M. 370/158 sous OS/VS 1)
INGÉNIEURS ANALYSTES
Formation Grande Ecole ou Ingénieur diplômé
Bonne expérience en réalisation de Projets informatiques de Gestion

Adresser C.V. + Prêt. s/réf. 59 82 à CNCA Serv. Recrut. Carrière Cedex 26 - 75300 Paris Brun.

LE CRÉDIT HOTELIER

COMMERCIAL ET INDUSTRIEL
favorisé par ses concours à moyen et long terme
LE DÉVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
pour renforcer ses ÉQUIPES RÉGIONALES.
Il recherche pour
LYON, METZ, LILLE ET PARIS
DES DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX
— Formation Ecole Supérieure de commerce ou équivalent, option finance, comptabilité ;
— Profil commercial.
Ils seront chargés de leur secteur (on ou deux départements) de la prospection des entreprises industrielles, de la constitution des dossiers de crédit, en relation avec les banques et autres prescripteurs.
La formation de base dure trois mois, elle commencera début octobre.
Envoyer C.V. photo (retournée) et prétentions en précisant la région choisie sous réf. DO au Service du Personnel Chel. 78, rue Olivier-de-Serres, Paris (15^e)

Les Echos

Le quotidien de l'économie
recherche
PROSPECTRICE
POUR LEUR SERVICE DES ANNONCES CLASSÉES

Il s'agit de promouvoir par téléphone auprès des diverses entreprises industrielles et commerciales la vente des différents rubriques : offres d'emploi, immobilier, affaires.
Vous aimez convaincre ?
Vous êtes tenace et enthousiaste ?
Vous avez la volonté de réussir ce que vous entreprenez ?
Vous avez une voix agréable et vous considérez le téléphone comme un moyen privilégié de communication.

Alors vous êtes celle que nous recherchons !
Et en échange nous vous :
— un excellent support, une formation et motivation permanentes ;
— salaire fixe + intéressement.
Tél. au 225-19-63, poste 138

offres d'emploi

COMMISSIONNAIRE AGREE
recherche

JEUNES COMMERCIAUX

Dynamiques, ambitieux,
excellente présentation
pour contact clientèle haut niveau.
Rémunération en fonction des résultats
Téléphoner Mme Haemmel 359.88.20.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE IMPORTANTE

recherche pour son

UN (E) TECHNICIEN (NE) COMMERCIAL INTERNATIONAL
NIVEAU AGENT DE MAÎTRISE

MISSION : suivi et gestion, en liaison étroite avec services commerciaux, usines, transitaires, des opérations administratives en France et à l'étranger.
FORMATION : BTS de commerce international ou DUT technique de commercialisation avec expérience dans le domaine exportation.
Anglais commercial indispensable.

Lieu de travail : PARIS - GARE DE LYON
Adresser C.V. et prêt. à n° 21986 CONTESSER PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

située à PARIS
recherche
pour sa DIVISION TELEPHONE PUBLIQUE

INGENIEURS et TECHNICIENS INFORMATIQUES

Débuteurs et confirmés
Pour participation à la conception et à la programmation de logiciels téléphoniques en temps réel. Ces postes offrent de réelles possibilités d'évolution dans un domaine en pleine évolution.

Déplacements à l'étranger possibles.
Connaissance de l'anglais souhaitée.

Ecrire avec C.V. et prétentions à n° 21685 CONTESSER PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Entreprise Travail temporaire
recherche JEUNES
COMMERCIAUX (LES)
Quelques années d'expérience dans la vente serait souhaitées.
Ecrire avec C.V., photo, à
BETINA 26, rue Léopold-Beilain - 75002 PARIS

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

UN AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour assistance technique et promotion de prod. sur champ de pétrole. Déplac. fréquents au Moyen-Orient et Maghreb.
D.I.T. de chimie obtenant + très bonne connaissance Angl. Adresser lettre manuscrite + C.V. + prêt. à M. AZEMA, 101, rue de la République, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt.
PRÉS TUILERIES
PROPRIÉTAIRE V.D. STUDIOS
DE 22 A 30 M²
Tél. le matin 9 h 30 à 12 h :
254-99-25, sur place
mardi, jeudi, 14 à 18 h :
11, rue de la Soudrière,
Paris 1^{er} (sacrilin A).

4^e arrdt.
VRAI MARAIS
57, RUE DES TOURNELLES
Renouvellement de grande qualité
2-4 PIÈCES - 1.000 F le m².
Visites de 14 h 30 à 18 h 30
(sauf dimanche) ou tél. 274-59-18

5^e arrdt.
PRÉS LUXEMBOURG
Propriétaire vend grand studio,
double living avec terrasse.
Cuisine équipée, salle de bain
sur place mercredi et vendredi,
14-18 h : 11, rue de la Soudrière,
Paris 1^{er} ou le matin : 723-38-44.

6^e arrdt.
RUE DE SEINE
Ravissante maison 180 m²,
4 chambres, calme, vue étal.
PRINCE - 224-44-42

7^e arrdt.
ST GERMAIN-DES-PRÉS
STYLT STUDIO
120.000 F - 224-84-57

8^e arrdt.
AV. DE SUPPÈRE
Très beau 3 P., cuis., élév. par
escalier, 2 salles de bain.
FONCIP. 265-70-72

9^e arrdt.
Pres Pte d'Honneur, apt. colat
et habitation 70 m² environ
Tél. : 625-42-17 ou 49-73

10^e arrdt.
30 minutes OPERA, square
MONTMARTRE, vue directe
sans vis-à-vis, 3 P.,
80 m² env., chère de
serv., 16^e, esc. cave.
8.000 F environ le m².
Mercredi, jeudi, 10 à 18 h.
4, RUE ROCHAMBEAU.

11^e arrdt.
Lafayette et bel imm. P. de T.
P. et asc., soleil, beau studio
à rénover. Exception. 878-41-63.

12^e arrdt.
Part. vds 12, r. de Lancry.
M^e République, imm. P. de T.
côté cour, calme, 1^{er} et 2^e P.,
cuis., s. d'eau, entr., petit
détaché, cave et chambre au
1^{er} et 2^e R. Rm à louer. Pour
rend. tél. à M. DESMAYES
au 781-16-18.

13^e arrdt.
GRAND STUDIO
TOLBIAC 17 CONFORTE 32 m²
+ parking, él. élév. - 744-59-42

14^e arrdt.
RUE BOBILLOT
De l'imm. bricolez liste de taille
2 P. ENTièrement RENOVÉ
280.000 F. - 523-95-28

15^e arrdt.
ETOILE-FOCH
SUR AVENUE imm. 11 confort.
côté soleil, 4 étages, belle
réception, 2 ch. de 12 m²,
200 m² environ. A RENOVER.
Le matin : 723-38-59

17^e arrdt.
S.F.P.G.S.I. (groupes 500) vend
AV. GRANDE-ARMÉE
Très bel immeuble 1700 m² env.
5 PIÈCES A 3 P. - 1200 F
105 A 145 M² - Tél. 755-96-57

18^e arrdt.
AVENUE TERNES (Près)
5 P. bain, soleil, S.O.E.L.
Excellent plus. IMM. STAND.
1.130.000 F - 727-84-76

19^e arrdt.
MONTMARTRE, Vue s/Verdure
STUDIO à 5 P. en totalité 8-1-2
ref. n° P. Prix excep. Sur place
22, r. J.-Démestre. 878-41-63

locations non meublées

Demande

Paris

Part. ch. apt. 1 ou 2 pces.
Calme indép., quart. pr. rue
Daumesnil (14^e) et mosquée (17^e)
ou sq. Saint-Chamont (19^e)
Tél. entre 17 et 20 h. 707-49-22

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES
villas, pavillons très bant. Loy.
garantis 4.000 max. 283-57-02

locations meublées

Demande

Paris

OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction
beaux apparts de stand. A P.
et plus 285-11-08.

EMBAÏS SERVICE rech.
du studio au 4 P. Paris
et villa banl. Ouest.
Paireur direct. 265-47-77

Région parisienne

Recherche très urgent villa ou
appartement à 5 P. très bon standing
pour 6 mois. Tél. : 271-35-87.

hôtels-partic.

MENTON COTE D'AZUR
part. vds murs et fonds hôtel-
pension 35 m² import. bénéfice
15.500 F - 744-59-22

immeubles

VANVES pres EGLISE, immeu-
ble à 5 P. en totalité 8-1-2
Rapport 50.000 F. - 744-59-45

Immobilier (information)

OUVERT EN AOÛT

Information Logement

525.25.25

Gratuitement, tous les renseignements sur
des milliers de logements neufs à l'achat
à Paris et en Région Parisienne.

Prenez rendez-vous
Centre Etoile, 49 avenue Kléber

OFFICIERS MINISTÉRIELS
et ventes par adjudication

Cabinet de M^e Jacques DUHAMEL, Avocat à DRAGUIGNAN,
45, boulevard Luchet - Tél. (04) 58-00-35

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME
AU PALAIS DE JUSTICE DE DRAGUIGNAN

LE JEUDI 27 SEPTEMBRE 1979 A 14 H 30

DE PLUSIEURS PARCELLES DE TERRE sises

1^{re} lot : 25 ha 27 a. 30 ca à CAILLAS (Var)
Mise à prix : QUARANTE-SIX MILLE DEUX CENTS FRANCS
(46.200 F)

2^e lot : 57 ha 96 a. 27 ca à DRAGUIGNAN (Var)
Mise à prix : CENT SOIXANTE-DIX MILLE CINQ CENTS F.
(171.500 F)

3^e lot : 159 ha 80 a. 74 ca à TOURVES (Var)
Mise à prix : DEUX CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE
CINQ CENTS FRANCS (211.500 F)

4^e lot : 68 ha 15 a. 35 ca à MEUNES-LES-MONTBIEUX (Var)
Mise à prix : CENT VINGT ET UN MILLE CENT FRANCS
(121.100 F)

5^e lot : 73 ha 15 a. 85 ca à NEOLUES (Var)
Mise à prix : TROIS CENT QUARANTE ET UN MILLE FRANCS
(341.000 F)

6^e lot : 10 ha 65 a. 42 ca à BRIGNOLES (Var)
Mise à prix : SOIXANTE-QUATRE MILLE HUIT CENTS F.
(74.800 F)

7^e lot : 18 ha 80 a. 30 ca à BRIGNOLES (Var)
Mise à prix : CENT QUARANTE-TROIS MILLE FRANCS
(143.800 F)

8^e lot : 78 ha 81 a. 21 ca à BRIGNOLES (Var)
Mise à prix : DEUX CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE CINQ
CENTS FRANCS (211.500 F)

9^e lot : 87 ha 43 a. 94 ca à CABASSE (Var)
Mise à prix : DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE FRANCS
(275.000 F)

Rédigé par l'avocat soussigné
Jacques DUHAMEL

VENTE SUR LICITATION - PALAIS DE JUSTICE PARIS

LE 17 SEPTEMBRE 1979 - 14 HEURES

EN TROIS LOTS

1^{er} lot : APPARTEMENT r.-de-ch. dr. bdt. B. escal. 1, compr. entrée, salle
de bdt, cuis., 1 ch., s. de bnt, w.-c., rang., dég. Joulas, idm priv. Et les
227.600 F des p. comm. (lot n° 52). Au s-sol : 3 cave n° 30 et les 37.600 F
des p. comm. (lot n° 70). Un emplacement de par. pour bdt. D. n° 41
Et les 67.800 F des p. comm. (lot n° 181), de ensemble imm. sis à Neuilly-
sur-Seine (Hts-de-S.). 58 bis, bd V.-Hugo, es 10-12-14, rue St-Paul, Vls. mar.
17 à 19 h. ssm. de 10 h à 12 h.

2^e lot : PARCELLE DE TERRAIN sise à Goupillières (Yvelines), Chemin du
Vieux-Moutier, lieu-dit « Le Village », contenance 13 a 70 ca.

3^e lot : PARCELLE DE TERRAIN sise à Gordes (Vaucluse), lieu-dit « La
Gacholle », conten. 55 a 30 ca, en nature de labour. MISES A PRIX :
1^{er} lot : 300.000 F ; 2^e lot : 45.000 F ; 3^e lot : 20.000 F.

S'adr. pr la rnsuign. à : M^e Marcel JARRY, Avocat à Paris, 50, bd Maies-
herbes, M^e Roger Belhout, Avocat à Paris, 4, r. de la Paix. M^e Pierre Bagnat,
Avocat à Paris, 43, rue de Courcelles. Et à tout avocat près les Tribunaux
de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil

Cabinet de M^e Jacques DUHAMEL, Avocat à DRAGUIGNAN,
45, boulevard Luchet - Tél. (04) 58-00-35

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME
AU PALAIS DE JUSTICE DE DRAGUIGNAN

ET SES RÉPERCUSSIONS POLITIQUES

Libres opinions

PREMIER MINISTRE ET MONDIALISTE

par FRANÇOIS GUÉRARD (*)

DEPUIS 1978, la fonction de premier ministre en France a connu une évolution importante et nouvelle : le chef du gouvernement se trouve y tenir à la fois un rôle national et un rôle international. De 1958 — date de la fondation de la V^e République — aucun premier ministre n'avait eu la nomination de M. Raymond Barre, n'a été choisi essentiellement pour ses qualités d'homme international : le domaine international restait du champ propre du président de la République.

Au moment du troisième anniversaire de l'arrivée de M. Raymond Barre à l'hôtel Matignon, il est utile de se rappeler que celui-ci entra dans les instances gouvernementales en tant que ministre du Commerce extérieur du gouvernement de M. Jacques Chirac. Avant cette charge, il tint entre autres la vice-présidence française de la Commission unique des Communautés européennes, où il acquit une notoriété, non seulement européenne mais mondiale. Maintenir la valeur internationale du franc et un niveau satisfaisant de la balance des paiements, ce fut l'axe majeur de la politique gouvernementale, et au milieu des tempêtes provoquées par la hausse du prix des matières premières et du jeu désordonné des monnaies dans le monde. Voilà bien une politique de nature éminemment mondiale.

Les pessimistes disent que cette action s'effectue à l'importance quel prix : sa sanction principale étant un chômage accru ; les optimistes affirmant que la rigueur permet en très grande partie de tenir ce cap dans les plus mauvaises circonstances, et que les Français ont ainsi commencé à comprendre les changements internationaux intervenus dans le monde.

Politiquement, cette ligne de marche entraîne une transformation profonde du caractère et du rôle du premier ministre.

Maintenant, l'image d'un homme international lui est indispensable ; il doit être reconnu par nos partenaires comme tel, et au premier chef en Europe par notre coéquipier allemand, même si cet état de fait peut déplaire. De surcroît, il lui faut toujours assumer la fonction de chef d'état-major pour le président de la République. Voilà de nombreuses années que la France a choisi la compétition internationale ; à partir de 1974, en raison de la crise pétrolière, cette orientation s'est accentuée ; il est dès lors évident qu'elle n'entraîne point de conséquences dans la conduite de l'Etat.

Ainsi donc, à l'heure présente, le choix d'un premier ministre ne peut être effectué d'un point de vue simplement national. Le système monétaire européen est en place ; or, on ne l'a pas fait que le jour sans la garantie qu'apporte à nos partenaires la présence, à la tête de la France, d'hommes rompus à l'économie et à la finance internationales.

Une des faiblesses de l'opposition en France vient de ce que les élections et les élections européennes ne sont pas des élections de la victoire de la majorité en 1978.

La V^e République — créée dans l'atmosphère empoisonnée de la guerre franco-francaise d'Algérie — se trouve, vingt ans après, soumise au vent du grand large ; elle ne peut alors que se choisir des dirigeants qui aient apprécié et qui savent opérer sur l'échiquier mondial, là où se joue réellement l'indépendance actuelle et future de la France.

(*) Membre du conseil politique national du Centre des démocrates sociaux, délégué de l'Union pour l'U.D.F.

Après la volée de bois vert décernée au premier ministre par l'opposition et par la plupart des commentateurs, l'attention se tourne vers les organisations syndicales, dont on se demande quel rôle elles joueront dans les mois à venir. Les organisations syndicales de France, revues de vacances dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, Georges Manry s'interroge : « Tout le monde, on peut s'en rendre compte, mécontent, désenchanté ou révolté ? Peut-être, écrit-il. Mais ce sentiment-là cohabite avec autre chose, qu'on identifie malaisément : crainte du pire, conviction qu'il n'y a pas de solution de rechange, lassitude à l'égard des appareils politiques ou syndicaux, révolte, attente... La situation est insaisissable », ajoutait-il de Gaulle en 1968. Il y a de cela, en 1979.

« Climat malsain », renchérit Pierre-Luc Séguin dans L'ESPRESSO, commentant la situation : « L'opposition, comme et le pays s'effondrent doucement, inexorablement : la France a, pour toujours, quitté la Havre, la sidérurgie lorraine s'écroule ; les grands hôtels parisiens paissent, à l'approche de la fin de l'été, les financiers britanniques... Atmosphère inquiète aussi : le baromètre des prix est à la hausse, vertigineuse ; celui des salaires, frappé par les nouvelles fonctions de la Sécurité sociale, est à la baisse, brutalement, et les charges plus élevées. »

Pour Dominique Audibert, dans LE POINT, « l'inquiétude qui sourd, le sentiment d'une crise d'identité pour rien, pourraient bien donner à terme un écho nouveau aux revendications syndicales. Et entamer, ajoute-t-il, cet équilibre précaire qu'on avait, un temps, appelé consensus. »

En effet, Raymond Barre avait pu jouer les stratèges syndicaux l'un contre l'autre. Celles du C.G.T. n'ont pas la volonté de s'opposer réellement au gouvernement et au patronat que les travailleurs, eux, n'ont pas cette volonté !

Pour VALEURS ACTUELLES, cette volonté, là où elle existe, est utilisée par le C.G.T. au bénéfice du parti communiste. M. Séguin, écrit Michel Chamard, « emploie à récupérer tous les conflits larvés de la vie sociale, nationale en grève, agitation des dockers, mécontentement dans les arsenaux, crise de la sidérurgie lorraine, crise de l'im-

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Gauche : quelle riposte ?

de trois ans d'austérité, peut-il se contenter de ruer et les porteurs de palettes ? Face à Edmond Mure, qui reconnaît la crise, mais propose des voies de réforme dont le patronat ne peut pas, peut-être éternellement faire la sourde oreille ?

Le premier ministre, toutefois, ne manque pas d'armes. A en croire Jean Quercy, dans le supplément bimensuel de L'HUMANITE ROUGE (organe du P.C.M.L. maoïste), « le pouvoir s'efforce de diviser la classe ouvrière, en particulier en faisant tomber les travailleurs immigrés sous le coup des lois Barre-Bonnet et l'expulsion hors de France. Les expulsions hors des logements sociaux, écrit-il, sont une mesure de la fermeture de certains foyers cet été visent à favoriser l'application de telles mesures. De même, la loi limitant le droit de grève à la télévision, votée en juillet, vient s'ajouter au cortège de mesures répressives prises depuis quelques mois dans le but d'exporter des entraves à la riposte ouvrière. »

Mais cette riposte paraît entravée plus encore par les désaccords entre les syndicats. « Même si les différents syndicats prétendent chacun avoir son plan et ses propositions », dit-il, « d'ailleurs, pour le moment, on ne voit que celles de la C.G.T. — on les voit surtout, en fait, se lancer des reproches les uns aux autres et se livrer entre eux à la même comédie que les partis socialistes et communiste », écrit Arlette Agullier dans L'U.T.E. OUVRIER (travailliste). Elle ajoute : « Ce n'est pas parce que les dirigeants syndicaux n'ont pas la volonté de s'opposer réellement au gouvernement et au patronat que les travailleurs, eux, n'ont pas cette volonté ! »

Pour VALEURS ACTUELLES, cette volonté, là où elle existe, est utilisée par le C.G.T. au bénéfice du parti communiste. M. Séguin, écrit Michel Chamard, « emploie à récupérer tous les conflits larvés de la vie sociale, nationale en grève, agitation des dockers, mécontentement dans les arsenaux, crise de la sidérurgie lorraine, crise de l'im-

primerie. Objectif : appliquer un label exclusif C.G.T. à la direction des luttes sociales. » Il ajoute : « En cherchant à se renforcer, la C.G.T. élargit ipso facto l'influence du parti communiste au sein du monde du travail. »

RIVAROL, précise : « Si la C.G.T. veut imposer son leadership au monde du travail », comme le P.C. ambitionne de dominer sans partager la gauche politique, ni la première ni la seconde ne représentent, dans l'état actuel des choses, un danger réel pour le pouvoir en place, parce que ni le P.C. ni la succursale syndicale ne désirent la chute d'un gouvernement qui leur convient tant, à cela pour l'instant, c'est-à-dire pour l'entretien d'une politique étrangère, d'autant plus précieuse aux entreprises du communisme international qu'elle est pratiquée par un régime bourgeois. »

L'HUMANITE — DIMANCHE affirme pourtant : « Une autre politique est possible, qui refuse l'engrenage que le pouvoir a mis en place et qui nous enfonce toujours plus dans la crise. Cela passe, écrit Pierre Olivier, par une suite encore plus résolue de mesures répressives prises depuis quelques mois dans le but d'exporter des entraves à la riposte ouvrière. »

Ce que Christian Fauvet, dans L'ESPRESSO, commente ainsi : « Le seul objectif de Marchais, dit de Séguin, est de redonner en 1981 à son parti la première place à gauche. Pour y parvenir, il a choisi de prendre la défense, au jour le jour, pendant vingt-quatre heures, de toutes les catégories sociales, nationales, qu'il considère soient leurs revendications. En reprochant — il a déjà commencé — aux socialistes de ne voir que l'objectif présidentiel, il ajoute : « Le pari de Mitterrand est que le P.S., tout en participant aux luttes quotidiennes, conserve une image de

parti de gouvernement. Pour apparaître lui-même, en 1981, comme la seule réelle possibilité de Giscard. »

Les préoccupations des chefs de la majorité étant tournées vers le même horizon, les Français sont invités à reprendre leur travail après avoir noté, sur leur agenda, la date approximative du prochain rendez-vous électoral.

P. J.

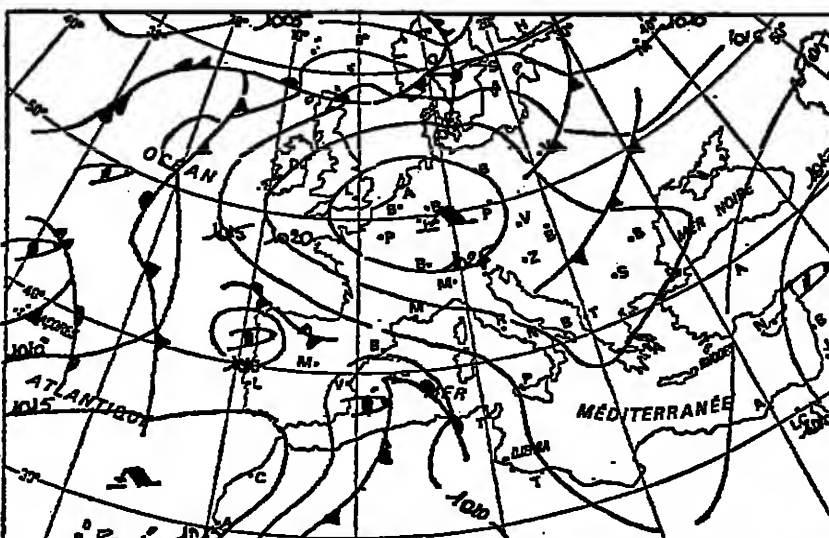
« VALEURS ACTUELLES » : M. RAYMOND BARRE N'EST PAS UN LIBÉRAL

« Valeurs actuelles », dont le directeur est M. Raymond Bourguin, sénateur (Centre national des indépendants), conteste, dans son numéro daté 27 août-2 septembre, le reproche de libéralisme excessif généralement fait à M. Raymond Barre. En rappelant le contrôle des prix, écrit Philippe Durand, le premier ministre a fait un choix libéral qui ne suffit pas à qualifier sa politique économique de libérale. Au contraire, la maîtrise du franc par « des procédés techniques coûteux », la conservation du « maquis réglementaire dans lequel s'enlèvent créateurs et chefs d'entreprises » et celle du « sacré statut de la fonction publique » caractérisent, selon l'hebdomadaire, une politique qui est l'envers du libéralisme.

Estimant que la politique sociale du gouvernement a contraint les entreprises à un sous-développement chronique, « Valeurs actuelles » affirme : « La seule issue serait de laisser cette emprise de l'Etat, de laisser dans les dépenses publiques, de rendre aux entrepreneurs le goût du risque et des investissements, comme aux salariés le goût de l'effort. Mme Thatcher s'y emploie en Grande-Bretagne. M. Barre en a eu l'occasion en 1976. Il l'a laissée s'échapper. »

AUJOURD'HUI

PRÉVISIONS POUR LE 29 AOÛT À 6 HEURES (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 août à 6 heures et le mercredi 29 août à 6 heures :

Les hautes pressions qui recouvrent la France s'affaibliront à l'avant des perturbations orageuses qui s'étendront de l'Afrique du Nord à la Méditerranée occidentale et à l'Espagne. Ces perturbations gagneront lentement nos régions du Midi. Mercredi 29 août, sur la majeure partie de notre pays, à l'exception des régions méridionales, le temps sera largement ensoleillé après la dissipation rapide des bancs de brouillard du début de la matinée. Sur les régions pyrénéennes, le ciel deviendra très nuageux, et des orages se développeront dès le matin. Cette zone de temps très nuageux pourra déborder au cours de l'après-midi jusqu'à l'Aquitaine, au Massif Central, et peut-être même à la Provence, en donnant des orages isolés et quelques ondées. Les vents seront faibles et variables au nord de la Loire ; ailleurs, ils seront souvent modérés, de secteur est ou sud-est dominant. Ils deviendront assez forts près de la Méditerranée et des Pyrénées, où de fortes rafales d'orage seront à craindre. Les températures minimales resteront basses sur la moitié nord ; elles s'élèveront sur la moitié sud. Les températures maximales seront en hausse sensible.

Mardi 28 août, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1025,1 millibars, soit 768,9 millibars de mercure. Température (le premier chiffre

Indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 août ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 ; le troisième, le minimum de la nuit du 28 au 29 ; le quatrième, le minimum de la nuit du 29 au 30 ; le cinquième, le minimum de la nuit du 30 au 31 ; le sixième, le minimum de la nuit du 31 au 1^{er} septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e septembre ; le huitième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e septembre ; le neuvième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e septembre ; le dixième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e septembre ; le onzième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e septembre ; le douzième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e septembre ; le treizième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e septembre ; le quatorzième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e septembre ; le quinzième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e septembre ; le seizième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e septembre ; le dix-septième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e septembre ; le dix-huitième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e septembre ; le dix-neuvième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e septembre ; le vingtième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e septembre ; le vingt-et-unième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e septembre ; le vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e septembre ; le vingt-troisième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e septembre ; le vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e septembre ; le vingt-cinquième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e septembre ; le vingt-sixième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e septembre ; le vingt-septième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e septembre ; le vingt-huitième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e septembre ; le vingt-neuvième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e septembre ; le trentième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e septembre ; le trente-et-unième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e septembre ; le trente-deuxième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e septembre ; le trente-troisième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e septembre ; le trente-quatrième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e septembre ; le trente-cinquième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e septembre ; le trente-sixième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} octobre ; le trente-septième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e octobre ; le trente-huitième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e octobre ; le trente-neuvième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e octobre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e novembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e décembre ; le quarantième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e janvier ; le quarantième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e février ; le quarantième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 2^e au 3^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 3^e au 4^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 4^e au 5^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 5^e au 6^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 6^e au 7^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 7^e au 8^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 8^e au 9^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 9^e au 10^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 10^e au 11^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 11^e au 12^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 12^e au 13^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 13^e au 14^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 14^e au 15^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 15^e au 16^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 16^e au 17^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 17^e au 18^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 18^e au 19^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 19^e au 20^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 20^e au 21^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 21^e au 22^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 22^e au 23^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 23^e au 24^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 24^e au 25^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 25^e au 26^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 26^e au 27^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 27^e au 28^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 28^e au 29^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 29^e au 30^e avril ; le quarantième, le minimum de la nuit du 30^e au 1^{er} mai ; le quarantième, le minimum

AFFAIRES

UN FREIN A L'EXPANSION ET A L'EMBAUCHE ?

Les seuils d'effectifs dans les entreprises

Le classement des entreprises françaises, établi en fonction du nombre de salariés, fait apparaître que 97 % d'entre elles (soit 153 938) n'ont employé aucun, que 36,6 % en ont employé entre un et neuf, et 5 % de dix à quarante-neuf. Si un bon nombre des 994 408 entreprises qui ont moins de dix salariés augmentent le nombre de ceux-ci d'une seule unité, le chômage trouverait singulièrement réduit.

Certains d'entre elles sont pourtant peu décidées à le faire, car elles atteindraient alors le seuil fatidique à partir duquel elles s'imposeraient à elles-mêmes des obligations financières qu'elles ignorent jusqu'ici maintenant : prime de fin de carrière, participation à la formation professionnelle continue (1,1 % de la masse salariale) et à l'effort de construction (0,9 % de la masse salariale).

La chambre de commerce et d'industrie de Paris donne à cet égard dans son dernier bulletin (juillet) un exemple chiffré : « Pour une entreprise de neuf salariés dont la masse salariale est égale à 27 000 francs (toutes les rémunérations étant inférieures au plafond de la Sécurité sociale), la part patronale des charges sociales est égale à 10 570 francs, ce qui représente 39 % de la masse salariale. L'embauche d'un dixième salarié portera la part patronale à 12 490 francs, soit 46 % de la masse salariale. »

Ce qui fait hésiter à franchir

un tel seuil, qui a en outre pour effet de supprimer certains avantages, comme l'exonération des cotisations sociales au titre des apprentis. Sans même compter les obligations sociales, qui font aussi reculer des chefs d'entreprise : mise en place des délégués du personnel à partir de dix salariés notamment. L'exercice du droit syndical dans l'entreprise amène en effet — pour aussi anormale que soit cette attitude — certaines moyennes entreprises à ne pas embaucher plus de quarante-neuf salariés ; à partir de cinquante, obligation leur est faite, en effet, de mettre en place un comité d'entreprise, un comité d'hygiène et de sécurité, une section syndicale pour chaque syndicat représentatif dans l'entreprise.

Toutes ces considérations ne pèsent évidemment pas du même poids, mais le président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, M. Delcroix, n'en considère pas moins qu'elles représentent globalement un frein puissant au développement et à la réduction du chômage. Il craint que les chefs d'entreprise n'aient tendance à tourner l'obstacle en ayant recours à la sous-traitance et, surtout, au travail intérimaire.

Les propositions patronales

Faisant cas de ces arguments, les chambres de commerce et d'industrie, le C.N.P.F. et le groupement des petites et moyennes entreprises réclament une modification du système actuel, sans toutefois en proposer une autre. Les principes fondamentaux de la législation antérieure. Leurs propositions se résument ainsi : — Réhausser, à domicile, en les unifiant, les seuils actuellement fixés à dix salariés ; — Ne comptabiliser les tra-

vailleurs à temps partiel qu'au prorata de leur temps de présence ;

— Ne pas prendre en compte les apprentis et les travailleurs embauchés en remplacement de salariés dont le contrat n'est pas rompu ;

Les organisations patronales pensent également que l'obligation de constituer un comité d'entreprise ne devrait être effective qu'au bout d'une période de dépassement du seuil des cinquante salariés comprise entre deux et trois ans ; enfin, cet afin d'atténuer l'incidence de sauts de conjoncture. Pour réduire l'effet financier de seuil, elles souhaitent aussi l'institution d'un système de décade permettant l'assouplissement progressif des entreprises aux différentes charges.

Cette offensive patronale a-t-elle à la rentrée plus d'écho auprès du gouvernement qu'elle n'en a eu avant l'été ? La question avait été évoquée en juin au Parlement et M. Legendre, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, avait alors contesté l'importance de ces modifications quant à la situation de l'emploi. « La suppression des seuils, affirmait-il, n'aurait pas d'effet spectaculaire ; celle du seuil de cinquante salariés permettrait de créer seulement un millier d'emplois. »

Quant à l'autre seuil, celui de dix salariés, M. Legendre avait estimé qu'il pouvait concerner 17 000 entreprises, qui emploient tout juste neuf personnes. Aux derniers statistiques, 113 400 firmes étaient recensées, 113 400 firmes réparties entre six et neuf personnes, parmi elles, limitent volontairement leur expansion pour les raisons financières et sociales évoquées plus haut ? La est toute la question.

FRANÇOIS SIMON.

L'INFORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE VUE PAR L'ASSEMBLEE DU PALAIS D'ENA

« L'information économique et sociale est un patrimoine collectif qu'il faut sauvegarder et développer. » Le rapport de M. Robert Cottare, adopté par le Conseil économique et social, invite les journalistes à participer à cette mission. La suggestion d'autant mieux acceptée que ceux-ci ont eux-mêmes suscité l'étude en question par l'entremise de l'AFIS (Association des journalistes d'information sociale).

M. Cottare propose la mise en place d'un réseau de données qui « prendrait la forme d'un établissement public autonome, associant les divers organismes publics et parapublics qui collectent, traitent et diffusent l'information économique et sociale. » Le conseil de l'information sociale de l'information sociale, à travers cette préoccupation. L'auteur réclame de même une autonomie de la diffusion des informations, soulignant que la communication de métier qui s'apprend et qu'il doit pouvoir en être fait un usage public.

Reste à développer les pratiques sociales de la communication et à faire en sorte que, dans l'entreprise notamment, tous les partenaires soient en mesure d'accéder aux sources et d'en débiter librement. « Le temps de l'information économique et sociale dans l'entreprise devrait être considéré naturellement comme un temps d'activité normale », soutient le rapport. L'école est, de son côté, invitée à mettre la question à son programme et les journaux à s'ouvrir plus à ces problèmes, et à leur rôle de médiateurs de conscience de l'économique — et de son impact politique — en affirmant « la nécessité d'élever le niveau général de compréhension des phénomènes techniques et économiques, afin d'obtenir une meilleure participation intellectuelle et morale d'un nombre toujours croissant de citoyens ».

Le rapport du Conseil économique et social plaide pour une véritable prise de conscience de l'économique — et de son impact politique — en affirmant « la nécessité d'élever le niveau général de compréhension des phénomènes techniques et économiques, afin d'obtenir une meilleure participation intellectuelle et morale d'un nombre toujours croissant de citoyens ».

CORRESPONDANCE

GRANDES SURFACES A GRASSE

A la suite de l'article faisant état des difficultés entre les municipalités d'Aries et de Grasse et l'administration préfectorale, le Monde du 15 août, la société Notre-Dame-des-Fleurs exploitant un magasin Monoprix à Grasse précise, en invoquant le droit de réponse, qu'elle n'a jamais contesté le principe même de l'implantation d'une unité commerciale Montclair à Grasse.

Elle ajoute : « En revanche, elle conteste que cette unité puisse être implantée sur une parcelle dont elle a été expropriée en vue de l'aménagement d'une place publique comportant création de jardins, parkings, terrasses, avec installation de locaux à divers usages municipaux. »

« Elle entend, du fait du détournement de vocation publique, exister son droit de rétrocession prévu par la loi. »

« A cet effet, l'administration de tutelle et la justice ont été saisies. »

Le 12 juillet 1979, M. le Préfet des Alpes-Maritimes déclarait nulle de plein droit pour détournement de vocation publique la délibération du conseil municipal de Grasse en date du 11 juin 1979, ayant autorisé la location à la société Montclair d'une dépendance du domaine communal.

« Le 13 août 1979, M. le Président du tribunal de grande instance de Grasse plaçait le local dont il était sous séquestre. »

« Comme l'indique votre correspondant, l'affaire n'est pas terminée : elle se poursuit et se poursuivra afin que force reste à la loi. »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DE JOUR	100	100	100	100	100	100
	+ 100	+ 100	Rep. - 100	Rep. - 100	Rep. - 100	Rep. - 100	Rep. - 100
\$ E.-G.	4,2715	4,2735	- 70	- 40	- 35	- 30	- 215
\$ S.W.	4,4640	4,4670	- 15	- 10	- 10	- 10	- 15
Yen (100)	2,9225	2,9235	+ 45	+ 35	+ 125	+ 125	+ 280
DM	2,2320	2,2335	+ 09	+ 30	+ 145	+ 175	+ 435
£ S.W.	2,1255	2,1280	+ 15	+ 40	+ 65	+ 80	+ 240
F.S. (100)	14,5610	14,5755	- 175	- 50	- 275	- 110	- 470
F.S. (100)	2,5720	2,5750	+ 175	+ 200	+ 380	+ 410	+ 1155
L. (1 000)	2,215	2,220	- 150	- 55	- 125	- 125	- 125
£	2,5725	2,5810	- 285	- 210	- 305	- 400	- 1175

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	5 5/8	6	6 11/16	7 1/16	6 7/8	7 1/8	7 3/8	7 9/16
S-U	11 1/4	11 5/8	12 3/8	12 5/8	11 7/8	12 1/8	12 1/8	12 1/2
Florida	8 5/8	9 1/8	9	9 3/8	9	9 3/8	9 1/8	8 1/2
P.S. (100)	11	12	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12 1/8	11 5/8	12 1/8
P.S.	1	1 7/8	1 7/16	1 13/16	1 5/8	2	2 5/16	2 11/16
L. (1 000)	11	12	13 3/16	13 3/8	14	14 1/8	15 11/16	16 3/8
	12 7/8	14	13 7/8	14 1/8	14	14 1/8	15 7/8	16 1/8
		1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2

